



NOVEMBRE
DÉCEMBRE

2022

31

Cause

COMPRENDRE LE MONDE
AGIR POUR LE CHANGER

★

commune

REVUE D'ACTION POLITIQUE DU PCF

p. 12 DOSSIER

DROITES EXTRÊMES

p. 3 ÉDITO
Vingt ans après

p. 7 REGARD
Des « musées
en exil » en escale
à Montpellier.

p. 60 PHILOSOPHIQUES
Marxisme et psychologie :
l'exemple d'Henri Wallon

p. 8 LE GRAND ENTRETIEN

« Faire preuve d'audace ! » **FABIEN ROUSSEL**

Parti communiste français

3 ÉDITO

Guillaume Roubaud-Quashie Vingt ans après

6 POÉSIES

Francis Combes İLHAN SAMI ÇOMAK

7 REGARD

Élodie Lebeau-Fernández Des « musées en exil » en escale à Montpellier.

8 LE GRAND ENTRETIEN

Fabien Roussel « Faire preuve d'audace ! »

12 LE DOSSIER : DROITES EXTRÊMES

Florian Gulli, Igor Martinache

Ce que trament les extrêmes

Roger Griffin L'extrême droite n'est pas réductible au fascisme

Alain Hayot Une nouvelle extrême droite

Gérard Streiff Le groupe RN à l'Assemblée nationale, le diable est dans les détails

Annie Collovald Le dégoût du peuple

Aurélie Fiorel Fascisme ?

Christèle Lagier Quelles femmes votent pour l'extrême droite

Valérie Guérin Rassemblement national et idéal viril : les limites d'une rupture

Mégane Les catholiques et les droites extrêmes

Naém Bestandji L'extrême droite musulmane

Nonna Mayer Les droites extrêmes en Europe : une famille hétérogène et divisée

Igor Martinache Le bolsonarisme n'est (vraiment) pas un humanisme

Arnaud Huc Le vote Rassemblement national, moins monolithique qu'il n'y paraît

Pierre Wadlow Quelles résistances au Rassemblement national dans le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais ?

Nicolas Cossange L'extrême droite dans l'Hérault

Kamel Ben Azouz Rassemblement national et classes populaires dans le bassin minier : témoignage militant

56 CHRONIQUE EUROPÉENNE

Vincent Boulet La crise de régime en Grande-Bretagne et le fractionnement de la bourgeoisie

58 CONTROVERSE

Gérard Streiff Droite vs woke, ou dérives vs obsession

60 PHILOSOPHIQUES

Benoît Lépinat Marxisme et psychologie : l'exemple d'Henri Wallon

63 HISTOIRE

Adrian Thomas Robert Dussart, une histoire ouvrière belge

67 DROIT

Jacques Toubon Le Défenseur des droits : une institution au service de la protection des droits fondamentaux des citoyens et des libertés

70 SCIENCES

Olivier Mazonot Qu'est-ce qu'un *data scientist* ?

73 DU CÔTÉ DES REVUES

74 SONDAGE

Gérard Streiff Une opinion partagée

75 STATISTIQUES

Fanny Charnière Négociations en entreprises : vive les syndicats !

76 HORS CADRE

Jean-Claude Cheinet Anthropocène, capitalocène ou écocommunisme ?

80 LIRE

Alec Desbordes Travail et lutte de classe

82 CRITIQUES

Machiavel. Le peuple, la politique, l'expérience

Léon Deffontaines Pour que jeunesse se fasse

Jérôme Meizoz Coulisses du nom propre

Patrick Le Hyaric Les Raisons de la guerre en Ukraine

Cause commune

La rédaction en chef de ce numéro a été assurée par Gérard Streiff

Tél. : 01 40 40 12 34 - Directeur de publication : Guillaume Roubaud-Quashie

Directeur : Guillaume Roubaud-Quashie • Rédacteurs en chef : Élodie Lebeau, Jean Quétier, Sabrina Royer, Gérard Streiff • Secrétariat de rédaction : Noëlle Mansoux, Chantal Guerre, • Comité de rédaction : Aurélien Aramini, Victor Blanc, Aurélien Bonnaret, Vincent Boulet, Saliha Boussedra, Evelyne Bussière, Pierre Crépel, Maëva Durand, Jean-Michel Galano, Baptiste Giron, Florian Gulli, Nicolas Lambert, Constantin Lopez, Igor Martinache, Dorian Mellot, Mathieu Menghini, Marine Miquel, Hoël Le Moal, Pierrick Monnet, Michaël Orand, Julien Rossi, Nicolas Tardits, Pierre Wadlow • Direction artistique et illustrations : Frédo Coyère • Mise en page : Sébastien Thomassey • Édité par l'association Paul-Langevin (6, avenue Mathurin-Moreau - 75 167 Paris Cedex 19) • Imprimerie : Public Imprim (12, rue Pierre-Timbaud BP 553 69 637 Vénissieux Cedex) • Dépôt légal : novembre-décembre 2022 - N° 31 - ISSN 2265-4585 • N° de commission paritaire : 0924 G 93466.

Vingt ans après

L’anniversaire, sinistre, n’a guère retenu l’attention publique au printemps dernier et pourtant, il y a vingt ans, Jean-Marie Le Pen accédait au deuxième tour de l’élection présidentielle. Nous défilions, ardents, dans les rues de France : *Et F comme Fasciste et N comme Nazi ! À bas ! À bas ! Le Front national ! Et F, etc., etc.* Tous les partis, à l’exception de Lutte ouvrière, avaient appelé à battre Le Pen en utilisant le seul bulletin disponible, celui de Jacques Chirac. Quelques petites dizaines de mois plus tôt, le FPÖ obtenait près de 30 % des voix en Autriche. Fils de nazis (père et mère), à la tête d’un parti créé en 1949 par des nazis, Jörg Haider imposait son parti au deuxième rang du pays, juste derrière des sociaux-démocrates défaits et devant le parti de droite traditionnel. Wolfgang Schüssel, dirigeant du parti conservateur, jusque-là numéro 2 d’un gouvernement de coalition dirigé par un socialiste, contractait alors une alliance avec Haider, incluant une entrée du FPÖ au gouvernement. Gardons-nous bien d’idéoliser le passé mais rappelons tout de même que Jacques Chirac avait mené une offensive diplomatique pour isoler l’Autriche. Sa porte-parole, Catherine Colonna, avait le verbe clair : « Le parti de M. Haider est inspiré par une idéologie qui est à l’opposé des valeurs d’humanisme et de respect de la dignité de l’homme qui fondent l’Union européenne ; comme ses partenaires européens, la France a le souci de ne pas s’ingérer dans les affaires intérieures de l’Autriche, mais elle a aussi le devoir de lui dire quelles seraient les conséquences pour elle en Europe de ses choix. » Suivront des mois de confrontation diplomatique avec l’Autriche de Schüssel-Haider et une série de sanctions. Il est vrai que tout cela finira par une normalisation pure et simple et, même, une poignée de main. Mais tout de même, lectrices et lecteurs de 2022, quel contraste avec notre temps !

« Le président de la République française court à toutes jambes pour être le premier dirigeant à rencontrer Giorgia Meloni, se fait photographier avec elle, main dans la main, accompagne le tout d’un tweet anodin écrit dans la plus pure et la plus vide novlangue macronienne. »

Le président de la République française court à toutes jambes pour être le premier dirigeant à rencontrer Giorgia Meloni, se fait photographier avec elle, main dans la main, accompagne le tout d’un tweet anodin écrit dans la plus pure et la plus vide novlangue macronienne (« En Européens, en pays voisins, en peuples amis, avec l’Italie, nous devons poursuivre tout le travail engagé. Réussir ensemble avec dialogue et ambition, nous le devons à notre jeunesse et à nos peuples. ») Condamnations, mises en garde, sanctions ? N’y songez pas. L’extrême droite au pouvoir en Italie ? Quoi de plus naturel et normal : serrons-nous vite la main ! ▶▶

►► Mais le mal est plus profond et plus largement répandu à la fois. Le Pen, encore une fois au deuxième tour de la présidentielle et nombre des siens à celui des législatives ? Ayons le courage de regarder la réalité des réactions en face. *Aucune des forces politiques ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages à l'élection présidentielle n'a été capable de se positionner clairement et d'appeler à battre l'extrême droite, en toutes circonstances, en utilisant le seul bulletin le permettant.* On se rappelle Emmanuel Macron et ses ministres incapables de tenir une position claire, voire justifiant un non-choix par la mise sur le même plan de la NUPES – et, singulièrement, la France insoumise – et de l'extrême droite. Nombre de dirigeants LR ressortirent du chapeau la fameuse « lutte contre les extrêmes » assimilant là encore la NUPES – et surtout LFI – et le RN, quand certains d'entre eux n'allèrent pas plus loin dans le sens de l'extrême droite... Mais allons au bout et ne nous privons jamais de penser ni de parler clair parce que nous sommes engagés dans une alliance dont nous voulons le succès : LFI a tenu la même position que LREM. « Pas une voix pour l'extrême droite. » Point. Voici le paysage politique dominant qui est aujourd'hui opposé à cette extrême droite qui ne cesse de croître dans notre pays : en vingt ans, on est passé d'une condamnation à peu près unanime, ferme et conséquente (même si, alors, on avait raison d'en mesurer les limites) à des contorsions molles et empruntées. Quel désastre ! Quelle déchéance !

« En vingt ans, on est passé d'une condamnation à peu près unanime, ferme et conséquente (même si, alors, on avait raison d'en mesurer les limites) à des contorsions molles et empruntées. Quel désastre ! Quelle déchéance ! »

Hélas, il reste à craindre que nous ne soyons pas encore au bout de cette pente lamentable. Écoutons *Le Figaro* en la personne de Guillaume Roquette, directeur de la rédaction du *Figaro Magazine* et, à ce titre, invité hebdomadaire de France Inter. Le 18 octobre dernier, le journaliste évoquait le nouveau gouvernement suédois formé après les législatives ayant accordé 20 % à l'extrême droite, 19 % au principal parti de la droite traditionnelle et 10 % à ses alliés chrétiens-démocrates et libéraux. Tout ce petit monde venait de s'accorder pour gouverner ensemble. Au programme, rien de très surprenant venant de ces horizons politiques, avec force promesses d'en découdre avec les réfugiés et tous les immigrés pour nous en tenir, avec Guillaume Roquette, à ce chapitre – il est vrai toujours très important pour les extrêmes droites contemporaines. Une fois la question suédoise exposée, le journaliste poursuit son expédition scandinave, évoquant la politique des sociaux-démocrates danois : on entend y envoyer au Rwanda les candidats à l'immigration, le temps d'examiner les dossiers... Sous-entendu : c'est une revendication typique de l'extrême droite mais, voyez, elle est mise en œuvre par la social-démocratie, au cœur même des éternelles régions modèles de la gauche socialiste française.

Arrivé à ce stade de la chronique, on a déjà compris que le propos de Guillaume Roquette ne vise pas que la Scandinavie mais veut nous parler de la France. On n'a guère à attendre pour que tout devienne plus explicite encore. À 7 h 20, ce jour-là, on parlait fort librement et ce moment de vérité mérite d'être longuement cité : « La spécificité de la France, c'est

que le parti le plus ouvertement anti-immigration, le Rassemblement national, est isolé politiquement et moralement [...]. Il y a bien sûr des Français qui croient toujours que Marine Le Pen est un danger pour la démocratie. Mais il y a surtout, me semble-t-il, une droite classique qui ne se résigne pas à n'être qu'une force d'appoint du RN. Du coup, elle préfère rejoindre Emmanuel Macron ou perdre les élections. Jusqu'au jour où cette droite aura vraiment envie de revenir au pouvoir comme les conservateurs suédois, comme les sociaux-démocrates danois. Ce jour-là, à mon avis, les grandes déclarations sur les valeurs seront remises aux oubliettes et la lutte contre l'immigration pourra tenir lieu de programme commun. »

Voilà qui est clair et qui montre, si ce n'est la prochaine étape, du moins la grande tentation qui tenaille la droite, bien au-delà de ses seules marges radicales. Chaque phrase appellerait commentaire tant elle minimise le danger de l'extrême droite et appelle la droite à s'en rapprocher.

« Le paysage européen et la puissance de l'extrême droite dans notre pays disent l'intensité du péril ; ils nous imposent aussi humilité et lucidité, travail et détermination. »

Dans la dernière période, on avait pu constater les efforts de la droite pour récupérer les électeurs du RN en reprenant toujours plus de mots, toujours plus d'idées, toujours plus de propositions venant de ce bord. Ce fut Nicolas Sarkozy, « La France, tu l'aimes ou tu la quittes », la création du ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale confié à Brice Hortefeux puis à l'ancien dirigeant socialiste Éric Besson... Plus près de nous, Valérie Pécresse passa la seconde et la troisième en ânonnant cette formule raciste issue de l'extrême droite la plus brune : « le grand remplacement ». Là, avec une droite très affaiblie et sèchement défaite, tout se passe comme si quelques-uns de ses intellectuels organiques lui susurraient d'aller nettement plus loin : foin des murs, des digues et des « valeurs », allons vers l'alliance, seule voie vers le pouvoir.

Dans un contexte d'inflation forte et de vie dégradée, il y a quelque illusion à penser que le pouvoir macronien, incurablement arrogant sur la forme, et fidèlement antisocial sur le fond, sera en mesure de faire un barrage pérenne et efficace à une extrême droite à laquelle en outre, Gérard Collomb puis Gérald Darmanin (entre autres) aidant, il emprunte plus d'une note.

Dès lors, se préoccuper de l'extrême droite pour faire refluer les vagues brunes ne saurait être une question secondaire pour le camp progressiste. À condition de le faire sérieusement, sans conclusion prémâchée ni grands discours pré-écrits. Le paysage européen et la puissance de l'extrême droite dans notre pays disent l'intensité du péril ; ils nous imposent aussi humilité et lucidité, travail et détermination. ●

Guillaume Roubaud-Quashie,
directeur de *Cause commune*.

ILHAN SAMI ÇOMAK

Ilhan Sami Çomak est un poète kurde emprisonné en Turquie depuis vingt-huit ans. Il a été arrêté en 1994, avec d'autres membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) lors d'une rafle dans un café. Il avait alors 21 ans, était étudiant en géographie à l'université d'Istanbul. Dans un premier temps, il a été accusé d'avoir tenté de mettre le feu à une forêt et des aveux lui ont été arrachés au bout de dix-neuf jours de torture. Aveux sur lesquels il est revenu ensuite. Un tribunal militaire l'a alors condamné à mort, puis à la prison à vie. En 2007, la Cour européenne des droits de l'homme, jugeant le procès irrégulier, a demandé sa révision. En 2016, un tribunal civil l'a rejugé. L'accusation d'incendie a été abandonnée mais le tribunal a confirmé la peine de trente-six ans de prison pour « séparatisme ». Il est aujourd'hui l'un des plus anciens prisonniers politiques de Turquie et, sans doute, l'un des plus anciens au monde.

Né en 1973 à Karliova, dans la province de Bingöl, il a passé son enfance à la campagne, au milieu des chèvres et des chevaux, et son imagination a été nourrie de ce contact avec la nature et des histoires que sa mère lui contait le soir, dans

leur maison de torchis. En prison, il est devenu poète et a publié neuf recueils. Il a reçu plusieurs prix de poésie dont le prestigieux Sennur Sezer en mars 2022. Son dernier recueil, *Hayattahiz Nihayet* (*Nous sommes toujours vivants*) a reçu le prix Metin Altiok, du nom d'un de ses anciens professeurs qui faisait partie des intellectuels, notamment alévis, tués lors de l'incendie criminel de l'hôtel Madimak à Sivas en 1993.

Des écrivains scandinaves et britanniques se sont mobilisés en sa faveur mais son cas, jusqu'à maintenant, était passé sous silence en France.

Un recueil de ses poèmes, *Separated from the Sun*, traduit par Caroline Stockford et un collectif de traducteurs, vient de paraître en Angleterre, aux éditions Smokestack Books que dirige le poète Andy Croft. J'ai traduit quelques-uns de ses poèmes, à partir de l'anglais, pour commencer à le faire connaître, en attendant que soit faite une traduction à partir de la langue originale (il écrit en turc et en kurde). Ce qui me paraît remarquable dans la poésie de ce prisonnier, c'est sa liberté. ●

Francis Combes

Liberté

Sortez-moi d'ici, il y a tant de choses que j'ai vues
J'ai vu si profondément, si loin. Longtemps, longtemps j'ai été attristé
Le temps est venu pour les torrents de montagne, le vent
qui souffle sur les récoltes, pour le...

Temps de remuer sans fin mes jambes
se dirigeant vers l'horizon quand le jour ouvre grand sa porte
Comprenez-moi par mes racines, pas par mes branches
par mes rêves, pas par la vie que j'ai menée
Peut-être que le miroir est en morceaux
Connaissez-moi par mon rire, pas par ce que le miroir raconte.

Il y a si longtemps que ma rue a été peuplée d'absence
et par l'ascension silencieuse du lierre

Son hirondelle : sombre, lente et toujours à mi-chemin.
Emportez-moi loin de cette stagnation
J'ai tant regardé l'abîme, longtemps, longtemps, je l'ai dévisagé
Ce vide n'est que répétition.

Il est temps pour toi de dire que tu es un oiseau mouillé par la pluie
Il est temps de respirer l'odeur de la terre, de s'en emplir, de grandir avec elle
Connaissez-moi par mon amour, pas par ma solitude.
Comprenez-moi pour ce après quoi je languis, pas pour ce que j'ai perdu
Comprenez-moi par mon enfance, pas par la version présente de ce que je suis.

Je viens pour vous chercher.

(traduction Francis Combes)

Des « musées en exil » en escale à Montpellier



© MSSA

Gracia Barrios, *Se abrirán las grandes avenidas... S. Allende, 1976*,
Museo de la Solidaridad Salvador-Allende, Santiago, Chili

Le MO.CO. Montpellier Contemporain ouvre ses portes à une exposition inédite en France consacrée aux « musées en exil ». Sur le modèle de l'exil du *Guernica* qui, selon les volontés de Picasso, ne pouvait rentrer en Espagne qu'une fois la dictature franquiste terminée, ces musées constituent des institutions temporairement situées à l'étranger. Ils sont hébergés dans des pays qui assurent leur accueil dans l'attente de leur (ré)installation dans la patrie pour laquelle, ou dans laquelle, ils ont été créés, une fois que des conditions politiques favorables seront réunies.

Présentant une sélection d'œuvres issues de trois collections – celles du Musée international de la résistance Salvador-Allende (MIRSA, 1975-1991), aujourd'hui Museo de la Solidaridad Salvador-Allende à Santiago du Chili, du Musée d'art contemporain de Sarajevo (Ars Aevi, 1992-1999), et, pour la plus récente, du futur Musée national d'art moderne et contemporain de la Palestine (2014-à nos jours), déposée actuellement à l'Institut du monde arabe à Paris –, l'exposition propose également quelques détours sur l'histoire des collections déplacées, notamment celles du Prado à Madrid, du Louvre et

du musée Fabre de Montpellier, pour les protéger respectivement des désastres de la guerre d'Espagne puis de la Seconde Guerre mondiale.

L'œuvre ici reproduite a été réalisée par une artiste chilienne, Gracia Barrios (1927-2020), lors de son exil en France, au côté de son époux, le célèbre peintre José Balmes. Elle appartient à la collection française du MIRSA et illustre une des phrases du dernier discours de Salvador Allende, prononcé au cœur même du bombardement du palais présidentiel de la Moneda et retransmis sur les ondes radiophoniques. Gracia Barrios symbolise ici les « grandes avenues où passera l'homme libre » par un chemin blanc lumineux où s'avancent des pieds et des jambes colorés. Il semble écarter par la force de sa lumière la réalité morne et tragique de la vie sous la dictature, représentée en noir et blanc par des jambes humaines, parfois couchées pour rappeler le prix mortifère du coup d'État. ●

Élodie Lebeau-Fernández

Exposition ouverte du 11 nov. 2022 au 5 fév. 2023,
au MO.CO., 13, rue de la République, Montpellier.



« Faire preuve d'audace ! »

Dans le cadre de la préparation du prochain congrès, *Cause commune* a interrogé **Fabien Roussel**, député du Nord et secrétaire national du PCF. Au menu : présentation des enjeux, grands débats à engager dans le parti et avec toute la population, perspective communiste...

— PROPOS RECUEILLIS PAR **NICOLAS TARDITS** —

© Les 7, 8 et 9 avril 2023
les communistes seront rassemblés pour leur 39^e congrès national à Marseille. Pour quels objectifs ?

Fabien Roussel : Des objectifs élevés ! Car tout, dans la situation du pays et du monde, le nécessite. L'heure est à construire le renouveau du communisme français pour relever les défis de la période. La guerre et la militarisation qui se renforcent, les difficultés et l'exigence de dignité de millions de nos concitoyennes et concitoyens, la profondeur de la crise capitaliste dans tous les domaines – je pense en particulier au travail et à l'énergie –, la nécessité d'une alternative à Macron, aux droites et à l'extrême droite, le besoin d'unité du monde du travail pour affronter le capital... tout cela appelle une très grande ambition des communistes pour la France dans le prolongement de notre campagne présidentielle. Nous avons parcouru beaucoup de chemin depuis le dernier congrès, qui s'est tenu en 2018, tant du point de vue de notre place renforcée dans le débat politique national avec les candidatures aux européennes et à la présidentielle, que dans les mouvements sociaux. Mais il reste tant à faire pour être à la hauteur de la situation ! Soyons à la fois humbles

et déterminés à poursuivre le chemin ouvert pour de nouveaux Jours heureux, et, pour cela, travaillons à approfondir les choix très majoritairement adoptés lors de notre 38^e congrès, à innover encore et toujours avec les Français, les salariées et les salariés dans les luttes sociales comme dans les institutions.

© Ce congrès se déroulera presque un an jour pour jour après l'élection présidentielle. Pourra-t-il être l'occasion de faire un bilan de cette séquence électorale et plus largement des élections passées ?

Bien sûr. L'action du parti ne se résume pas aux élections mais faire un tel bilan est essentiel car elles sont un indicateur, national et local, de notre influence dans le pays. L'élection pré-

sidentielle a été un moment clé car nous n'avions pas présenté de candidat de notre parti depuis 2007. Si le résultat est décevant, nous avons indubitablement marqué les esprits. Notre parti, nos idées, notre projet pour une France des Jours heureux ont percé dans le débat national sur des questions essentielles : celles de l'utilisation de l'argent, du dépassement du marché du travail par une sécurité d'emploi et de formation, de la République, du droit à l'alimentation, des services publics et, évidemment, de l'énergie, pour ne citer que ces exemples. Nous devons aussi faire le bilan des législatives et de l'accord conclu, marqué à la fois par une absence de candidatures communistes dans une grande partie du territoire et un maintien du groupe à l'Assemblée avec notamment une victoire importante dans le Pas-

« À partir du moment où la NUPES ne l'a pas emporté, la question de fond est de savoir comment les forces de gauche entendent construire un mouvement populaire majoritaire dans le pays. »

de-Calais avec l'élection de Jean-Marc Tellier face au candidat du Rassemblement national (RN). D'autant plus importante que le grand gagnant du scrutin est le parti d'extrême droite qui menace la République. Après un quinquennat Macron, violent pour le monde du travail, la gauche reste minoritaire dans le pays et le RN possède des bases suffisamment solides pour prétendre représenter une alternative. La gauche et notre parti ont une responsabilité immense pour affronter cette situation, convaincre les abstentionnistes et unir toutes celles et tous ceux qui ont intérêt à un profond changement de société. J'ai la conviction que le monde du travail est la clé pour y parvenir. Pour mener ce travail de rassemblement, notre action à tous les niveaux de collectivités, de la commune au parlement, en passant par les départements et les régions dans lesquels nous nous sommes renforcés, est décisif et il faudra donc aussi tirer le bilan de ces élections.

© Il sera aussi question du rapport aux autres forces de gauche lors de ce congrès. Mais cela se résumera-t-il à être « pour ou contre la NUPES » ?

Je ne pense pas que cela puisse se résumer ainsi. À partir du moment où la NUPES ne l'a pas emporté, la question de fond est de savoir comment les forces de gauche entendent construire un mouvement populaire majoritaire dans le pays. Dès lors une série d'interrogations essentielles se posent. Où en sommes-nous de cette construction, à partir de l'appréciation de l'accord électoral et des événements qui ont succédé ? Quels sont les objectifs des différentes forces ? Comment entendons-nous unir celles et ceux que nous voulons rassembler ? Quels peuvent être le rôle et l'apport originaux du PCF ?

Notre union aux élections législatives a été utile pour permettre à nombre de candidats de gauche et écologistes

d'être présents au second tour et de gagner, pour finalement renforcer nos représentations respectives à l'Assemblée nationale. Mais constatons qu'elle n'a pas suffi à créer la dynamique nécessaire pour que la gauche renforce réellement son influence dans le pays. Et si certaines avancées de l'accord programmatique sont appréciables, nous savons que, même sur les propositions qui font consensus, persiste un débat fort sur les moyens financiers et les pouvoirs pour les mettre en œuvre. Et au-delà des questions programmatiques, nous avons un sérieux débat sur le type de processus politique, la conception du rassemblement, à construire. Nous devons donc poursuivre et amplifier nos réflexions et nos initiatives pour la mise en mouvement des travailleurs et des classes populaires, en lien avec l'ensemble des forces de gauche et écologistes, sans exclusive, et avec le mouvement social.

© Il y a quatre ans, le 38^e congrès à Ivry-sur-Seine affirmait « qu'une bataille d'idées est à mener pour mettre le communisme à l'ordre du jour dans les consciences, l'inscrire au centre des débats sur le devenir du monde, faire mesurer combien notre société porte cette nécessité ». Ce pari est-il réussi ?

Cette bataille, les communistes la mènent au quotidien. Et, oui, je crois qu'elle porte ses fruits. Il y a les milliers de batailles locales dans lesquelles les militants, et parmi eux les élus du parti, défendent l'idée du communisme.

Il y a eu aussi la pandémie et notre bataille offensive pour la levée des brevets sur les vaccins, pour faire de ces vaccins des biens communs de l'humanité. Nous avons eu aussi l'audace, lors de la présidentielle, de revendiquer de nouveaux Jours heureux. Cette ambition a une double dimension profondément communiste. D'une part, elle s'inscrit dans la filiation de notre action au siècle dernier qui

a permis à la Libération des avancées communistes, comme la Sécurité sociale. D'autre part, notre projet actuel, fort de l'apport de la campagne, comporte des propositions novatrices de nature à engager le dépassement du marché du travail capitaliste, celui de l'énergie et de tant d'autres dans tous les domaines. Je pense également à la révolution sociale et démocratique de la République que nous portons. Je pense aussi à la profonde transformation des modes de production qu'appelle la lutte contre le réchauffement climatique et pour la protection de la biodiversité. Surtout, je crois que notre projet a progressé en cohérence entre les objectifs, l'exigence d'un changement d'utilisation de l'argent et de nouveaux pouvoirs d'intervention des salariés. Cette question des pouvoirs, du pouvoir sur la production, est décisive pour la transformation de notre mode de développement et pour les nouvelles interactions à construire entre éducation, science, création, culture, travail et environnement pour une nouvelle civilisation d'émancipation humaine.

© Face à la spéculation qui provoque une flambée des prix sans précédent, face aux attaques du gouvernement sur les conquêtes sociales et face au déni démocratique de Macron rejetant aussi bien le rôle du parlement que les mobilisations sociales, la colère est grande. Quelle place ces luttes sociales peuvent avoir dans ce congrès ?

La colère est immense, oui, contre le chômage, la précarité, la destruction de l'environnement, les violences faites aux femmes et les inégalités, les discriminations, la xénophobie, le racisme et l'antisémitisme, contre le mépris d'un pouvoir déconnecté du peuple, des salariés. Et cette colère est légitime surtout. On voit comment l'augmentation des prix, le maintien de bas salaires, la poursuite de délocalisations et de suppressions d'activités et d'em- ►►

► plois, d'un côté, l'affichage de profits insolents par les multinationales et l'explosion des grandes fortunes de l'autre, deviennent insupportables pour des millions de gens. Mais cette colère peut être dévoyée si elle ne se traduit pas par des luttes très larges, déterminées, et par des victoires sociales sur le grand patronat et le pouvoir macronien.

Ces luttes auront davantage la capacité d'obtenir de nouvelles avancées si nous jouons un rôle actif en leur sein pour faire grandir l'espoir d'une alternative politique. Et pour des millions de gens dans notre pays, si les politiques libérales sont source d'injustice

« La colère peut être dévoyée si elle ne se traduit pas par des luttes très larges, déterminées, et surtout par des victoires sociales sur le grand patronat et le pouvoir macronien. »

voire d'inefficacité, la crédibilité d'un projet de société alternatif, capable de dépasser les logiques capitalistes, est loin d'être une évidence. Et la gauche, par ses renoncements et ses reniements durant ses quatre dernières décennies, a sa part de responsabilité dans cette situation, dont le mouvement syndical souffre aussi depuis de nombreuses années. Nous avons donc devant nous un immense chantier de reconquête des têtes, à partir de la vie réelle des gens, de leurs aspirations et surtout des luttes sociales qu'ils décident d'engager, dans leur ville, dans leur entreprise, et des mouvements comme celui contre l'inaction climatique, pour les

droits des femmes ou encore pour la transformation démocratique de nos institutions. Cet effort doit être mené partout, notamment dans les entreprises, dans les quartiers populaires, dans la ruralité, en travaillant à soutenir les luttes et en posant la question de la crédibilité de notre projet et de nos propositions pour les faire aboutir durablement.

© La préparation de ce congrès se fera aussi dans un contexte de guerre sur le continent européen et, parallèlement, dans un moment inquiétant d'avancée de l'extrême droite dans toute l'Europe. Comment ces enjeux internationaux s'inscriront dans le débat ?

L'horrible guerre déclenchée par le pouvoir russe s'installe dans la durée. La première nécessité est de ne pas s'y résigner. Car le danger est immense : aux souffrances du peuple ukrainien se mêlent la menace du recours à l'arme nucléaire et le risque d'une extension du conflit. L'OTAN se renforce et légitime les logiques de confrontation conduisant à une remilitarisation de l'Europe et à une nouvelle augmentation des dépenses d'armement. Ces choix comportent de très graves dangers pour le peuple français et les peuples du monde. Mettre à l'ordre du jour la construction d'un mouvement pacifiste est désormais incontournable pour résister à tous les va-t-en guerre, faire progresser des initiatives diplomatiques, construire en Europe et dans le monde une union de peuples libres, souverains et associés. Nous avons des propositions pour que la France soit à la hauteur de ce défi. Et la progression de l'extrême droite pourrait dans ce contexte aggraver la compétition entre les nations, entre pouvoirs capitalistes, xénophobes et racistes. Nous ne devons pas nous habituer à la banalisation de ces forces. Je les combats au jour le jour dans ma circonscription. Si l'on sait quand l'extrême droite prend

le pouvoir, on sait rarement quand elle le rend. Et même quand elle accepte sa défaite, elle s'ancre durablement dans les sociétés. Ces enjeux devront être une des dimensions importantes du débat de notre congrès.

© Comment les communistes s'organiseront pour la préparation de ce congrès ?

Après la pandémie qui a distendu les liens dans notre organisation, nous avons besoin d'un congrès dans lequel les communistes ne se replient pas sur eux-mêmes. Confrontons sans tabou nos idées ! Construisons du commun, des contributions collectives, dans le cadre des organisations du parti, sections et fédérations, jusqu'aux textes que nous adopterons collectivement. Et ce travail doit être pleinement irrigué de notre action dans le pays, du bilan de nos campagnes électorales et thématiques, des luttes sociales car, comme le montre le mouvement actuel, elles sont très riches d'enseignements et cristallisent des mouvements de la société française. C'est aussi pour me nourrir de ce qui se dit dans le pays que j'ai engagé un tour de France des régions. Le calendrier est fixé : le 4 décembre, un projet de base commune sera proposé et un vote sera organisé la dernière semaine de janvier avec les éventuels textes alternatifs. Nous aurons ensuite dans la foulée l'adoption du projet de statuts le 5 février puis la période des congrès de sections et fédérations en février et mars avant le congrès national du 7 au 10 avril.

© Ce congrès a notamment une spécificité, celui d'être statutaire. L'occasion pour les adhérentes et adhérents de faire un bilan sur le fonctionnement du parti. Quelles sont pour vous les évolutions nécessaires au déploiement et au renforcement de notre parti ?

Le débat sur nos statuts doit être l'occasion de répondre à une question :

quel parti communiste voulons-nous pour répondre à l'ensemble des objectifs que nous nous fixons ? À partir du regard nouveau que portent nombre de nos concitoyens sur notre parti, sur nos idées et nos propositions, depuis la présidentielle, soyons ambitieux sur nos formes d'organisation pour qu'elles permettent l'engagement du plus grand nombre. De ce point de vue, la recherche de proximité de nos organisations, pour libérer l'initiative

« Pour des millions de gens dans notre pays, si les politiques libérales sont source d'injustice voire d'inefficacité, la crédibilité d'un projet de société alternatif, capable de dépasser les logiques capitalistes, est loin d'être une évidence. »

militante, doit être remise en débat. Il nous faut certainement continuer de réfléchir à la question de la souveraineté des adhérents et au lieu d'exercice de celle-ci. Nous avons besoin de favoriser plus encore la prise d'initiatives, et donc de décisions, au plus près des gens, des salariés, là où doivent se mener les luttes et les batailles d'idées. Par exemple, les centaines de militants d'entreprises, de filières qui se sont investis dans la campagne électorale doivent pouvoir prolonger leur engagement en structurant leur activité collective, soit dans des cellules, soit dans des sections d'entreprise ou dans des réseaux adaptés à la réalité. Mais surtout qu'ils puissent s'organiser, décider et agir ensemble ! Et puis je suis convaincu

qu'il nous faut recréer les conditions d'une meilleure prise en compte des réflexions des adhérents dans les débats et décisions de nos directions, à tous les niveaux. Et, réciproquement, de mieux faire partager les débats de tous les collectifs de direction à l'ensemble du parti, en transparence. Nous pouvons en outre travailler à innover pour que le numérique serve l'action de terrain. Il nous faut enfin progresser encore sur des enjeux essentiels, comme la parité femmes-hommes, la promotion des jeunes militantes et militants aux responsabilités dans notre organisation.

« Quelle place devrait d'ailleurs prendre les revues du parti, dont *Cause commune* et plus largement la presse communiste dont nous avons tant besoin ?

La presse communiste comme les revues du parti sont essentielles, alors que la bataille d'idées doit prendre une nouvelle ampleur, avec l'approfondissement de la crise et l'ensemble des défis qui sont posés à l'humanité. Et elle est encore plus aiguë alors que les luttes se multiplient dans les entreprises, pour les salaires et l'emploi, et que la bourgeoisie, avec la complicité de ses médias, va tout faire pour les mettre en échec, en opposant les salariés, en les dressant les uns contre les autres.

Les revues sont une profonde richesse pour le parti et pour ses adhérents. Elles mobilisent des contributions originales, diverses, qui nourrissent la réflexion individuelle et collective. Elles sont un outil précieux pour informer et former les militants. Donnons-leur collectivement l'ambition de diffuser nos analyses et nos idées dans la société et, en particulier, dans les réseaux syndicaux ou associatifs, qui ont aussi besoin de confronter leur activité à une pensée politique et communiste ! Travaillons de plus à coordonner leur travail.

Avec trop peu de moyens, nous le regrettons tous, nos revues vivent et

peu de partis peuvent se vanter de disposer de tels outils. Leur rayonnement m'a d'ailleurs conduit à proposer qu'elles soient les maîtres d'œuvre des débats politiques du stand du parti à la Fête de *l'Huma* par exemple. Qu'il s'agisse de la presse ou des revues, un effort très important doit être porté par l'ensemble du parti pour leur diffusion auprès d'un plus grand nombre de citoyens et pour leur appropriation par les militants.

« Vous engagez un grand tour de France des régions dans les prochaines semaines. Quel est son objectif et comment contribuera-t-il à nourrir les réflexions des communistes pour ce congrès ?

J'ai souhaité, avec la direction nationale du parti, poursuivre la démarche engagée lors de la campagne présidentielle. Sur le terrain, dans le débat avec les gens, avec les salariés, les habitants des quartiers populaires, de nos villages, des métropoles !

Pas pour évacuer la question des rapports entre les forces de gauche et écologistes, qui ne se discuteraient qu'entre représentants des forces politiques à Paris. Mais précisément pour que cette question soit mise en débat avec les gens. On ne peut pas vouloir faire du mouvement populaire la force propulsive d'un rassemblement de la gauche et des écologistes sans faire l'effort, à tous les niveaux, de nous tourner vers le monde du travail, les catégories populaires, vers ces élus locaux, acteurs syndicaux, associatifs et culturels.

Je veux pour ma part le poursuivre, en invitant l'ensemble des communistes à faire preuve d'audace aussi en ce sens. Les bras et les oreilles grand ouverts. Et offensifs pour mettre en débat nos propositions et notre projet. Notre projet et notre démarche de rassemblement suscitent un intérêt nouveau à gauche et plus largement, notamment grâce à notre belle campagne présidentielle. ●

DROITES EXTRÊMES

Ce que trament les extrêmes

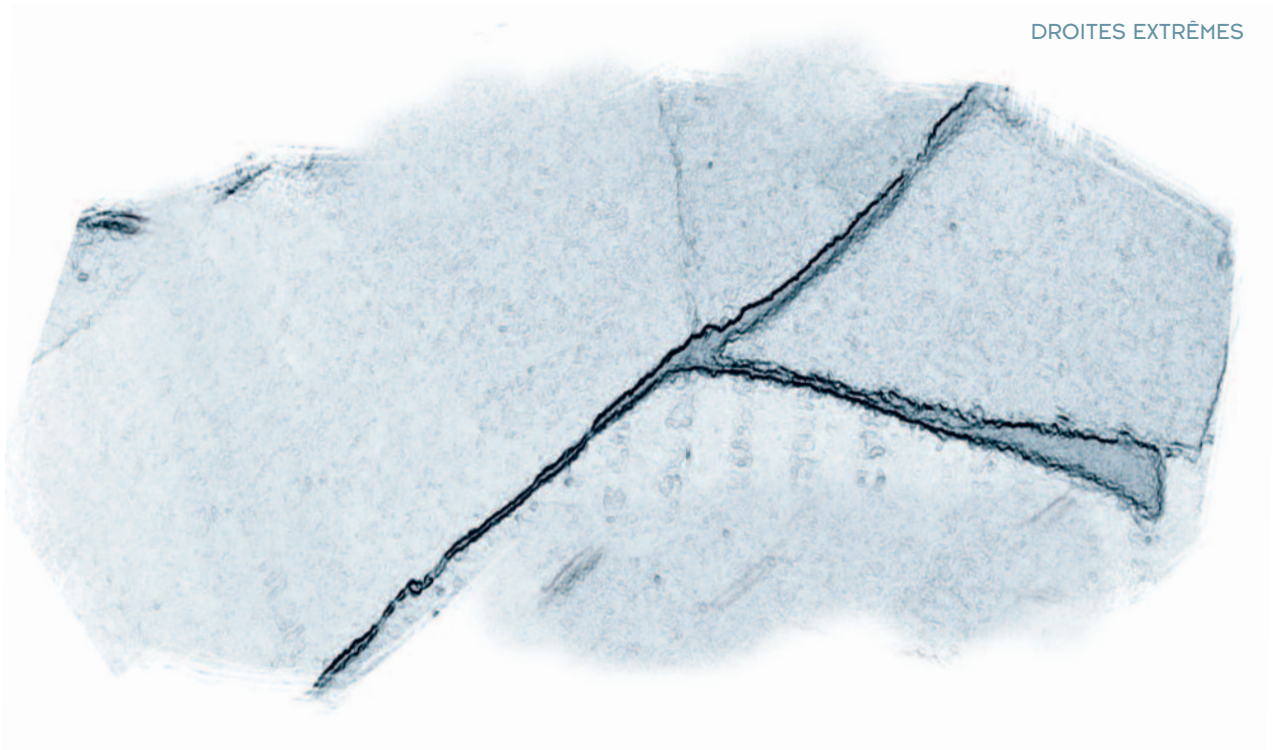
PAR **FLORIAN GULLI** ET **IGOR MARTINACHE***

C'est la petite bête qui monte, qui monte... Cela fait maintenant près de quarante ans et la conquête de la mairie de Dreux par le Front national en 1983 que résonne ce refrain dans l'Hexagone. Non sans raison, car le parti fondé par Jean-Marie Le Pen et repris par sa fille a continué sa progression insidieuse, tant au niveau local que national. La présence de sa candidate au second tour de l'élection présidentielle s'est désormais banalisée, et les manifestations monstres qui avaient suivi celle de Le Pen père un certain 21 avril 2002 apparaissent bien lointaines. Pas moins de quatre-vingt-neuf députés femmes et hommes, portant les couleurs du Rassemblement national ont été élus lors des élections

législatives de juin dernier. Lors des municipales de 2020, la formation a non seulement consolidé son emprise sur la plupart des villes conquises en 2014, elle en a remporté six nouvelles, Perpignan en tête. À cela s'ajoute évidemment la percée d'Éric Zemmour. Avec son parti créé *ad hoc* et douteusement baptisé Reconquête, celui-ci a tenté de doubler le RN par la droite, sans succès pour l'instant dans les urnes – encore que le score de 7,1 % du journaliste réactionnaire soit loin d'être négligeable –, et a réussi à saturer l'espace public avec les thèses les plus nauséabondes, non sans l'appui décisif du milliardaire Vincent Bolloré, décalant ainsi le centre de gravité des débats encore plus à droite. En témoigne la reprise du thème du « grand remplacement » par la candidate de la droite classique, Valérie Pécresse.

Maigre consolation ou, plutôt, motif supplémentaire d'inquiétude, le phénomène n'est ni récent, ni propre à la France. D'une part, l'histoire de l'extrême droite en France est loin de débiter avec le FN et, de l'autre, elle prolifère dans de nombreux autres pays, sous des formes diverses. Elle a pris le pouvoir dans certains, avec des figures comme Donald Trump, Jair Bolsonaro, Viktor Orbán, et désormais Giorgia Meloni en Italie, pour ne citer que ceux-là. Même en Suède, vitrine de la social-démocratie, les bien mal nommés Démocrates de Suède ont accédé au gouvernement lors des récentes élections générales.

« Se méfier de l'illusion nominaliste consistant à croire que le même substantif recouvrerait une réalité homogène. Extrême droite, fascisme, populisme, autoritarisme, réactionnaire, etc. ne sont pas synonymes et peuvent même renvoyer chacun à des situations complexes et diverses. »



UNE PRIORITÉ, LE COMBAT CONTRE L'EXTRÊME DROITE

Le combat contre l'extrême droite apparaît comme une priorité, tandis que nombre de nos contemporains semblent s'assoupir devant sa progression lente mais sûre. Et comme tout adversaire, il importe avant toute chose de chercher à le connaître et le comprendre. C'est ce à quoi propose de contribuer le dossier de *Cause commune* que vous tenez entre les mains. Il nous apparaissait essentiel de se méfier de l'illusion nominaliste consistant à croire que le même substantif recouvrirait une réalité homogène. Extrême droite, fascisme, populisme, autoritarisme, réactionnaire, etc., sont autant de mots lancés comme des anathèmes dans l'espace public mais qui ne sont pas synonymes et peuvent renvoyer chacun à des situations complexes et diverses. La difficulté à nommer l'adversaire est un problème : l'indice d'une difficulté à comprendre l'adversaire, qui n'est pas sans rapport avec la difficulté à le combattre. Pour le dire vite, les dénominations habituellement mobilisées nous laissent insatisfaits. La catégorie de « populisme » véhicule trop souvent une forme de mépris du populaire et de la

« D'une part, l'histoire de l'extrême droite en France est loin de débiter avec le FN et, de l'autre, elle prolifère dans de nombreux autres pays, sous des formes diverses. »

démocratie. « Populisme » est solidaire du vieux récit libéral et de sa hantise de la majorité. « Fascisme » semble écraser les différences de contextes. La tendance à comparer la situation actuelle à celle des années 1930 peut certes avoir la vertu de mettre en évidence certains facteurs socio-économiques ou favoriser le réveil des consciences et la mobilisation, mais pour autant le contexte est loin d'être le même aujourd'hui que durant cette décennie brune.

Les grands partis d'extrême droite contemporains ne semblent pas millénaristes, comme le furent les fascismes ; nulle part ils n'adoptent de posture révolutionnaire, ils ne jouent plus la carte de la violence de rue contre les organisations ouvrières, leur ennemi n'est plus l'imminence d'une révolution communiste. Pour toutes ces raisons, le terme d'extrême droite semblait encore le meilleur. Reste alors à comprendre la nature de ce discours et les raisons de son succès, notamment dans les milieux populaires. ■

***Florian Gulli** et **Igor Martinache** sont membres du comité de rédaction de *Cause commune*. Ils ont coordonné ce dossier.

L'extrême droite n'est pas réductible au fascisme

Comment qualifier l'extrême droite ? Le regard d'un historien britannique non marxiste.

ENTRETIEN AVEC **ROGER GRIFFIN***

© L'un des grands intérêts de vos travaux sur le fascisme est de tenter une définition du phénomène. Pourquoi est-il si difficile de définir le fascisme ?

Tous les concepts politiques généraux – et génériques – sont difficiles à définir. Contrairement aux sciences naturelles, où la taxonomie se fonde sur un consensus à propos des qualités ou des traits empiriques objectifs d'un phénomène qui se répète à l'identique ou avec un minimum d'idiosyncrasie dans la nature, les sciences humaines recourent au langage pour modeler et enquêter sur des phénomènes génériques qui ne se répliquent jamais et qui admettent différentes définitions concurrentes. Par exemple, la Révolution française est un cas de révolution, mais chaque révolution est proprement unique, et il est compliqué de distinguer parfois une révolution d'une rébellion, d'une mutinerie, d'une révolte, etc. Les chercheurs travaillant dans différentes langues, chacun forgé par une culture et une idéologie distinctes dans diverses ères historiques, vont ainsi naturellement arriver chacun à des définitions singulières d'un même terme,

à moins qu'un consensus partiel se dégage parmi les experts travaillant dans le domaine concerné autour d'une définition particulière.

À défaut d'un consensus de travail, plus les chercheurs étudient un phénomène, et plus il est probable que des définitions contradictoires de ce dernier prolifèrent. Cela s'applique à tous les phénomènes étudiés par les sciences humaines, à tous les « ismes » sociaux, culturels, artistiques, politiques, économiques, psychologiques ou anthropologiques. Lorsque le fascisme a été fondé par Mussolini, les marxistes ont rapidement décidé qu'il s'agissait d'une forme de capitalisme réactionnaire en crise. Les universitaires non marxistes ont débattu soixante-dix ans sans parvenir à un consensus viable, mais, depuis les années 1990, une convergence générale d'approche s'est dégagée sur la manière d'aborder le fascisme en tant que phénomène historique et politique et un nombre croissant d'universitaires du monde entier utilisent désormais cette définition. La « définition opérationnelle » qui a émergé est celle qui s'est avérée la plus utile d'un point de vue heuristique et qui leur permet de se sentir appartenir à une grande communauté internationale de chercheurs. Cette communauté travaille avec une productivité, une compréhension mutuelle, et une synergie inimaginable auparavant, comme l'illustre la revue *Fascism: Journal of Comparative Fascist Studies* et l'Association pour les études du fascisme comparées (COMFAS).

« La principale menace pour la démocratie libérale ne vient pas du fascisme ou du populisme, mais de la réponse de plus en plus autocratique du nationalisme illibéral à la menace accélérée qui pèse sur toute vie humaine : la destruction de la biosphère. »

© À quelle définition êtes-vous finalement parvenus ?

Je suis l'un des pionniers de la définition « consensuelle ». Mes travaux sur les idéologies du fascisme, du nazisme et d'un certain nombre

d'autres fascismes « putatifs », exprimées dans différentes langues originelles, m'ont permis de prendre conscience de l'existence d'une matrice distinctive dans la pensée fasciste. Celle-ci peut varier énormément dans les détails mais toutes les idéologies qui en relèvent partagent la même croyance fondamentale ou le même faisceau d'idées :

- la nation ou la race est confrontée à une menace existentielle ;
- elle était autrefois une grande nation/race (ou ses ancêtres l'étaient) mais elle est tombée en déclin ;
- une révolution est nécessaire pour mettre fin à la « décadence » et restaurer la grandeur dans un nouvel ordre, grâce à un processus de renaissance. Étant donné l'absence d'un adjectif correspondant à « renaissance », j'ai utilisé le terme peu habituel en anglais dans les contextes politiques de « palingénésique », afin de désigner ce noyau de la vision fasciste du monde (que j'appelle le « noyau mythique » d'après Georges Sorel) et le ramasser en une seule expression. Mon premier ouvrage, *The Nature of Fascism* (1991), proposait une définition d'une seule phrase : « Le fascisme est une idéologie politique dont le noyau mythique, dans ses diverses manifestations, est une forme populiste d'ultranationalisme palingénésique » (ou dans sa forme abrégée : « ultranationalisme palingénésique »).

© À partir de là, peut-on considérer que le mot « fascisme » s'applique aux extrêmes droites contemporaines ? Notamment au Rassemblement national en France ? Est-il utile ou ne risque-t-il pas de masquer la nouveauté du phénomène ?

Pour les marxistes, le fascisme est un phénomène latent, potentiel, présent dans toutes les sociétés capitalistes menacées par le socialisme ou les mouvements pour la justice sociale. La gauche applique donc le mot à de nombreux politiciens, mouvements et gouvernements que je ne qualifierais pas de fascistes, comme Bolsonaro (en Brésil), Modi (en Inde), le RN (en France), l'AfD [en Allemagne] ou la Hongrie d'Orbán. De plus, le terme de fascisme, même dans les années 1920, était utilisé comme une insulte pour délégitimer une forme de politique aux tendances autoritaires ou fanatiques. Il est donc utilisé de manière très libre et sans contenu précis dans les médias du monde entier pour attaquer des

« Le Rassemblement national n'est pas techniquement fasciste selon la définition majoritaire non marxiste du fascisme, car il ne prévoit pas de créer un nouvel ordre *révolutionnaire* en France, mais d'utiliser la Constitution actuelle et l'appareil d'État existant pour traiter un certain nombre de problèmes sociaux présentés comme affectant les "Français". »

formes de politique rivales. Le Rassemblement national n'est pas techniquement fasciste selon la définition majoritaire non marxiste du fascisme, car il ne prévoit pas de créer un nouvel ordre *révolutionnaire* en France, mais d'utiliser la Constitution actuelle et l'appareil d'État existant pour traiter un certain nombre de problèmes sociaux présentés comme affectant les « Français » en limitant l'immigration, en particulier non européenne, en résistant à « l'islamisation » du pays et en s'opposant à la domination de l'Union européenne. Le parti de Marine Le Pen pourrait bien avoir quelques électeurs radicaux et véritablement fascistes au moment des élections, mais une critique fasciste de la société française et les remèdes aux prétendus problèmes posés par le multiculturalisme qui en découleraient seraient bien plus radicaux et violents que tout ce que Le Pen propose actuellement. Poutine et Trump, par exemple, sont souvent décrits comme des fascistes, mais, si tous deux veulent rendre sa « grandeur » à leur pays respectif, de nouveau, ni l'un ni l'autre n'ont ébauché une sorte de plan cohérent pour instaurer une nouvelle Constitution et un nouvel État totalitaire. Poutine a créé un État pseudo-démocratique qui a largement éliminé la séparation des pouvoirs et tous les droits civils et humains fondamentaux associés à la démocratie libérale, mais son régime est plus justement qualifié de dictature personnelle ou d'autocratie pseudo-démocratique qu'un État fasciste. Trump est tout simplement trop borné intellectuellement ▶▶

► pour être fasciste, car le déclenchement d'une révolution fasciste exige un haut degré de vision, de conceptualisation, d'organisation et de planification, toutes choses qui sont bien au-delà de sa sphère de compétence.

© Le mot « populisme », utilisé parfois, ne pose-t-il pas lui aussi problème ?

Il n'a aujourd'hui plus aucun rapport avec les populismes historiques, notamment russes et américains, et il véhicule souvent un mépris élitiste de tout ce qui est populaire...

Le jugez vous néanmoins utile ?

Le populisme est encore un autre « isme » politique et, de ce fait, est intrinsèquement problématique dans sa définition et son application pratique. D'un point de vue historique, il renvoie à des événements bien particuliers impliquant différentes sortes de protestations populaires survenues dans la deuxième moitié du XIX^e siècle en Russie et aux États-Unis. Mais depuis les années 1980, ce terme s'est imposé comme un référent vague pour désigner les hommes politiques qui obtiennent un soutien populaire ou une mobilisation de masse pour un parti qui n'opère pas dans le cadre du système politique traditionnel, mais dont les propositions suscitent un certain enthousiasme populaire : par exemple, en répondant aux demandes de remplacement des élites corrompues, de sortie de l'UE, de baisse des impôts, de réduction de l'immigration ou encore de réformes radicales pour aider les « gens ordinaires » ou de réformes radicales de gauche. Les deux principaux « populistes de gauche » ont été Syriza en Grèce et Podemos en Espagne. Cependant, en général, lorsque les journalistes ou même les militants de gauche font référence à la « montée du populisme », ils se réfèrent au populisme de droite et de droite radicale, un spectre d'opinions avec des intensités différentes de rejet du « système », de rejet de toute ingérence étrangère dans la politique intérieure et des organismes internationaux, de refus du multiculturalisme, de l'« islamisation » ainsi que de demandes utopiques visant à « rétablir de la souveraineté nationale » ou à « rendre sa grandeur à la nation » qui,

« Les universitaires non marxistes ont débattu soixante-dix ans sans parvenir à un consensus viable, mais, depuis les années 1990, une convergence générale d'approche s'est dégagée sur la manière d'aborder le fascisme en tant que phénomène historique et politique. »

poussées à l'extrême, se confondent avec le fascisme antisystème et le racisme. Étant donné que chaque pays présente sa propre forme de populisme de droite, elle-même en constante évolution, il est impossible de définir ce dernier précisément. Cette tentative de définition est rendue particulièrement difficile par le fait que le terme a acquis des connotations antisystème, ce qui tend à occulter le fait qu'un gouvernement entier peut avoir des valeurs et des politiques « populistes de droite » (par exemple en Hongrie, au Brésil et en Inde), et que tout mouvement sociopolitique puissant soutenant des valeurs particulières – citons le mouvement d'opposition à la guerre du Golfe, celui contre l'introduction de l'impôt par tête (*poll tax*) [impôt au montant identique pour chaque contribuable que Margaret Thatcher voulait substituer à l'impôt sur

le revenu, ce qui a déclenché une vaste mobilisation qui a entraîné sa démission] au Royaume-Uni, les gilets jaunes, la révolution de velours en Tchécoslovaquie – s'appuie sur des causes populaires, des énergies « populistes » et la volonté du « peuple ». Comme je l'ai dit précédemment, dans ma définition, je considère la mobilisation des énergies populistes comme une composante définitionnelle du fascisme, qui le démarque des révolutionnaires conservateurs qui travaillent de manière descendante, du haut vers le bas, sans chercher à libérer les énergies populistes mythiques ou essayer de créer un nouvel homme et une nouvelle femme fascistes à travers une

ingénierie sociale. La démocratie libérale elle-même peut donc être considérée idéalement comme populiste au sens littéral du terme, surtout lorsque le taux de participation aux élections est élevé ; en fait, la prise de la Bastille pourrait elle-même être considérée comme un événement populiste primordial pour la mentalité politique française.

En l'absence d'un consensus sur l'utilisation d'un terme équivalent à celui qui a été établi dans les études sur le fascisme, je pense pour ma part que la notion de « populisme de droite » est utile pour analyser la droite, s'il est défini comme une forme radicale mais non révolu-

tionnaire de nationalisme - qui appelle le « système » à être plus sensible aux préoccupations concernant les menaces présumées pour l'identité nationale, telles que l'islamisation, l'UE et l'immigration de masse ; qui considère que les partis centristes ne sont pas sensibles aux préoccupations populaires et qui estime qu'il faut s'opposer au déclin national, voire l'inverser, afin que le pays retrouve sa « grandeur ».

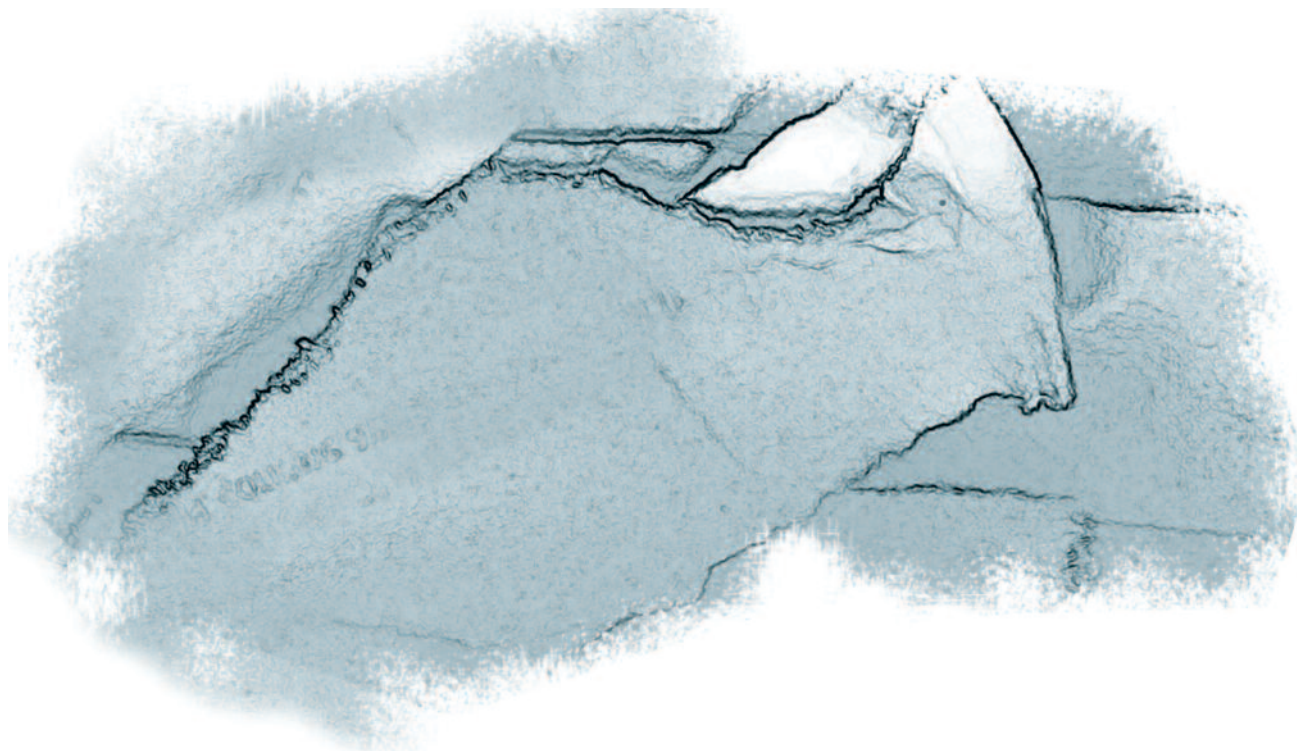
Il est significatif que le manifeste du Front national de 1993 est intitulé « Trois cents mesures pour la renaissance de la France ». Il pourrait s'agir d'un manifeste fasciste étant donné la référence à la « renaissance », mais on y lit clairement qu'il n'est pas envisagé d'instaurer un nouvel ordre radical pour réaliser ce renouveau. Dans un tel contexte, il me semble plus pertinent de se référer au Front national/Rassemblement national comme à un mouvement et un parti « populiste de droite », dont les soutiens présentent un large spectre d'intensité dans leur radicalité, mais qui est distinct des mouvements nationalistes authentiquement révolutionnaires, tels que les groupes Nationalisme révolution-

« Lorsque le fascisme a été fondé par Mussolini, les marxistes ont rapidement décidé qu'il s'agissait d'une forme de capitalisme réactionnaire en crise. »

naire, la Fédération d'action nationale et européenne (FANE) et Ordre nouveau. Je voudrais ajouter pour terminer que la principale menace selon moi pour la démocratie libérale ne vient pas du fascisme ou du populisme, mais de la réponse de plus en plus autocratique du nationalisme illibéral à la menace accélérée qui pèse sur toute vie humaine : la destruction de la biosphère. ■

***Roger Griffin** est historien. Il est professeur d'histoire moderne et de théorie politique à l'université d'Oxford Brookes (Royaume-Uni).

Propos recueillis par Florian Gulli.



Une nouvelle extrême droite

Un nouveau spectre hante la France, l'Europe et le monde : l'émergence d'une nouvelle extrême droite. Si son héritage renvoie aux heures les plus sombres de notre histoire, force est de constater que nous avons beaucoup de mal à en définir les contours actuels, à qualifier ses méthodes et ses objectifs et *in fine* à la nommer.

PAR ALAIN HAYOT*

Pour certains, il s'agit d'un simple bégaïement de l'histoire, un néo- ou postfascisme reproduisant les schémas du passé et faisant abstraction des évolutions sociologiques, économiques et géopolitiques du monde. Pour d'autres, le concept de populisme permet à lui tout seul de réunir toutes les facettes qui caractérisent les exemples qui surgissent dans le monde : du trumpisme états-unien au Brésil de Bolsonaro, de la Russie de Poutine à la Turquie d'Erdogan, de l'islamisme radical aux mouvements nationalistes qui prolifèrent en Europe. De la Suède et l'Italie où des coalitions de droite et d'extrême droite viennent d'accéder au pouvoir à la France où Marine Le Pen et le Rassemblement national ont réuni 40% des votants à la présidentielle et élu quatre-vingt-neuf députés à l'Assemblée nationale. Pour d'autres enfin, ce mouvement se définit par un concept, l'« illibéralisme », forgé par les tenants mêmes de cette idéologie. Ils prétendent refonder la démocratie et l'économie libérale à l'aune d'une démarche nationaliste, autoritaire et néoconservatrice.

Mon hypothèse est que chacun de ces termes ne permet pas à lui tout seul de comprendre l'ac-

tualité et la durabilité du phénomène, sa raison d'être et ses objectifs, *in fine* les moyens de le combattre pour le faire reculer. Je vais tenter de le montrer avant de me livrer au redoutable exercice de nommer et de qualifier ce phénomène, en m'attachant au cas du Rassemblement national qui pèse aujourd'hui d'un poids considérable dans le paysage politique français.

FASCISME ?

C'est un débat important au sein de la gauche : faut-il diaboliser le RN et tendre autour de lui un cordon sanitaire pour l'enfermer et le discréditer dans l'héritage du fascisme et du nazisme ou faut-il, pour mieux le combattre, tenir compte des formes nouvelles que prennent le discours et les actes politiques du parti lepéniste ? Il ne s'agit évidemment pas de normaliser cette formation politique : le FN devenu le RN reste un parti d'extrême droite, profondément raciste et réactionnaire.

Mais l'expérience le montre, diaboliser ne suffit pas pour faire reculer les idées lepénistes. C'est même l'inverse qui s'est produit avec le succès de ce que les médias ont appelé la dédiabolisation. Comment donc se faire entendre des millions de Françaises et de Français qui n'hésitent plus à mettre dans les urnes un bulletin de vote Le Pen ou RN avec le succès que l'on sait ? Les idées lepénistes sont entendues au présent par des Français, parce qu'elles font écho à leurs conditions sociales dégradées mais aussi parce qu'elles leur suggèrent une vision sociétale et des solutions concrètes. Elles sont certes simplistes et dangereuses à nos yeux, mais c'est précisément parce qu'elles le sont qu'elles parlent à des catégories sociales apeurées par l'ampleur et la durée de la crise et

« Il faut affronter cette crise anthropologique et construire, à partir de là, une alternative sociale et écologique, émancipatrice, démocratique et pacifique. »

troublées par l'absence d'une perspective alternative clairement lisible à gauche. En outre, Marine Le Pen revisite, à l'aune de sa pensée, des thèmes qui parlent à l'imaginaire collectif de notre peuple : ainsi du détournement des idées républicaines et laïques contre l'islam et les musulmans, du lien établi entre le social et le sécuritaire ou encore de l'instrumentalisation fantasmagorique de l'immigration pour masquer les vraies causes de la précarité. De même le RN investit le discours antimondialiste tout en se gardant bien d'en faire un anticapitalisme. Il va ainsi à la rencontre du sentiment dominant chez nos concitoyens : ils sont les laissés-pour-compte d'une globalisation qui profite, selon le discours lepéniste, non aux oligarchies financières mais aux « élites cosmopolites mondialistes ». La référence permanente au « social » chez Marine Le Pen est pourtant totalement contradictoire avec les votes des députés RN à l'Assemblée nationale approuvant la logique néolibérale du gouvernement macronien.

C'est ce discours lepéniste qu'il nous faut déconstruire en montrant, thème après thème, qu'il ne peut être l'outil pour comprendre les causes de la crise actuelle du capitalisme et qu'il ne peut en aucun cas ouvrir une issue à celle-ci. Une chose est certaine, cela relève d'un formidable combat politique et d'une vaste bataille des idées autour des enjeux d'aujourd'hui et non de ceux d'hier.

POPULISME ?

Dans un précédent numéro de *Cause commune* dont le dossier était consacré au populisme, j'avais noté que s'il s'agissait d'un « concept-valise » recouvrant des situations diverses, il était important de comprendre la réalité politique et idéologique dont il est le nom. En effet, ce que beaucoup d'analystes ont regroupé sous ce vocable présente des caractéristiques communes qui méritent qu'on s'y arrête.

- Les populistes parlent au nom du peuple contre « le système » qu'ils se gardent bien de définir. Il s'agit d'un peuple essentialisé, porteur d'une identité, « une âme » fondée sur une culture, une civilisation ou une religion. Il en va ainsi de la défense d'une Amérique où domineraient les « suprémacistes blancs », d'une Europe exclusivement judéo-chrétienne ou encore de la relance de la guerre sainte par les tenants d'un islam radical. Ces idéologies définissent un « nous » contre tous les autres, ces étrangers qui

nous envahissent et/ou veulent nous dominer et qu'il est facile de « constituer » en bouc émissaire de tous les maux des peuples. Cette vision communautarisée est totalement déconnectée des rapports de classes et de toute critique du système dominant, le capitalisme, comme des formes diverses d'aliénation, le patriarcat et le sexisme, le racisme et le rejet de l'autre, l'homophobie...

« La vision communautarisée du populisme de droite est totalement déconnectée des rapports de classes et de toute critique du système dominant, le capitalisme, comme des formes diverses d'aliénation, le patriarcat et le sexisme, le racisme et le rejet de l'autre, l'homophobie... »

- Le populisme est une forme de mépris du peuple parce qu'il part du principe qu'il ne fait pas l'histoire et que son destin doit s'incarner inévitablement dans un chef charismatique, un guide capable de lui indiquer la voie à suivre. Un leader qui entretient un rapport direct, quasi charnel, avec « son » peuple, en se passant des « corps intermédiaires » et *in fine* de la démocratie.
- La dimension culturelle du populisme est largement sous-estimée. Elle s'articule autour d'un récit national assimilationniste qui prive chaque individu de son bagage culturel et le conduit à se fondre dans un modèle unique. Les populistes s'acharnent à déconnecter la culture de toute exigence créatrice, de toute pensée critique et émancipatrice. L'effet recherché n'est rien moins que l'aliénation des « classes dangereuses » et la fabrique d'une servitude volontaire à l'ordre établi.

Ce que l'on regroupe sous le vocable de populisme est en fait un courant politique qui appartient fondamentalement à l'histoire des droites françaises, en particulier celles que Raymond Aron définissait comme bonapartiste et/ou légitimiste.

ILLIBÉRALISME ?

Ce concept, inventé récemment par des théoriciens au sein des expériences en cours dans plusieurs pays de l'Europe de l'Est, relève d'une véri- ►►

►► table escroquerie intellectuelle. Il veut nous faire croire que ces régimes sont en rupture avec les lois du néolibéralisme et en train d'inventer une nouvelle forme de démocratie. La réalité est tout autre. Les cas de la Hongrie ou de la Pologne le montrent bien où le rejet du capitalisme est un leurre total et où la « démocratie illibérale » présente quotidiennement des atteintes aux droits humains sur la base de valeurs ultra conservatrices et réactionnaires contradictoires avec celles de l'Union européenne dont ils sont membres.

NOMMER ET QUALIFIER CETTE EXTRÊME DROITE DU XXI^e SIÈCLE

« Mal nommer les choses c'est ajouter au malheur du monde », écrivait Albert Camus en 1944. Il est donc indispensable de s'atteler à définir et à nommer cette extrême droite du XXI^e siècle, pour mieux comprendre les raisons de son implantation politique et électorale, de son influence idéologique et culturelle qui va au-delà de son poids électoral. La force du Rassemblement national de Marine Le Pen ne relève pas d'un accident de l'histoire qui finira bien par s'éteindre. Le monde a considérablement changé et les extrêmes droites aussi. Mais ne nous y trompons pas, il ne suffira pas de faire reculer la pauvreté et les inégalités pour en finir avec elles. L'extrême droite constitue désormais, dans chacun des pays, une option politique régressive permettant le maintien de la domination des forces de la conservation sociale

« Le concept d'«illibéralisme», inventé récemment par des théoriciens au sein des expériences en cours dans plusieurs pays de l'Europe de l'Est, relève d'une véritable escroquerie intellectuelle. Il veut nous faire croire que ces régimes sont en rupture avec les lois du néolibéralisme et en train d'inventer une nouvelle forme de démocratie. »

« L'extrême droite constitue désormais, dans chacun des pays, une option politique régressive permettant le maintien de la domination des forces de la conservation sociale à l'aide d'un capitalisme nationaliste et antidémocratique. »

à l'aide d'un capitalisme nationaliste et antidémocratique. C'est donc à une crise du sens même de la civilisation humaine qu'il faut attribuer son émergence et son installation durable. C'est cette crise anthropologique qu'il faut affronter et construire, à partir de là, une alternative sociale et écologique, émancipatrice, démocratique et pacifique.

Dans ces conditions, il est impossible de ramasser dans un seul terme ce que représente ce nouveau mouvement mondial des forces de la conservation sociale. Aucun des trois termes utilisés dans le débat public – fascisme, populisme et illibéralisme – ne le permet. Pour m'en tenir à la France et au courant politique que représentent Marine Le Pen et le RN, je propose de distinguer deux processus : celui de nom-

mer et celui de qualifier.

Nommer : le terme qui me semble correspondre le mieux à notre histoire politique et à la conscience populaire, c'est incontestablement celui d'extrême droite. Ce n'est pas un hasard si c'est le mot que le RN et Marine Le Pen récusent avec force. Et pourtant, dans le paysage politique français, ils représentent bien ce courant, même s'il tente de se recentrer afin de construire des alliances sur leur droite.

Qualifier : pour mieux la combattre dans toute ses dimensions, il est impératif de qualifier cette extrême droite. Elle est nationaliste et populiste, raciste, antisémite et xénophobe, autoritaire, sécuritaire et guerrière, sexiste et homophobe, néoconservatrice sur le plan des valeurs, néolibérale sur le plan économique et écologique. J'ai bien conscience qu'une telle démarche est plus difficile à mettre en œuvre. Mais c'est la seule qui peut permettre de faire reculer ces idées sur tous les terrains où s'exerce son influence. Et dans un même mouvement, c'est aussi le meilleur moyen de construire d'une manière citoyenne une société alternative faite de solidarité et d'émancipation, de liberté et d'égalité, de fraternité et de sororité. Face à la vision lepéniste de la République, il faut opposer le projet d'une République sociale, écologique, laïque et citoyenne. ■

*Alain Hayot est membre du conseil national du PCF.

Le groupe RN à l'Assemblée nationale, le diable est dans les détails

Un regard très attentif sur les quatre-vingt-neuf députés Rassemblement national nouvellement élus révèle, outre leur appartenance majoritaire aux catégories sociales supérieures, la présence de jeunes cadres technos, une ligne libérale, un parti raciste, héritier de vieilles traditions fascistes, qui s'installe dans les institutions !

PAR **GÉRARD STREIFF***

UN GROUPE REPRÉSENTATIF DES « CATÉGORIES SOCIALES SUPÉRIEURES »

Le Rassemblement national a obtenu au second tour de l'élection présidentielle 41% des suffrages, soit 13 millions d'électeurs (près de 3 millions de plus qu'en 2017). Aux législatives, il a réussi à faire élire quatre-vingt-neuf députés (quatre-vingt-huit et une apparentée, Marie-France Lorho de la Ligue du Sud). Du jamais vu. Rappelons toutefois que le FN, bénéficiant du mode de scrutin à la proportionnelle, avait obtenu trente-cinq députés en 1986.

Un tiers des élus de 2022 sont des femmes (33). Leur moyenne d'âge est de 48 ans, le plus âgé est né en 1943, le plus jeune en 1999. On note une diversité d'âge, de sexe mais pas d'origine « ethnique » : les quatre-vingt-neuf sont des *blancos*, comme aurait dit Manuel Valls. En majorité, ces élus viennent de milieux bourgeois. On sait l'insistance mise par le RN à présenter un visage populaire ; ce n'est pas la caractéristique de ce groupe.

Pour établir leur profil, nous avons utilisé le site de l'Assemblée nationale et les données de Wikipédia. Il serait sans doute intéressant de poursuivre cette étude à partir de leurs déclarations de patrimoine. Dans les autoportraits des élus pour le Parlement, ceux-ci sont assez discrets sur leur profession. Une petite dizaine même ne mentionnent pas de profession (en tout cas au moment de la consultation de ces fiches, courant juillet). Pour l'essentiel, ils sont cadres, du privé, du public, ils se présentent très souvent comme « libéral ». Une douzaine d'entre eux sont avocats

comme Marine Le Pen. On compte une dizaine de patrons-artistes-commerçants, plusieurs attachés parlementaires et de nombreux permanents. Comme l'écrit *Le Figaro* : « Le gros des salariés qui peuplaient jusque-là le siège du mouvement ont pour beaucoup troqué leur casquette partidairiste contre l'écharpe tricolore de député. » Notre observation sur ces origines sociales rejoint les conclusions d'une étude du politologue Luc Rouban dans la revue du CEVIPOF de juillet, intitulée « La mutation du RN » ; il observe que « la moitié des candidats RN arrivés en tête (au premier

« Un nombre important de députés RN, une vingtaine, soit un quart du groupe, ce qui est significatif, sont des transfuges d'autres formations réactionnaires. »

tour des législatives, 110) appartenaient aux catégories sociales supérieures ». Cet auteur estime qu'on retrouve la même caractéristique dans l'électorat actuel du RN, ce qui lui fait dire qu'en 2022 le RN est désormais plus un parti des couches moyennes et supérieures que des milieux populaires. Hélène Laporte, devenue vice-présidente de l'Assemblée nationale, était chargée de gestion ►►

► de patrimoine et son époux chirurgien : on est loin du profil « antisystème » que ces gens-là aiment agiter.

L'exemple du secrétaire général du groupe RN, Renaud Labaye, est tout aussi emblématique de cette bourgeoisie qui domine les instances dirigeantes de ce parti. Trente-sept ans, *look* versaillais, ça tombe bien, il vient de Versailles. Sa tenue préférée, selon la presse : veste grise, cravate vert empire assortie à la ceinture et au bracelet de sa montre de marque, fines lunettes rondes, chemise bleue. L'homme présente le visage lisse que veut donner le RN, il a fait Saint-Cyr, HEC, il est lepéniste depuis 2007. Quatre ans durant, il a été à la « direction générale des entreprises » à Bercy. « Catho tradi », comme on dit, version messe en latin, il était engagé dans « la manif pour tous ». Il fut l'assistant parlementaire de sénateurs RN puis travailla pour Marine Le Pen, après le départ de Florian Philippot. Au RN, on dit de lui « qu'il est passé de servir la messe à servir Marine ». Il coordonne les « Horaces », groupe (secret) de hauts fonctionnaires travaillant pour le RN. C'est lui qui a chiffré les mesures sur l'immigration du programme de la candidate. Il n'a pas que des amis dans ce parti : dans la presse (de droite), un responsable RN dit : « Sa ligne, c'est Versailles et le regret de l'ancienne monarchie. » Ces premiers éléments permettent de relativiser l'image populaire que le RN s'efforce de vendre.

LA MISE EN AVANT DE JEUNES CADRES

TECHNOS

Le RN a mené dans la dernière période une campagne de communication méthodique et efficace, hélas, visant à changer son image. On se souvient que ce parti, longtemps, a manqué

« La prochaine étape pour nous c'est l'incarnation. On a besoin de cette image crédible pour arriver au pouvoir. Il ne suffit pas d'avoir quelqu'un qui incarne la fonction présidentielle. Il faut des cadres qui incarnent de potentiels ministres. »

Marine Le Pen

d'animateurs dans de nombreuses régions. Cette faiblesse était manifeste lors de précédentes campagnes électorales. Le RN a dû délocaliser nombre de ses candidats (encore lors des législatives) d'un bout à l'autre de la France. C'est le cas d'Émeric Salmon qui passe de Bretagne en Haute-Saône ou de Laurent Jacobelli, des Bouches-du-Rhône à la Moselle.

Et, surtout, il a misé sur des ralliés d'autres formations de droite, ce qui lui a permis de disposer à peu de frais de nouveaux cadres (qui lui faisaient défaut) et d'atténuer dans le même temps son image de vieux parti fasciste, de se « dédramatiser », comme on dit. Un nombre important de députés RN, une vingtaine (vingt-quatre selon mes estimations), soit un quart du groupe, ce qui est significatif, sont des transfuges d'autres formations réactionnaires.

Six élus (huit ?) viennent de la formation de Dupont-Aignan, Debout la France. Ce parti avait un temps fait alliance avec le FN puis avait rompu avec lui mais il avait perdu des plumes dans l'opération. Debout la France s'est fait littéralement phagocyter ; une soixantaine de ses cadres, regroupés sous le logo « L'avenir français », ont rejoint le RN à l'hiver 2020. (On dit aujourd'hui que « L'avenir français » est fort de six députés, donc, de douze conseillers régionaux, de mille adhérents). C'est le cas notamment de Laurent Jacobelli, d'Alexandre Loubet, de Thomas Ménagé et de Jean-Philippe Tanguy. Retenons particulièrement ces trois derniers noms, devenus des icônes médiatiques. Un article du *Figaro* parle de la fulgurante ascension du « trio à la croix de Lorraine ». Ces trentenaires ont, en effet, cette singularité de porter la croix de Lorraine au revers de leur veston. Leur ralliement a été chèrement récompensé. Thomas Ménagé est devenu vice-président du groupe et porte-parole du parti (il est faussement présenté comme le tombeur de Jean-Michel Blanquer) ; Jean-Philippe Tanguy est président-délégué du groupe et membre de la direction ; Alexandre Loubet est chargé de la communication du RN, il s'occupe aussi pour ce parti des réseaux sociaux et du numérique. Pour des gens qui ont adhéré il y a deux ans à peine, voilà ce qui s'appelle un traitement de faveur.

Ces jeunes gens ont emprunté, peu ou prou, le même itinéraire, soit Sciences Po, HEC, les grandes entreprises. Tous insistent pour que le RN ne se focalise pas sur les milieux populaires mais vise aussi les classes moyennes. Ils prétendent n'avoir rien à voir avec l'histoire, le passé

du parti. « On n'entre pas dans les vieilles histoires de FN, on ne s'en mêle pas. » En somme, le RN serait né avec eux. Posture pratique.

Une petite dizaine d'autres élus sont issus, ou sont passés par le RPR, l'UMP, LR, comme Franck Allisio, Sébastien Chenu, Edwige Diaz. Quatre viennent du mouvement de De Villiers. Deux ont même frayé avec les macronistes. Plusieurs disent leur attirance pour Éric Zemmour mais ce sujet est tabou au RN.

UN PARTI QUI S'INSTALLE DANS LES INSTITUTIONS

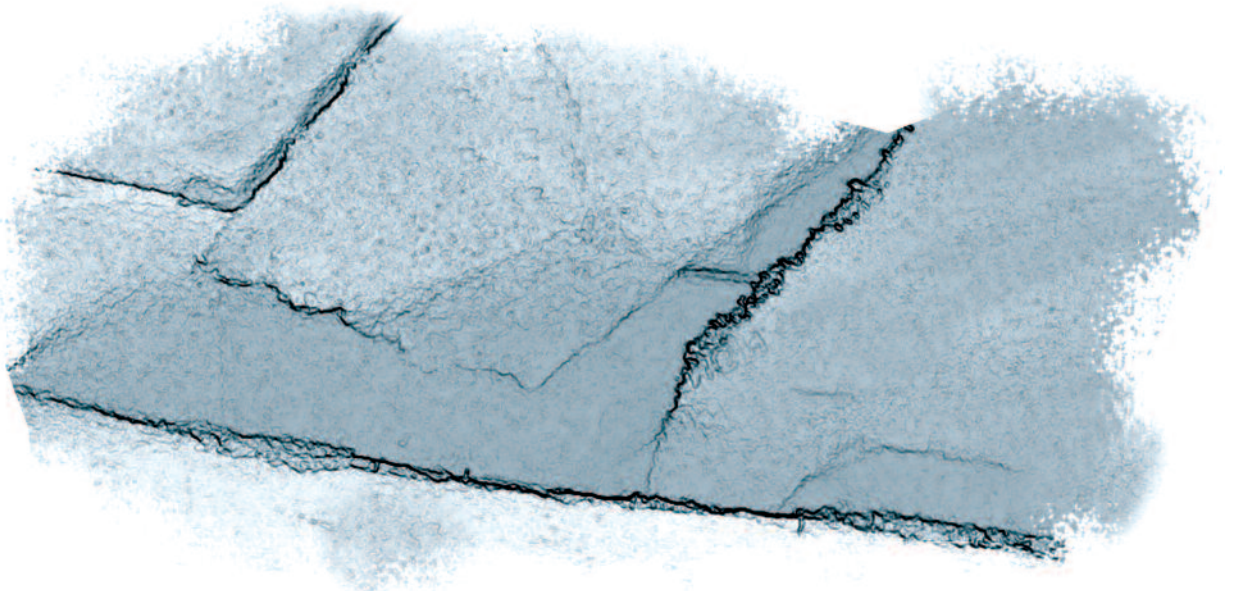
En peu de temps, les élus RN ont accédé à d'importantes responsabilités : le parti a deux vice-présidences de l'Assemblée, accordées par la majorité macronienne sous prétexte de coutume parlementaire ; ils disposent d'un poste à la commission de la défense, le rapporteur du budget de l'air est Frank Giletti ; d'un élu à la cour de justice de la République, Bruno Bilde ; d'un participant à la délégation parlementaire au renseignement (secret défense !), Caroline Colombier. Ces nominations sont de puissants symboles. Le RN s'installe, s'affirme comme un parti de gouvernement. Il revendique aujourd'hui trente mille militants. Le voilà sauvé de la faillite : il va recevoir 10 millions d'euros de subventions et pourra employer des centaines de collaborateurs. Les ex-collaborateurs d'anciens députés LR et UDI cherchent à se faire embaucher par le RN. C'est

« Les quatre-vingt-neuf parlementaires RN ne sont pas des députés comme les autres mais des adversaires de la République ! Sous leurs airs d'aimables notables, ils forment une association de malfaisants encravatés. »

déjà le cas (fin juillet) d'une bonne dizaine de personnes ; une vingtaine devraient suivre. Alors que ces collaborateurs sont généralement rétribués 2 000 euros environ, au RN on les attire par des salaires de 3 000 ou 4 000 euros.

On présente parfois ces élus comme des « gens de la base » ; en fait, l'essentiel du groupe dirigeant du RN (le bureau national) est dans le groupe parlementaire : Marine Le Pen, Bruno Bilde, Sébastien Chenu (porte-parole), Edwige Diaz, Laurent Jacobelli, Hélène Laporte, Julien Odoul (porte-parole), Kevin Pfeffer (trésorier), Frank Allisio, Caroline Parmentier, Jean-Philippe Tanguy.

Marine Le Pen a eu ce commentaire : « La prochaine étape pour nous, c'est l'incarnation. On a besoin de cette image crédible pour arriver au pouvoir. Il ne suffit pas d'avoir quelqu'un qui incarne la fonction présidentielle. Il faut des cadres qui incarnent de potentiels ministres. ▶▶



►► Tout cela est cumulatif. Auparavant, les Républicains avaient cette image. Nous l'avons désormais. On est sur les rails. On va les remplacer en grande partie. »

UNE LIGNE LIBÉRALE

Ces élus se veulent honorables. La preuve, ils portent la cravate. Ils sont un peu critiques (ils ne votent pas le budget), un peu constructifs (ils votent le pouvoir d'achat), et très libéraux. La proximité en matière économique entre le RN et Macron est grande. On l'a vu lors de plusieurs votes au début de la session parlementaire (refus de bloquer les prix, maintien de la *flat tax* à 30% sur les revenus du capital, suppression de la redevance) et singulièrement lors de leur refus d'augmenter le SMIC et les salaires. Jean-Philippe Tanguy a eu cette explication : « Cette hausse des salaires d'un coup, ce serait un mauvais signal envoyé aux marchés. » Un argumentaire qu'on pourrait très bien entendre dans la bouche d'un élu macronien ou LR. Les points de convergence ont d'ailleurs permis au député macronien Patrick Vignal sur BFM courant juillet de dire à son « adversaire » Laurent Jacobelli : « Le vrai sujet, c'est de savoir si tous les deux nous sommes capables de faire un bout de chemin ensemble. »

LE DIABLE EST DANS LES DÉTAILS

Tous les efforts de l'équipe de Marine Le Pen, depuis une dizaine d'années, ont tendu à « dédiableliser » le FN devenu RN. Cette stratégie, qui suscita des débats houleux (avec Le Pen père, Zemmour...), s'est avérée payante. Le RN a su séduire. Pourtant, le diable est bien toujours là. Il est dans les détails, comme aurait dit Nietzsche. Le diable est bien enraciné au RN : nombre de députés sont des fils, des filles, voire des petits-fils ou petites-filles de cadres du FN. Marine Le Pen est emblématique de cette filiation. On retrouve dans le groupe des rejetons des « vieilles » familles ultras ; on y est fachos depuis deux ou trois générations.

Le diable est dans les postures politiques. Le groupe est très prudent dans son expression publique, et Marine Le Pen contrôle tout. N'empêche : ce groupe comprend des militants actifs anti-IVG, par exemple, qui est un bon indice de l'ultradroitisation : Laure Lavalette (qu'on voit volontiers sur les plateaux télé, plutôt à l'aise

malgré un sourire carnassier), Joelle Mélin, Caroline Parmentier, Julie Lechanteux tiennent sur le sujet des propos outranciers. Hélène Laporte, députée européenne, a voté contre la résolution « pour le droit à un avortement sûr et légal ». Hervé de Lépinau, un maniaque de « l'identité française et chrétienne », considère que la loi Veil est « sinistre », que l'IVG est une « culture de mort » et participe du « grand remplacement » car tous ces petits Blancs avortés vont être forcément remplacés demain par des gens du Sud...

Le diable est dans le racisme à peine masqué. Voir le discours du vétéran, José Gonzalez, à l'ouverture de la session. « Venez avec moi en Algérie, je vais vous trouver beaucoup d'Algériens qui vont vous dire : quand est-ce que vous revenez, les Français ? » Le même, plus tard : « Je ne suis pas là pour juger si l'OAS a commis des crimes ou pas. » Ajoutons que le député RN Christophe Bentz a été viré du parti de De Villiers pour « racisme » (!).

Le diable est dans la posture anti-immigrés : voir par exemple la campagne de Serge Muller (Dordogne) contre « l'immigration de masse incontrôlée ».

Le diable est dans l'antisémitisme subliminal. Le RN sait qu'il doit se montrer prudent sur le dossier mais Jean-Philippe Tanguy, dans une de ses premières interventions à l'Assemblée, dénonçant Macron, ne peut s'empêcher d'associer le nom du président à celui de Rothschild...

Le diable est tout simplement dans la « bio » de ces élus. Passons sur les zozos genre Emmanuel Taché de la Pagerie, poursuivi pour « usurpation de particule » ou de Tanguy (encore) accusé d'embrouilles lors de son passage chez Alstom. Frédéric Boccaletti, ancien patron de la librairie Anthinea de Toulon, « spécialisée dans les ouvrages antisémites et négationnistes », a été condamné à six mois de prison ferme pour « violence en réunion avec arme ». Nicolas Meizonnet, responsable du Gard et proche de l'avocat Gilbert Collard, fréquente les milieux ultras. Philippe Schreck a fait menacer de mort (« par ses amis corses ») un journaliste qui ne lui revenait pas. Caroline Colombyer est issue d'une vieille famille d'extrême droite qui joua un rôle important dans le groupe de Pierre Poujade et « la corpo d'Assas ». Les membres de la direction ont un profil pareillement chargé.

« L'essentiel du groupe dirigeant du RN (le bureau national) est dans le groupe parlementaire. »

Caroline Parmentier, qui a été trente ans durant à la direction de la feuille *Présent*, a été condamnée pour diffamation raciale. Julien Odoul, le sulfureux, déjà passé par le PS, le centre et l'UDI, porte-parole du RN, a été mis en examen pour détournement de fonds publics. Bruno Bilde, maire-bis de Hénin-Beaumont, a été accusé de harcèlement sexuel. Sébastien Chenu, l'autre vice-président de l'Assemblée nationale, aurait fait payer des colistiers (lors des régionales) pour être en position éligible (par ailleurs, il propose de sortir de la Cour européenne des droits de l'homme).

Le diable est dans la stratégie, inchangée, du RN. S'il donne aujourd'hui la priorité à son discours « social » (le pouvoir d'achat), toutes ses propositions en matière de préférence nationale, tous ses fondamentaux restent au programme. Et ses divergences avec Zemmour ne sont qu'apparentes. Jordan Bardella écrivait le 18 juillet dans *Marianne* : « Le pronostic vital du peuple français est engagé. Sévit partout dans le pays une forme de préférence étrangère. Un chan-

gement de peuple s'accomplit machinalement par les flux d'immigration légaux et illégaux dans des proportions et à une vitesse inédite au regard de l'histoire. » On n'est pas très loin du grand remplacement.

Pour l'heure, le groupe RN, encadré, reste soumis à l'autorité de Marine Le Pen mais le jour où la meute se lâchera, qu'en sera-t-il ? Jean-Marie Le Pen, déjà, trouve ces députés trop « silencieux » : « Ils doivent réagir », grogne l'ancien leader (*JDD*, 28 août). Un parlementaire LR confirme à sa manière ce scénario : « Ils font toujours parler les quatre mêmes. On va voir ce que ça donnera quand il faudra sortir les autres ? » (*Le Monde*, 4 août).

Les quatre-vingt-neuf parlementaires RN ne sont pas des députés comme les autres mais des adversaires de la République ! Sous leurs airs d'aimables notables, ils forment une association de malfaisants encravatés. ■

*Gérard Streiff est journaliste. Il est rédacteur en chef de *Cause commune*.

Le dégoût du peuple*

Les classes populaires paraissent une cause perdue pour la politique, la démocratie et « la France de demain ».

PAR ANNIE COLLOVALD*

Les classes populaires sont aujourd'hui bien impopulaires. Du moins si l'on s'en tient aux commentaires les plus en vue sur leurs comportements électoraux et leurs motivations sociales. Considérées depuis 1995 sur la base des sondages comme les principaux soutiens du FN au point de faire de celui-ci le premier parti ouvrier en France, elles sont maintenant perçues comme culturellement incompatibles avec la société que l'avenir appelle « tolérante, ouverte, solidaire, optimiste et offensive », selon les termes du rapport de Terra Nova. Les constats s'accumulent ainsi sur leur caractère hors jeu d'une politique moderne. Leur inculture liée à leur manque de diplômes et leur faiblesse économique se conjuguent pour les doter d'une « crédulité réceptive » aux solutions simplistes, autoritaires et xénophobes affichées par le FN et au charisme du leader « fort en gueule » de

ce parti. Si l'on relève déjà quelques difficultés d'interprétation sur ce point avec le remplacement du père par la fille, on peut réfuter de telles affirmations, non par volonté romantique de « sauver la classe ouvrière », mais parce qu'elles ont tout d'une évidence très mal fondée.

L'EMPRISE DES PRÉJUGÉS

Rappelons d'abord quelques commentaires de 2002, intéressants tant ils révèlent combien, sous l'apparence de décrire, s'opèrent des raccourcis terribles et des stigmatisations qui quittent le terrain scientifique pour celui de l'opinion préconçue. « ... [Ceux qui votent FN] sont des gens qui sont en bas de l'échelle des revenus mais aussi de l'échelle des savoirs. Plus le niveau de culture est élevé, plus on est à l'abri d'un ►►

* Article publié dans *La Revue du projet*, n° 10, sept. 2011.

► vote Le Pen », affirme un politologue. Les électeurs du FN se retrouvent, soit par défaut d'éducation soit par adhésion idéologique, dans de mêmes attentes d'ordre, de sécurité et d'autorité (« ethnocentrisme » (« rejet des autres »), affirme un autre qui précise : « Il ne s'agit pas de n'importe quels ouvriers [qui votent FN], mais de la fraction la plus "ouvrière" d'entre eux, ceux qui sont nés, travaillent et se sont mariés dans ce milieu... » L'intégration dans le monde ouvrier prédisposerait ainsi à adhérer aux thèses frontistes.

Les interprétations reposaient néanmoins alors sur des jugements « à bascule » : ils blâmaient les classes populaires (responsables du succès d'un parti indigne), tout en les plaignant (elles avaient des excuses : elles étaient les principales victimes d'une crise sociale qui les laissait déboussolées et disponibles, par frustration et ressentiment, pour tout extrémisme). Maintenant, avec le rapport de Terra Nova, c'est en raison de leurs valeurs matérialistes et quasi réactionnaires les inclinant à s'arc-bouter sur leurs « acquis » et à défendre « le présent et le passé contre le changement » que les catégories populaires seraient incapables de participer à la réalisation d'une société meilleure. Plus d'hésitations ou d'atermoiements ici : la naturalisation des « indispositions à la démocratie » est complète, au prix cependant d'une série de glissements et de projections inversées dans des commentaires déjà peu crédibles sociologiquement.

En 2002, le clivage principal opposait les « gens d'en bas » (« ceux de la désespérance sociale ») aux « privilégiés » ; aujourd'hui la coupure passe entre les *insiders* (les ouvriers et les employés) et les *outsiders* (les femmes, les jeunes, les immigrés et toutes les catégories cultivées qui les soutiennent). L'évocation (même sommaire et caricaturale) des rapports de domination a disparu, remplacée par un double tour « de vice » symbolique. D'une part, les traits prêtés au FN sont transférés sur ses supposés soutiens populaires. Nouvelle explication apparue en 2002 qui changeait les points de vue sur l'extrême droite et les menaces pesant sur la démocratie, c'est le FN qui était jugé être un « *insider* dangereux » : la raison en était son caractère « trop démocratique » – il entendait donner « trop de place au peuple » – contrairement aux extrêmes droites précédentes, dangereuses par leur « déloyalisme » et leur inclination anti-démocratique,

ce que désignait le label de « fasciste ». Aujourd'hui, ce sont les ouvriers et les employés, hier vus comme des « exclus », qui sont des *insiders* parfaitement intégrés à l'ordre social dominant. Sont passées sous silence leur déstabilisation, leur démobilisation et les diverses formes de relégation sociale et politique que toute une série de politiques peu sociales leur font subir : c'est par manque de raisonnement et de conviction éclairés qu'ils seraient devenus les supporters d'un conservatisme rétrograde ! D'autre part, le niveau d'études qui, en 2002, était présenté (à tort) comme la première source des inégalités sociales et la variable prédictive des orientations politiques (moins de diplômes signifiait moins de compétence et donc plus de crédulité et d'engouement pour l'extrême droite) est maintenant retraduit en termes de « valeurs » ou plus précisément de « contre-valeurs ». Comment, en complément de tous les dispositifs établis ou envisagés de surveillance et de contrôle des « pauvres » toujours tricheurs, fraudeurs et menteurs, mieux attester l'infériorité statutaire et morale des catégories populaires (et la supériorité morale des élites) ? Décidément, aux pauvres, les mains et les pensées sales !

L'ENTÊTEMENT DES FAITS

On ne peut être que consterné devant la concordance de ces jugements qui, en toute tranquillité cognitive, sont assenés comme des constats. Non seulement ils ajoutent aux dégradations sociales de vie une disqualification symbolique en déclassant les catégories populaires – hier pourtant avant-garde de lendemains heureux – pour les dépeindre sous la figure repoussoir du « mauvais peuple » arriéré et dépassé, mais ils créent une distance morale telle avec les plus démunis qu'elle justifie tous les abandons passés et futurs. Consterné aussi, même si l'on y était habitué, par l'expression sans fard d'un mépris social qui, sous couvert de science et d'expertise, ratifie des préjugés avec une ignorance des « faits » confinant au cynisme. Nombre de travaux sociologiques ont montré que le premier parti des fractions populaires est l'abstention et non le FN, que celles-ci continuent (quand elles votent) à donner leurs voix principalement à la gauche (la majorité de leurs membres ont voté Ségolène Royal en 2007) puis à la droite classique, que la nouveauté électorale les concernant est double : forte montée de l'abs-

tention conjuguée à une dispersion de leurs suffrages. Ce sont ces phénomènes qui sont préoccupants pour la démocratie, du moins pour la démocratie concrète qui se fonde sur une pratique active et la participation de tous à la définition du souhaitable et du désirable en société. Ils signalent, chez les ouvriers et les employés, l'érosion du sens de leur place sociale et renvoient à leur situation actuelle et non à leurs dispositions ou leurs valeurs. Une situation sociale et économique dans laquelle leurs vies ne cessent de s'abîmer (chômage, licenciements, absence d'avenir...) ; une situation politique également qui les voit de plus en plus livrés à eux-mêmes dans l'expérience des épreuves sociales et délaissés par des organisations qui, il y a peu, se vouaient à les protéger des mécanismes de domination sociale et des humiliations vécues en dénonçant les injustices et en offrant un discours d'esérance.

À l'inverse ainsi de ce qui est proclamé à satiété, les catégories populaires possèdent bien des verrous moraux et une conscience sociale pour se réfugier d'abord dans le retrait électoral et social, afin de préserver une dignité menacée. Ces dispositions, inculquées par l'histoire même du mouvement ouvrier, forgent une éthique invitant davantage à la fidélité silencieuse aux idéaux collectifs qu'à la conversion au pire. Une éthique pour le moins étrangère aux « importants » qui, eux, professent et adoptent sans grands états d'âme les revirements ou reniements politiques et qui aident, comme si besoin était, par leur mépris et leur ignorance, le probable à devenir destin et fatalité : le propre de l'idéologie et des pratiques dominantes, le contraire d'une lutte contre l'inacceptable. ■

***Annie Collovald** est sociologue. Elle est professeure de sociologie politique à l'université de Paris-Nanterre.

Fascisme ?

Plutôt que d'utiliser le terme « fascistes », il est préférable de parler de « postfascistes » pour qualifier les partis d'extrême droite.

PAR **AURÉLIE FIOREL***

Qu'est-ce qui est fondamentalement problématique lorsque le Rassemblement national ou Fratelli d'Italia sont qualifiés de « fascistes » ? Après tout, en quoi est-il important de savoir s'il faut les qualifier de partis « fascistes » ou « postfascistes » ? Leur filiation ne laisse aucun doute : ils sont issus de partis (le FN ou le MSI) qui comptaient parmi leurs membres fondateurs ou dans leurs rangs d'authentiques « fascistes ». Pourtant, si l'héritage fasciste

de ces partis ne peut être nié, il m'a toujours semblé que ce qualificatif était inapproprié autant pour des raisons historiques que pour des raisons stratégiques, d'où ma préférence pour le terme de « postfascisme ».

TRAJECTOIRE DE DÉPASSEMENT

Sur le plan historique, les arguments d'Enzo Traverso me paraissent décisifs (voir *Les Nouveaux Visages du fascisme*, Textuel, 2017). Si les partis d'extrême droite actuels s'inscrivent bien dans la matrice historique fasciste, ils s'écartent sur bien des points décisifs des partis des années 1920-1930, ce qui conduit l'historien à parler de « postfascisme » pour décrire cette trajectoire de dépassement dont on ignore encore le point d'aboutissement.

Soulignons deux différences essentielles. Le discours des partis d'extrême droite n'est plus révolutionnaire : leur programme est réalisable dans le cadre institutionnel actuel. Ces partis entre- ▶▶

« Ne pas parler de “fascisme” pour qualifier ces partis d'extrême droite ne signifie pas qu'il serait illégitime de comparer ce qui se passe aujourd'hui avec les années 1920-1930. »

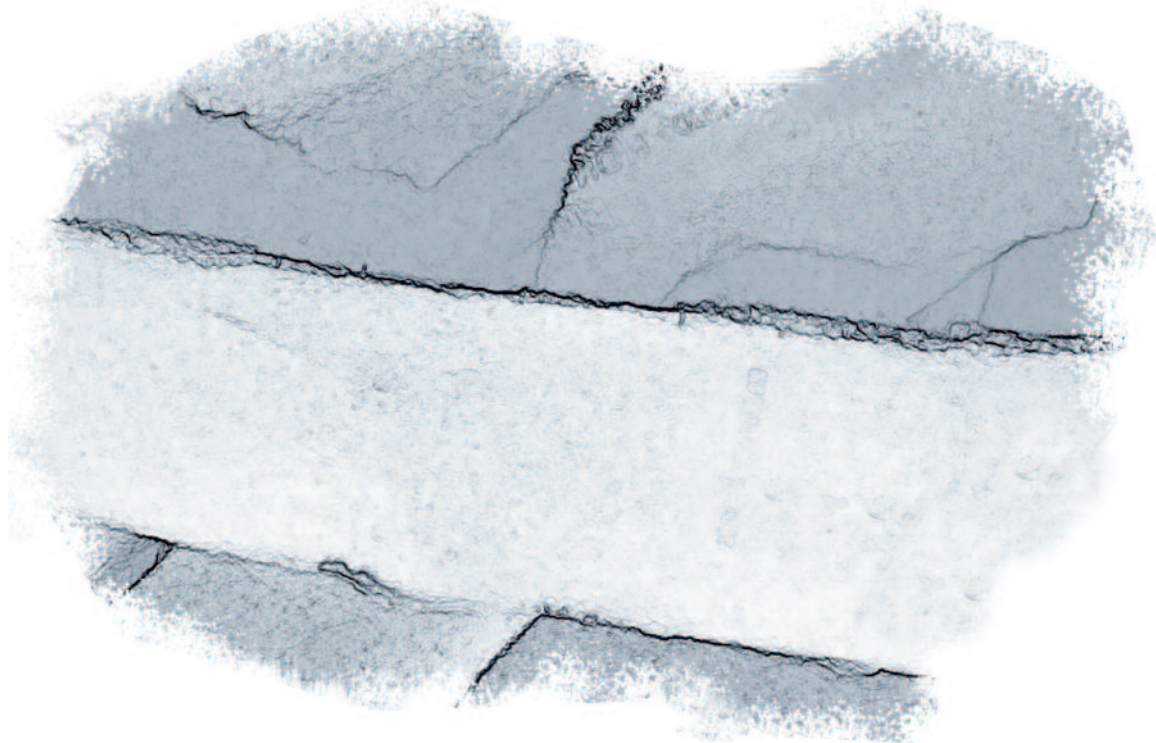
► tiennent un nouveau rapport à la violence dans la conquête du pouvoir. Si l'occupation de la rue est centrale dans les fascismes historiques, si la violence organisée visant les partis et les syndicats de gauche était mise en œuvre à grande échelle, on n'observe rien de tel aujourd'hui. La violence individuelle n'a pas disparu bien sûr, ni celle de groupuscules, mais les partis qui peuvent prétendre accéder au pouvoir n'y appellent jamais ni ne la cautionnent. Sur le plan stratégique, qualifier ces partis de « fascistes » ainsi que leurs électeurs comporte un double risque. Le premier est de s'en tenir à une critique « morale », « fascisme » devenant synonyme de « mal » : puisque « ce sont des fachos », il suffit de brandir son livre d'histoire pour faire « prendre conscience » à ces millions d'électeurs que « c'est mal » de voter pour ces gens-là et que cela peut conduire aux atrocités que l'humanité a connues au XX^e siècle. Le second est de s'ériger en nouveau Gramsci ou en nouveau Jean Moulin pour faire la leçon à ces Français ou à ces Italiens qui ne se rendraient pas compte du danger que représente pour leur pays leur programme antisocial, antihomosexuel, raciste et antimigrant. L'expression « fas-

ciste » ne parle pas tant du monde social que de celui qui l'utilise et de sa volonté d'adopter la posture du « résistant ».

Ne pas parler de « fascisme » pour qualifier ces partis d'extrême droite ne signifie pas qu'il serait illégitime de comparer ce qui se passe aujourd'hui avec les années 1920-1930. Utiliser le terme de « postfascisme » conduit à privilégier la recherche de ce qu'il y a de nouveau dans le discours de ces héritiers du fascisme.

Il est donc essentiel de rappeler l'héritage fasciste des différents partis d'extrême droite. Mais les qualifier de « fascistes » pose un problème. Il n'est pas suffisant de taxer de « fascisme » celles et ceux pour qui des millions de Français ont voté pour les en détourner. Identifier ce que ces partis incarnent de nouveau est la condition première pour convaincre ceux qui sont séduits par ces « héritiers du fascisme » et opposer au discours identitaire un discours de classe, afin de montrer que le chômage, les délocalisations, l'insécurité sociale s'inscrivent dans une lutte de classes que les classes populaires sont en train de perdre. ■

Aurélie Fioret est philosophe.



Quelles femmes votent pour l'extrême droite

La musique féministe chuchotée par Marine Le Pen est assez continuellement reprise dans les commentaires médiatiques. Pour autant, la proximité de classe semble bien plus décisive que l'appartenance genrée.

PAR **CHRISTÈLE LAGIER***

Cela semble désormais être une évidence, les femmes voteraient au moins autant pour l'extrême droite que les hommes. Une évidence n'allant jamais seule, ce serait parce que Marine Le Pen est une femme, que son parti est désormais « dédramatisé », qu'elle est parvenue à les convaincre et à vaincre leur résistance. Peu importe que les déclarations de vote FN/RN s'établissent dans les enquêtes entre 7 et 12%, soit bien en dessous des scores obtenus par ce parti depuis une quinzaine d'années, peu importe que les femmes aient deux fois moins soutenu Éric Zemmour que les hommes lors de la dernière présidentielle, la petite musique féministe chuchotée par Marine Le Pen est assez continuellement reprise dans les commentaires médiatiques.

« Si l'instrumentalisation du féminisme pratiqué par Marine Le Pen fonctionne, c'est donc avant tout dans l'espace défini par un nationalisme sexuel articulé autour de la figure menaçante de l'immigré musulman prédateur. »

UN TRAVAIL DE POLITISATION DES QUESTIONS SEXUELLES ET RACIALES

Cette petite musique est orchestrée par un travail de politisation conjointe des questions sexuelles et raciales qui occupe l'espace médiatique et

politique depuis le milieu des années 2000. La leader de l'extrême droite peut ainsi se faire la porte-parole de la cause des femmes françaises menacées par l'immigration historiquement dénoncée par son parti. Cette petite musique est en outre assez largement relayée par des responsables politiques qui reconnaissent désormais à Marine Le Pen une légitimité institutionnelle ; l'arrivée récente de quatre-vingt-neuf députés Rassemblement national à l'Assemblée nationale, leur ultra notabilisation et l'assentiment de la majorité présidentielle devant inévitablement renforcer cette tendance.

Ce que l'on sait pourtant des travaux de science politique est que les électrices ne soutiennent pas davantage les candidates femmes. Ce qu'on interprète comme une réduction des différences de comportements électoraux entre les hommes et les femmes est sans doute à considérer par rapport à d'autres facteurs que le sexe, à savoir la génération, le statut professionnel mais également l'offre politique.

UN ÉLECTORAT HÉTÉROGÈNE

En effet, lorsqu'on recueille la parole des femmes qui votent FN/RN, rien ne permet d'identifier un groupe de femmes unifié, conscient de ses intérêts au sein d'un électorat qui demeure profondément hétérogène, peu fixé d'une élection à une autre et fortement volatil. Si on vient rarement seule au FN/RN, on s'en rapproche d'abord en couple, en famille ou entre amis, et on y trouve même parfois les moyens d'y reconstituer ces ensembles. La proximité de classe semble bien plus décisive que l'appartenance genrée au sein de ces ensembles. La question du chômage y est ►►

► alors étroitement cadrée par la question migratoire. L'insécurité professionnelle et la précarité sociale et personnelle priment par rapport aux questions de genre. Si l'instrumentalisation du féminisme pratiqué par Marine Le Pen fonctionne, c'est donc avant tout dans l'espace défini par un nationalisme sexuel articulé autour de la figure menaçante de l'immigré musulman prédateur. Marine Le Pen n'a fait que poser progressivement les lunettes « genre » sur la grille raciste du programme défendu par son parti.

Si l'écart entre les hommes et les femmes s'est bien réduit, rien ne permet de dire que c'est définitif et irréversible et surtout rien ne permet d'y reconnaître l'efficacité de la stratégie mise en place par Marine Le Pen. Au vu des travaux que nous conduisons depuis plusieurs années sur les différentes élections, les jeunes femmes (autour de la trentaine) déclarent tendanciellement plus un vote FN/RN. Mais celles qui le font présentent la particularité d'être plus fréquemment en couple, traduisant sans doute par là leur insertion dans des milieux sociaux dans lesquels on prolonge moins ses études et on se marie plus tôt. Elles occupent des positions de forte dépendance à leurs environnements familiaux (mariage précoce, moins d'indépendance financière) et appartiennent plutôt à des catégories dominées socialement (faiblesse des capitaux scolaires et professionnels, moins fréquem-

« Plus que la question de genre c'est la question sociale qui doit être (re)posée pour ramener ces femmes, fragilisées socialement avant d'être femmes, vers d'autres options que l'abstention ou le choix de l'extrême droite. »

ment en activité, parcours professionnel accidenté). Quand elles sont en activité, elles se recrutent un peu plus dans les catégories ouvrières et employées et vivent des conditions de travail dégradées.

En revanche, si le FN/RN fait un peu mieux que les autres partis dans ces catégories, il ne les incite pas plus à voter. Plus que la question de genre c'est la question sociale qui doit être (re)posée pour ramener ces femmes, fragilisées socialement avant d'être femmes, vers d'autres options que l'abstention ou le choix de l'extrême droite. ■

Christèle Lagier est maîtresse de conférence de science politique à l'université d'Avignon.

Rassemblement national et idéal viril : les limites d'une rupture

Cet article interroge la mise en veille progressive de la diffusion de représentations masculinistes exaltant un corps sain et viril, à l'aune du tournant opéré par Marine Le Pen, en particulier sur la formation destinée à la jeunesse militante frontiste.

PAR VALÉRIE GUÉRIN*

« **A**ujourd'hui, ou Marine Le Pen revient aux fondamentaux, qui ne consistent pas seulement à les énoncer mais à les faire vivre, sur l'immigration, l'insécurité [...] avec une reprise de la virilité, de la netteté des positions, ou bien ce sera la disparition du Front national. »

Ces propos, tenus par Jean-Marie Le Pen en juin 2021 sur YouTube dans son journal de bord hebdomadaire, font suite à la débâcle du Rassemblement national aux élections régionales et départementales. Un an plus tard, le score enregistré par Marine Le Pen au second tour de l'élection présidentielle et l'entrée de quatre-vingt-

neuf députés RN à l'Assemblée nationale viennent cependant contredire l'analyse du cofondateur et président du Front national durant près de quarante ans. D'autant plus que la campagne du trublion médiatique d'extrême droite, Éric Zemmour, axée sur une rhétorique viriliste et belliqueuse, s'est soldée par un score de 7% après avoir été un temps annoncé en position de se qualifier pour le second tour. Celui qui appelait en 2006 à la « révolte viriliste » a pu compter sur le soutien d'« influenceurs » d'extrême droite, tenants d'une idéologie masculiniste, tels que l'ancien directeur national du FNJ (Front national de la jeunesse), Julien Rochedy, à la tête de l'école Major qui dispense des formations dans le but d'« être et de rester des hommes », Papacito qui, dans une vidéo vêtu d'une tenue paramilitaire, avait simulé l'exécution d'un militant de la France insoumise, ou encore Baptiste Marchais, champion d'Europe de développé couché et amateur d'armes à feu. C'est en pointant un fusil d'assaut vers un journaliste au salon Milipol en octobre dernier qu'Éric Zemmour a déclenché une vive polémique, tendant à asseoir son image sulfureuse.

Au même moment, Marine Le Pen, en quête de respectabilité, poursuit sa stratégie de « dédramatisation » en centrant sa communication politique autour de sa vie privée. Elle n'hésite pas à se confier sur sa vie en colocation avec une amie ou à se faire photographier à maintes reprises en compagnie de ses chats. Outre ces stratégies d'image caractérisées par des formes adoucies et intimistes, l'imaginaire viril s'est considérablement euphémisé depuis l'accession de Marine Le Pen à la tête du FN en 2011, s'expliquant par des facteurs endogènes.

« Marine Le Pen établit de nouvelles orientations et le modèle du militant compétent se substitue à celui du militant viril, laissant aux identitaires et autres groupuscules d'extrême droite le créneau de camps d'été militarisés. »

« Dès 2011, il ne s'agit plus de constituer un modèle alternatif de formation et d'éducation mais plutôt d'offrir aux jeunes frontistes les clés et les outils afin qu'ils occupent des responsabilités, en particulier à l'échelon local. »

Cet article interroge la mise en veille progressive de la diffusion de représentations masculinistes exaltant un corps sain et viril, à l'aune du tournant opéré par Marine Le Pen, en particulier sur la formation destinée à la jeunesse militante frontiste. Ce revirement cristallise par la même occasion la priorité accordée à la question de l'implantation locale dans la formation frontiste.

L'IDÉAL MASCULIN COMME DESSEIN NATIONALISTE

George L. Mosse a proposé dans les années 1990 le concept d'idéal masculin moderne (ou de virilité moderne). Cet idéal apparu entre la fin du XVIII^e siècle et le début du XIX^e serait lié la nouvelle société bourgeoise, mais des représentations antérieures puisées dans la société grecque antique ou dans les idées chevaleresques du Moyen-Âge ont joué un rôle déterminant quant à son émergence. Pour Mosse, les régimes totalitaires du XX^e siècle, en vouant une attention toute particulière à l'encadrement de la jeunesse, mettent la virilité moderne au cœur de leur projet politique caractérisé par l'édification de l'homme nouveau. Pour atteindre cet idéal, une formation totale était inculquée aux jeunes endoctrinés par les régimes fasciste et nazi. En France, sous Vichy, si le projet politique et ses conséquences se démarquent de ces derniers, on retrouve néanmoins un modèle éducatif de rupture proposant une formation totale valori- ▶▶

▶▶ sant valeurs morales mais aussi aptitudes physiques desquelles découlent des canons de virilité extrêmement stricts. En réunissant exclusivement de jeunes hommes au sein des Chantiers de la jeunesse française (CJF), il s'agissait ici aussi de façonner l'homme nouveau à travers le culte de la force physique et de la virilité. Dans les années 1960 et 1970, les organisations de la nébuleuse d'extrême droite s'inscrivent dans la tradition nationaliste, une identité politique indissociable de l'idéal masculin. En effet, l'idée d' « honneur masculin » est centrale dans la socialisation des militants d'extrême droite et apparaissait comme structurante dans les bagarres de rue qui éclataient durant ces décennies face aux militants de gauche ou dans les agressions visant des immigrés.

FORMER DES « SOLDATS POLITIQUES »

Le Front national de la jeunesse, organe de jeunesse du FN créé en 1973, accorde lui aussi à la formation physique une place de choix. L'ancien directeur national du FNJ, Carl Lang, estimait à ce titre que, dans les années 1980, l'engagement physique était « une nécessité » et une dimension constituante de l'engagement politique frontiste. Outre les activités physiques pratiquées par les membres du service d'ordre du Front national, membres du Département protection et sécurité (DPS), assurés de sécuriser les cortèges, en particulier pendant le rassemblement du 1^{er} Mai, les militants frontistes recevaient une formation hybride, mêlant inculcation de la doctrine et activités physiques.

Réunis chaque été à partir de la fin des années 1980 au château de l'empereur de Centrafrique Bokassa loué à Roger Holeindre, militaire de carrière, ancien membre de l'OAS et vice-président du FN, les militants du FNJ étaient formés idéologiquement tout en dédiant une partie de leur journée à l'entretien de leur corps, que ce soit au travers de footings matinaux ou de joutes nautiques sur le lac du château. Les responsables successifs de l'organisation de jeunesse employaient avec récurrence la notion de « soldats politiques » et défendaient un esprit et un corps sains, se réclamant à l'envi de l'idéal hellénique.

Les universités d'été du FNJ correspondaient à cette époque à une entreprise de discipline physique et morale, à travers un programme très cadré et établi sur mesure. Il s'agissait à la fois d'inculquer des valeurs morales telles que la

ténacité, la force mentale, mais également d'imposer des rites d'institution comme le bizutage consistant pour les nouveaux à devoir traverser l'étang en pleine nuit. Dans sa thèse consacrée à la « carrière » des militants du FNJ, la politiste Magali Boumaza a montré plus largement que, dans les années 1990, le militantisme frontiste était structuré par des codes et des rites masculins liés par exemple à la consommation d'alcool systématique à la suite d'une action militante, et valorisait la force physique, voire la violence. De la fin des années 1980 jusqu'au milieu des années 2000, toujours dans l'enceinte du château situé dans le Cher à Neuvy-sur-Barangeon, Roger Holeindre organise également des séjours sportifs pour les scouts du Cercle national des combattants (CNC), organisation satellite du Front national, âgés de 8 à 14 ans. Ces derniers recevaient une formation dispensée par des « colonels », membres de l'association et dépositaires de savoir-faire relatifs à des rituels militaires et de la transmission d'une éducation bâtie sur la discipline, l'ordre et l'autorité. L'uniforme porté par les « cadets », un béret et une vareuse de marin, attestait l'imaginaire militaire qui entourait le déroulement de ces camps d'été. L'objectif était de réunir des enfants, logés à la même enseigne, et de proposer un ensemble d'activités et de cérémonies afin qu'ils s'aguerrissent et qu'ils développent leur force de caractère. La maxime que Roger Holeindre leur répète à ces

« L'idée d'« honneur masculin » est centrale dans la socialisation des militants d'extrême droite et apparaissait comme structurante dans les bagarres de rue qui éclataient face aux militants de gauche ou dans les agressions visant des immigrés. »

occasions fait écho au poème viriliste de Rudyard Kipling : « Fais l'impossible pour être un bon cadet et tu seras un homme mon fils ! ». Joignant les mots à la pratique, les garçonnetts étaient enjoins constamment à se dépasser, à faire preuve de courage, d'abnégation, tout en répondant aux attentes de l'institution, en se soumettant eux aussi à des rites tels que le lever des couleurs ou le baptême des cadets. La contre-société scoute contribuait aussi à une socialisation sexuée des jeunes scouts, qui cantonnait les garçons et les filles à des tâches différenciées malgré la mixité. En 1991, les « cadettes » sont par exemple félicitées « pour la logistique et le service à table ». Le microcosme que constitue les camps d'été scouts du CNC se voulait ainsi une préfiguration du modèle de société que souhaite faire advenir le Front national, bâti sur une formation totale et sur une différenciation des rôles sexuée, en réaction à une institution scolaire considérée comme « décadente ».

UN CONTRE-MODÈLE DE FORMATION PARTISANE SOUS MARINE LE PEN

Les porteurs d'un nationalisme « militariste », dont Roger Holeindre, s'opposent par la suite politiquement et stratégiquement à Marine Le Pen et décident de quitter le parti après sa victoire au congrès de Tours. Le président du CNC explique ainsi cette décision dans un courrier à Jean-Marie Le Pen : « Ta fille à qui tu as donné le parti ne représente plus mes idées, pas plus d'ailleurs que les tiennes. En plus, elle s'est entourée de pédés et ça ne me plaît pas. » Alors que Marine Le Pen tend à rompre avec l'ancienne garde rapprochée de son père et toute une génération d'anciens combattants, défenseurs d'une ligne conservatrice, elle initie une « nouvelle politique des mœurs », pour reprendre l'expression du sociologue Sylvain Crépon. L'ascension interne de différents cadres du parti dont l'homosexualité a été révélée témoigne d'une remise en cause assumée du modèle hétéronormé. Mais ce virage ne se limite pas à une « transgression » des assignations à l'hétéronormativité. En effet, le modèle de l'idéal masculin n'est plus porté en étendard lors des formations des jeunes militants du parti.

Dès 2011, il ne s'agit plus de constituer un modèle alternatif de formation et d'éducation mais plutôt d'offrir aux jeunes frontistes les clés et les outils afin qu'ils occupent des responsabilités, en par-

« Les responsables successifs de l'organisation de jeunesse employaient avec récurrence la notion de “soldats politiques” et défendaient un esprit et un corps sains, se réclamant à l'envi de l'idéal hellénique. »

ticulier à l'échelon local. L'ancrage territorial devient la clé de voûte de la stratégie mariniste incarnée par deux futurs maires, Steeve Brioso à Hénin-Beaumont et David Rachline à Fréjus. Aspirant à gouverner le pays, Marine Le Pen établit de nouvelles orientations et le modèle du militant compétent se substitue à celui du militant viril, laissant aux identitaires et autres groupuscules d'extrême droite le créneau de camps d'été militarisés. Les changements opérés en interne recouvrent plusieurs objectifs : atténuer le stigmate d'un parti considéré comme dangereux et impréparé à l'exercice du pouvoir, mais aussi capter une clientèle électorale plus large, en particulier les femmes, comme a pu le montrer la sociologue Francesca Scrinzi dans un article en 2017. Pour autant, il importe de souligner que cette nouvelle direction ne doit pas occulter que la position de Marine Le Pen au sein du RN tient plus à sa lignée familiale qu'à une prétendue conversion féministe, et que celle-ci ne masque pas l'absence de femmes à des postes stratégiques internes, bien que de nombreuses députées soient entrées à l'Assemblée nationale. Par ailleurs, les discours partisans dénonçant régulièrement « l'hystérie » supposée des militantes féministes contribuent à nourrir des représentations stéréotypées de genre et révèlent les limites d'un parti qui se veut défendre les femmes, à plus forte raison quand les dénonciations de l'ordre masculin relatives au harcèlement de rue, aux mariages forcés ou à l'excision, sont quasi exclusivement circonscrites à la défense des fondamentaux du parti, tels que l'insécurité et l'immigration. ■

*Valérie Guérin est politiste.

Les catholiques et les droites extrêmes

S'il est avéré que les catholiques votent majoritairement à droite en France, les mouvements récents tels que La manif pour tous ont amené certaines et certains à se porter sur un vote extrême droite, Marine Le Pen ou Zemmour plus récemment. Pour autant ce vote est-il acquis définitivement à l'extrême droite ?

ENTRETIEN AVEC **MÉGANE***

© Peut-on encore corrélér le vote à l'appartenance religieuse ?

La sociologie électorale a grandement souligné l'existence d'une corrélation entre l'appartenance religieuse et les comportements électoraux. En revanche, il n'existe pas une religion qui serait intrinsèquement plus progressiste ou plus conservatrice qu'une autre. Le positionnement politique des différents groupes religieux est effectivement davantage corrélé aux positions sociales qu'ils occupent. En l'occurrence, en France, dans un pays longtemps qualifié de « fille aînée de l'Église », les catholiques occupent des positions majoritairement dominantes et votent plus à droite. En 2012, l'opposition de nombreux catholiques au « mariage pour tous » rend d'ailleurs visible un militantisme conservateur encore vivace.

© Comment expliquer le sentiment de marginalisation ressenti par les catholiques les plus conservateurs ?

Historiquement, il convient de rappeler que la morale familiale a été imposée par l'Église catholique dès le IV^e siècle. Or, à partir des années 1960, de l'adoption du pacte civil de solidarité (PACS) jusqu'au « mariage pour tous », les posi-

tions ecclésiastiques sont progressivement marginalisées et cette marginalisation renforce un sentiment d'exclusion. Ce sentiment va se traduire par un accroissement du poids des conservateurs.

© Est-ce que cela concerne tous les catholiques ?

Les communautés religieuses sont traversées par plusieurs courants et les catholiques ne font pas exception à cette règle. Les mobilisations contre la « loi Taubira » n'ont pas éliminé la pluralité au sein de l'Église et ont même parfois pu réaffirmer certaines divergences en interne. Selon Yann Raison du Cleuziou, dans un contexte d'affaiblissement des pratiques religieuses et de défections d'un nombre croissant de fidèles, ce sont toutefois les catholiques traditionalistes, intransigeants dans le domaine de la pratique culturelle, qui sont aujourd'hui les plus à même de perpétuer leur foi et de la transmettre sur plusieurs générations. Ces marges restent une minorité numérique, mais elles constituent le groupe le plus important chez les pratiquants hebdomadaires et l'un des plus mobilisés.

© Comment se structure la mobilisation des militants catholiques familialistes ?

En dehors des manifestations les plus visibles contre la loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe, les militants catholiques conservateurs ont la particularité d'être multisitués et d'avoir un répertoire d'action diversifié. Ils participent aux financements d'écoles privées pour diffuser leur idéologie, exercent des activités de lobby ou occupent des

« Le positionnement politique des différents groupes religieux est effectivement davantage corrélé aux positions sociales qu'ils occupent. »

postes à responsabilité politique. Depuis les années 2000, on constate également l'émergence d'organisations non gouvernementales, telle qu'Europe for Family, ou la création de partis politiques, comme les Poissons roses ou le Parti chrétien-démocrate présidé par Christine Boutin.

© Existe-t-il des distinctions sociales entre les personnes qui gravitent autour de cette nébuleuse idéologique ?

Si les personnes conservatrices sont fréquemment associées aux classes dominantes, la totalité d'entre elles ne fait pas nécessairement partie des classes économiques supérieures. Certaines appartiennent effectivement aux classes moyennes, tandis que d'autres peuvent être issues de milieux populaires. Au sein du mouvement de La manif pour tous (LMPT), elles ont toutefois la particularité d'avoir majoritairement connu une forte socialisation religieuse traditionnelle et de défendre conjointement un même ordre moral chrétien. Certains membres se sont d'ailleurs déjà mobilisés contre le PACS et défilent régulièrement en faveur des « marches pour la vie ».

© Quelles sont les revendications et actions politiques du mouvement de La manif pour tous ?

Depuis 2012 et jusqu'à aujourd'hui, LMPT se mobilise en opposition au « mariage pour tous », mais également contre la diffusion d'une « théorie du genre à l'école », de la « PMA sans père » et du « trafic des mères porteuses ». Malgré son indépendance politique proclamée, le mouvement a élaboré différentes chartes à destination des élus, chartes que ces élus doivent signer s'ils veulent obtenir le soutien du mouvement familialiste. Ses intérêts ont également été représentés au sein de nouvelles mouvances dans des partis de droite, comme Sens commun à l'époque au sein de l'UMP, ou le Cercle fraternité au sein du Front national.

© Est-ce que La manif pour tous est un point d'entrée à l'extrême droite pour ces groupes socialement hétérogènes ?

À la veille de l'élection présidentielle de 2017, LMPT a encouragé ses militants à s'opposer au candidat d'En marche et les a invités implicitement à voter en faveur du FN. La présence de certaines figures historiques du parti, comme

Marion Maréchal, aux manifestations « pour tous », est également un signal directement adressé aux membres du mouvement familialiste. Ces « signaux » sont plus ou moins bien reçus en fonction de l'ancrage politique des militants conservateurs. Certains ont des habitudes de vote ancrées à l'extrême droite de longue date, mais la plupart privilégient la droite de gouvernement. Dès lors, l'abstention ou le vote en faveur du FN sont devenus des possibilités.

© Comment des électeurs de la droite traditionnelle ont-ils pu se tourner vers l'extrême droite ?

L'absence d'une remise en cause des « lois sociales » depuis plus de quarante ans par le pouvoir en place, qu'il soit de gauche ou de droite, a participé à créer un sentiment de défiance vis-à-vis des partis de gouvernement. De plus, leurs rassemblements dans le cadre de leurs actions militantes ont renforcé cette défiance. En effet, les critiques et les moqueries à l'encontre d'Emmanuel Macron se sont multipliées au sein du mouvement ces dernières années et ont produit des effets de réassurance collective. Le candidat d'En marche est notamment accusé de se prononcer en faveur du « mariage pour tous » et d'être un « danger » pour la souveraineté nationale. Cette souveraineté nationale est selon eux menacée par la mondialisation, mais aussi par l'immigration maghrébine en France. Cette double menace, incarnée par les mesures politiques familiales mais aussi migratoires, permet en partie d'expliquer la convergence électorale de certains membres de LMPT autour de l'extrême droite, qui paraît, dans certaines circonstances, la plus à même de préserver l'ordre qu'ils défendent.

© L'association entre catholiques et vote en faveur du Rassemblement national va-t-elle de soi ?

Si LMPT s'adresse à des individus principalement catholiques et les invite de fait à privilégier le parti frontiste, l'association entre catholiques et vote en faveur du RN ne va pas de soi. Les sociologues Guy Michelat et Michel Simon montrent que les catholiques en France votent majoritairement à droite, mais non à l'extrême droite. De toute évidence, le travail de mobilisation du mouvement conservateur en 2017 n'a donc pas provoqué une conversion électorale soudaine et généralisée de l'ensemble des catholiques au ►►

►► profit de l'extrême droite. Si certains peuvent voter pour ce parti, ce choix s'effectue dans des configurations politiques spécifiques et ne constitue que rarement un premier choix. Il est souvent un vote par défaut en l'absence d'un ou d'une candidate leur paraissant plus convenable.

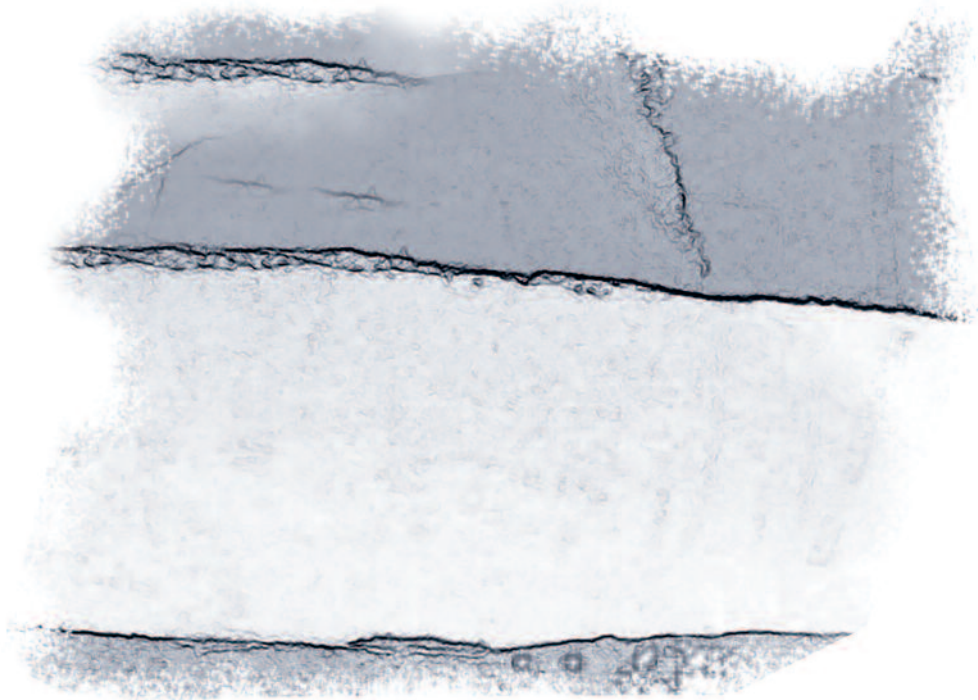
© **Est-ce un vote acquis définitivement au RN ?**

Il est nécessaire de ne pas surestimer l'importance du vote en faveur du RN qui n'est pas automatique. Peu de catholiques conservateurs militent pour le moment au sein du parti et souhaitent y adhérer. Cette distance vis-à-vis du RN est d'abord à comprendre dans le rapport que les militants de LMPT entretiennent avec les partis politiques en général. En effet, ses recrues sont souvent des adeptes du concept de la liberté et de la responsabilité individuelle prôné par l'Église, et sont par principe plutôt réticentes à l'identification partisane. De plus, cette distance peut être analysée dans les rapports qu'elles

« En soutenant
Éric Zemmour à la dernière
élection présidentielle,
Marion Maréchal a
probablement conduit
de nombreux militants
catholiques conservateurs
à voter en sa faveur. »

entretiennent avec le parti d'extrême droite lui-même. Sa rhétorique possiblement agressive, ses positions confuses sur le rôle de l'État et la vie privée de ses membres ne correspondent pas toujours à leur éthique religieuse. Le RN est également souvent en deçà des attentes des catholiques conservateurs sur les « questions sociétales ». En revanche, les membres des « manifs pour tous » expriment plus d'affinité avec Marion Maréchal qui affiche un conservatisme beaucoup moins « agressif » dans la forme, mais probablement plus affirmé dans le fond. En soutenant Éric Zemmour à la dernière élection présidentielle, celle-ci a probablement conduit de nombreux militants catholiques conservateurs à voter en sa faveur. Il est bien sûr trop tôt pour parler d'un vote acquis, mais il conviendra de suivre cette tendance sur une plus longue durée afin de vérifier si ce soutien se confirme dans le futur. ■

*Mégane est doctorante en sciences politiques.



L'extrême droite musulmane

Dans son livre *Le Linceul du féminisme - Caresser l'islamisme dans le sens du voile* (éditions Séramis, 2021), Naëm Bestandji utilise l'expression « extrême droite musulmane », expression qu'il est l'un des seuls à utiliser. *Cause commune* l'a interrogé pour mieux comprendre sa vision de l'islamisme.

ENTRETIEN AVEC **NAËM BESTANDJI**

© Qu'est-ce que l'expression « extrême droite musulmane » désigne (idéologie et acteurs) aujourd'hui en France ?

Elle désigne deux types d'acteurs. Les principaux sont les islamistes. L'islamisme est une idéologie totalitaire qui s'appuie sur une religion, l'islam. Son interprétation de la religion est archaïque. Pour pratiquer son fondamentalisme en toute circonstance, l'islamisme veut sortir la religion de la sphère privée pour influencer sur son environnement, voire le convertir. C'est l'intégrisme. Pour atteindre cet objectif, certains s'investissent pour changer à long terme la société de l'intérieur. D'autres s'y confrontent violemment par le terrorisme pour obtenir des résultats immédiats. Les premiers touchés sont les musulmans ayant une approche progressiste de l'islam et, plus généralement, ceux qui sont peu assidus à la pratique. Les islamistes considèrent qu'ils doivent être « réislamisés ». En tant que principal outil prosélyte, le sexisme du voile joue un rôle fondamental.

Le choix du voile comme cheval de Troie politique n'est pas un hasard. L'islamisme est une idéologie ultraréactionnaire sur le plan religieux et sociétal. Les intégristes musulmans sont par définition tout autant conservateurs que les intégristes des autres religions. Toutefois, les islamistes ont

une longueur d'avance sur leur vision arriérée des femmes, car leur obsession sexuelle fait d'elles l'enjeu central de leur idéologie. Sur les thèmes des mœurs et de la famille, on peut difficilement être plus à l'extrême droite que les islamistes.

Les islamistes se situent à l'extrême droite de l'échiquier politique dans tous les pays musulmans. Comme l'extrême droite nationaliste, l'islamisme est ultra identitaire. C'est là qu'intervient la deuxième catégorie : les ultras-identitaires « Arabes »/musulmans. Peu pratiquants, voire pas du tout, l'islam relève pour eux de l'identité, voire de l'ethnie, à l'unisson avec les islamistes. Pour eux, on est « arabe »/musulman avant d'être français.

Comme l'extrême droite nationaliste, l'extrême droite musulmane considère qu'il y a « eux » et « nous ». Les musulmans, et surtout les musulmanes à travers le port du voile, sont appelés à ne pas adopter le mode de vie du pays dans lequel ils vivent, afin de ne pas perdre leur « identité ». L'antisémitisme est aussi partagé par bon nombre des membres de cette extrême droite.

© Pourquoi vous êtes-vous senti obligé de forger une expression neuve ?

Le terme « islamisme » ne suffisait-il pas ? Et celui d'« islamo-fascisme » (peut-être trop connoté à droite) ?

Le terme « islamisme » est flou pour la plupart des gens. Beaucoup considèrent, à tort, qu'il est synonyme de terrorisme. Sa définition est si complexe que je lui accorde une large part dans mon livre. « Islamo-fascisme » est une expression assez juste (l'islam instrumentalisé pour servir) ►►

« Politiquement, les islamistes se situent à l'extrême droite. »

► une idéologie totalitaire fasciste). Mais elle me semble moins claire et plus réductrice que « extrême droite musulmane ». De plus, par une essentialisation « bienveillante », beaucoup croient que les musulmans forment un groupe monolithique à la pensée unique. Il n'y a rien de plus faux. Les musulmans sont comme tout le monde, pluriels. Il y a donc des musulmans de gauche, de droite, etc. Nommer le positionnement politique des islamistes permet de situer ces derniers. C'est d'autant plus nécessaire que l'islamisme joue sur nos codes pour se les approprier et nous les retourner. Une de leurs meilleures trouvailles est de se présenter en militants antiracistes. Leur racialisation de l'islam, qui est une démarche raciste, au-delà d'assigner « ethniquement » tous les musulmans, est aussi un de leurs outils victimaires. Enfin, comme la majorité des musulmans vit dans les quartiers populaires, le discours islamiste est teinté de social. Pourtant, sur le plan économique, il n'y a pas plus capitaliste que l'islamisme. Mais, par un regard compassionnel et condescendant hérité de la période coloniale, une partie de la gauche est séduite par leur discours victimaire et anti-impérialisme occidental (qu'ils veulent remplacer par l'impérialisme islamiste).

« Les musulmans sont comme tout le monde, pluriels. Il y a donc des musulmans de gauche, de droite, etc. Nommer le positionnement politique des islamistes permet de situer ces derniers. »

« Sur le plan économique, il n'y a pas plus capitaliste que l'islamisme. Mais, par un regard compassionnel et condescendant hérité de la période coloniale, une partie de la gauche est séduite par leur discours victimaire et anti-impérialisme occidental (qu'ils veulent remplacer par l'impérialisme islamiste). »

soutien, et parfois son alliance, à une extrême droite politico-religieuse.

© Effectivement, on sent que ce terme est aussi là pour questionner la gauche.

Que peut-on lui reprocher sur ce terrain ?

Une frange de la gauche est très complaisante avec l'islamisme en le confondant avec l'ensemble des musulmans. Elle estime que LES musulmans sont par essence moyenâgeux et que, au nom du respect des cultures et de la différence, nous ne devons pas les critiquer et encore moins les accompagner vers plus de compatibilité avec nos valeurs. Au contraire, ce serait à nos valeurs de s'adapter pour mieux inclure cette population qui

serait incapable d'évoluer. Cette assignation faite à l'ensemble des musulmans de rester confinés à une partie réductrice de leur être au nom du respect des cultures et d'une seule religion, et en combattant toute critique de l'islamisme, est une attitude paternaliste et condescendante héritée de l'époque coloniale.

Une frange de la gauche soutient alors l'extrême droite quand elle est musulmane et prétend la combattre quand elle est nationaliste. Dans la majorité des cas, le sexisme du voile sert de trait d'union et de catalyseur. Cette frange de la gauche s'assoit sur ses valeurs pour caresser l'extrême droite musulmane dans le sens du voile (d'où le sous-titre de mon livre). « L'inclusivité », c'est-à-dire inclure une idéologie totalitaire au nom de la tolérance, est à ce prix. Ces soutiens au sexisme « choisi », à la hiérarchisation de l'humanité en fonction du sexe et de la « race », par le biais de la bigoterie islamiste, favorisent l'enracinement de cette idéologie totalitaire. Ainsi, un cordon sanitaire a été créé par une partie de la gauche pour protéger l'extrême droite musulmane. Les islamistes n'ont plus besoin d'attaquer directement les laïques et les féministes universalistes. Cette gauche s'en charge.

L'autre problème est que ce soutien à l'extrême droite musulmane donne aussi de la vigueur à l'extrême droite nationaliste. L'un entretient l'autre.

Il existe ainsi un clivage, y compris au sein même des partis, entre une gauche fidèle à son histoire et une autre qui s'en éloigne pour se rapprocher d'un intégrisme religieux et professer l'établissement d'un délit de blasphème spécifique à l'islam (« islamophobie »). Une position plus proche d'une droite réactionnaire et conservatrice que d'une gauche progressiste et émancipatrice. Si nous avions eu cette gauche réactionnaire au XIX^e et au début du XX^e siècle, la loi de 1905 n'aurait jamais vu le jour, ou en tout cas pas sous la forme que nous connaissons.

© N'est-il pas souvent très difficile de discerner ce qui relève du prosélytisme religieux et ce qui relève de pratiques individuelles ? Au fond le risque n'est-il pas d'avoir un usage trop élastique de l'expression « extrême droite musulmane » ?

La question se pose aussi pour l'usage trop élastique d'« extrême droite » tout court. Beaucoup ont tendance à taxer d'« extrême droite », de « fascisme », tout ce qui ne se situe pas à leur gauche ou même tous ceux qui ne sont pas d'accord avec eux. Quant au discernement entre prosélytisme religieux et pratiques individuelles, la question doit se poser pour toutes les religions.

À partir du moment où les définitions sont claires, les repères le sont aussi. Sachant que, pour les islamistes, le prosélytisme fait partie de la pratique religieuse. L'individualité de la pratique n'a aucun sens pour eux. Cela contribue à brouiller la notion de « liberté religieuse » et du principe de laïcité. Concernant le voile par exemple, son véritable terrain n'est pas la laïcité mais l'inégalité des sexes. En campant sur le terrain de la laïcité, on s'em-

« Sur les thèmes des mœurs et de la famille, on peut difficilement être plus à l'extrême droite que les islamistes. »

bourbe dans des débats infinis dont la laïcité ne sert que de prétexte à l'aménagement du sexisme et du patriarcat au nom de « la liberté religieuse ». Car l'intégralité des justifications du port du voile par ses prescripteurs (tous des hommes) concernent le sexisme. La laïcité n'est pas concernée, mais elle vient en appui car les islamistes brandissent le sexisme du voile comme l'étendard prosélyte de leur idéologie (peu importe les intentions de celles qui le portent). Leur stratégie politique et de communication fonctionne : à travers le sexisme du voile, l'islamisme est promu par une partie de la gauche, dont le féminisme intersectionnel. L'usage trop élastique de « laïcité », de considérer que la lutte contre le sexisme doit s'incliner s'il est déclaré être une « pratique religieuse individuelle » de l'islam(isme), inverse le rôle de la laïcité. Elle, qui était un bouclier pour les femmes, est instrumentalisée pour la transformer en bouclier de protection du sexisme et du patriarcat islamiste. Ainsi, ce dévoiement de la laïcité permet paradoxalement de protéger le prosélytisme de cet intégrisme religieux. C'est sans doute la plus belle réussite de l'extrême droite musulmane. ■

Propos recueillis par Florian Gulli

Les droites extrêmes en Europe : une famille hétérogène et divisée

Libéralisme économique, soutien à la religion et aux valeurs morales traditionnelles, degré d'eurosepticisme, soutien à la Russie... autant d'orientations qui différencient ces droites radicales.

ENTRETIEN AVEC **NONNA MAYER***

© On assiste depuis plusieurs années à une montée électorale des formations associées à la droite extrême en Europe : s'agit-il réellement selon vous d'un phénomène homogène ou existe-t-il de fortes différences selon les pays ou même les régions ?

C'est une famille hétérogène et divisée, avec des histoires et des fortunes électorales contrastées, différentes en Europe de l'Est et de l'Ouest, et selon que ces partis sont issus ou non de l'extrême droite proprement dite. La dynamique électorale de ces derniers à partir des années 1990 tient largement à leur volonté de se démarquer de l'héritage fasciste ou nazi pour intégrer le jeu politique démocratique.

« Les leaders parvenus au pouvoir mettent en place une démocratie de façade, une démocratie "illibérale". »

Ceux qui réussissent le mieux sont ceux qui, comme Marine Le Pen, affichent au moins en façade une stratégie de normalisation. Tandis que d'autres (le Fidesz hongrois, Droit et justice en Pologne) sont plutôt des partis conservateurs qui se sont radicalisés, sur une ligne de régression démocratique. Les premiers vont investir avec succès le créneau des « perdants de la mondialisation », proposant de fermer les frontières, de stopper l'immigration, de restaurer l'identité et la souveraineté nationales. Les seconds sont au

départ plus préoccupés par leurs minorités nationales et la défense de la « civilisation chrétienne ». Tous ont en commun aujourd'hui d'être des droites « radicales populistes », comme les définissent Cas Mudde et Rovira Kaltwasser [dans *Populism : A Very Short Introduction*, Oxford University Press, 2017]. Populistes parce qu'elles disent incarner le peuple face aux élites, radicales par leur nationalisme xénophobe et leurs penchants autoritaires. Mais ils diffèrent fortement selon leur niveau de libéralisme économique, de soutien à la religion et aux valeurs morales traditionnelles, leur degré d'eurosepticisme et leur soutien à la Russie, surtout depuis l'invasion ukrainienne.

© Du côté de l'« offre » politique, dans quelle mesure ces formations ont-elles renouvelé leurs stratégies et positionnements ?

Les autres formations politiques ont-elles également une responsabilité dans la montée de ces extrêmes ?

Le cœur de leur programme ne varie pas, c'est l'emballage qui change. Il reste exclusionniste, structuré par le rejet de l'étranger, de l'immigré, de l'Autre. Il suffit de regarder le programme de Marine Le Pen aux élections de 2022, axé sur la préférence ou « priorité nationale » en matière de logement, d'emploi, d'aides sociales. Il remet en cause le droit d'asile, le regroupement familial, le droit du sol. Même quand elle parle du pouvoir d'achat, de l'écologie ou des droits des femmes, c'est à travers les lunettes de la préférence nationale. Et, bien sûr, leur succès dépend aussi largement des autres formations politiques. Si ces droites radicales ont percé notamment en France, c'est parce qu'elles ont investi un créneau délaissé

« Si ces droites radicales ont percé notamment en France, c'est parce qu'elles ont investi un créneau délaissé par la gauche et la droite traditionnelle, celui des inquiétudes face à la mondialisation et à la construction européenne que reflétait le "non" au référendum de 2005 sur le projet de traité de Constitution de l'UE. »

par la gauche et la droite traditionnelle, celui des inquiétudes face à la mondialisation et à la construction européenne que reflétait le « non » au référendum de 2005 sur le projet de traité de Constitution de l'UE. Et les stratégies menées par les autres partis à leur égard ont pu les conforter, en renchérissant sur leurs thèmes de prédilection comme l'immigration et les légitimant du même coup. Ou en passant alliance avec eux. C'est l'alliance entre le RPR et le FN aux élections partielles de Dreux en 1983 qui a fait sortir l'extrême droite du ghetto politique où elle était enfermée depuis la guerre. C'est Berlusconi qui a fait entrer l'Alleanza nazionale au gouvernement italien en 1994, avant même que celle-ci entame sa mue démocratique, et les conservateurs autrichiens qui ont permis au FPÖ (Parti de la liberté d'Autriche) d'accéder au pouvoir, en 1999 puis en 2017, etc.

« Du côté des électeurs, peut-on distinguer certains facteurs communs, tels que la montée de la précarité ?

Le premier effet de la précarité sociale est de détourner de la politique, elle favorise l'abstention et le retrait. Quand ils vont aux urnes, un trait commun aux soutiens de ces droites radicales, à travers l'Union européenne, est effectivement leur faible niveau de ressources sociales et culturelles. Ce vote est négativement corrélé au niveau de diplôme, il caractérise au premier chef un électorat déstabilisé par la mondialisation économique, insuffisamment qualifié pour y faire face, avec un fort sentiment de déclassement. Le vote pour Marine Le Pen au premier tour du scrutin présidentiel de 2022 est révélateur à cet égard (enquête Younselect), atteignant 36% chez les

plus précaires, 37% chez ceux qui ont le sentiment de « vivre moins bien qu'avant » et 45% chez ceux qui ont arrêté leurs études avant la seconde.

« Certains de ces leaders, comme en Hongrie ou en Pologne, sont parvenus au pouvoir : peut-on identifier un style de gouvernement particulier de leur part ?

Jan Werner Müller le montre très bien dans son petit livre *Qu'est-ce que le populisme ?* (Premier parallèle, 2016), en s'appuyant justement sur les exemples hongrois et polonais. Une fois au pouvoir, ils « colonisent » l'appareil d'État, mettant leurs fidèles dans l'administration et aux postes clés ; ils sapent les fondements de l'État de droit, en contrôlant les médias, la justice, les cours constitutionnelles ; ils brident la société civile en mettant sous tutelle l'Université et la vie associative, en restreignant les droits et les libertés fondamentales. Bref, ils mettent en place une démocratie de façade, une démocratie « illibérale ».

« On a pu observer certains rapprochements entre les leaders de ces formations. Peut-on parler d'une « internationale » des droites extrêmes ? Et si oui, celle-ci se traduit-elle par des actions communes ?

Ces droites sont divisées, tant sur les enjeux économiques et culturels que sur ceux de politique internationale. Au parlement européen, elles ont maintes fois tenté de former un groupe. Le dernier en date, constitué après les élections européennes de 2019, Identité et démocratie, compte une dizaine de partis, dont le RN, la Lega italienne, l'AFD (Alternative pour l'Allemagne), le FPÖ autrichien, le Vlaams Belang (Intérêt flamand) belge. Mais il n'a pas réussi à rallier les poids lourds que sont la Pologne, qui appartient au groupe des Conservateurs et réformistes européens (ECR) et la Hongrie, qui siège chez les non-inscrits. Et une récente tentative pour faire une grande alliance des souverainistes a fait long feu, malgré une déclaration commune initiée par Le Pen, Salvini et Orbán en juillet 2021 et signée par seize de ces partis. Avec soixante-neuf députés aujourd'hui, sur sept cent cinq, le groupe Identité et démocratie n'a pas les moyens de peser beaucoup sur les votes. ■

*Nonna Mayer est politiste. Elle est directrice émérite de recherches au CNRS.

Propos recueillis par Igor Martinache

Le bolsonarisme n'est (vraiment) pas un humanisme

Incarnation d'un style particulier de gouvernement d'extrême droite, Jair Bolsonaro a réussi en seulement quatre ans de mandat à mettre le Brésil à feu et à sang. Pour autant, il jouit encore d'une popularité importante qui ne peut se comprendre qu'au regard de l'histoire particulière de la formation d'une société toujours traversée par de nombreuses inégalités.

PAR IGOR MARTINACHE*

Sitôt après son élection à la présidence du Brésil en octobre 2018, certains commentateurs médiatiques se sont empressés de qualifier Jair Bolsonaro de « Trump tropical ». Un sobriquet incontestablement injuste, non seulement parce que l'hôte du palais de l'Alvorada surpasse en bêtise et en ignominie son ex-homologue états-unien, qui pourtant avait placé la barre bien haut, mais aussi et surtout parce que le phénomène qu'il incarne diffère

les clichés des plages paradisiaques, du carnaval de Rio, de la samba et du football, le Brésil affiche l'un des taux d'homicides et d'inégalités économiques parmi les plus élevés de la planète, mais est aussi le théâtre de fortes luttes mémorielles face à un passé qui ne passe pas. Nombreux sont ainsi encore ceux qui s'emploient à minimiser la gravité de certains événements d'autrefois, et par conséquent des cicatrices qu'ils ont laissées dans la société actuelle. Ainsi, alors que l'esclavage de captifs amenés d'Afrique, mais aussi d'indigènes autochtones, aboli seulement en 1888, y a été d'une ampleur sans égal dans le monde – 5,5 millions sur les 12,5 millions de captifs africains amenés de force en Amérique l'ont été au Brésil, et l'ensemble de l'économie du pays a durant des siècles reposé sur ce système esclavagiste –, l'idée fautive selon laquelle celui-ci aurait été plus « doux » qu'ailleurs, du fait de relations prétendument « familiales » entre les planteurs et leurs esclaves, a longtemps été entretenue, y compris par des chercheurs renommés, tel le sociologue Gilbert Freyre. Et c'est sur un tel déni que s'appuient ceux qui s'opposent à toutes les politiques, timides, s'efforçant de corriger les inégalités entre Brésiliens selon qu'ils soient assignés à telle ou telle « race », inégalités béantes dans tous les domaines, de l'éducation à l'emploi sans oublier la santé, l'habitat ou la sécurité.

« Bolsonaro s'est aussi attiré la sympathie de nombreux dirigeants d'entreprise, au point que certains d'entre eux ont sérieusement envisagé de financer un coup d'État en cas de victoire de Lula, comme cela a été révélé quelques semaines avant le scrutin. »

en bien des aspects de celui qui a conduit le milliardaire aux cheveux orange à la Maison-Blanche. Pour le comprendre, il importe d'adopter un peu de recul sur la société brésilienne et son histoire. Le pays, qui a fêté en grandes pompes, et non sans tensions, le bicentenaire de son indépendance le 7 septembre dernier, charrie en effet un lourd bagage d'inégalités et de violences sociales, racistes et sexistes. Derrière

LUTTES MÉMORIELLES

Beaucoup, en particulier les partisans de Bolsonaro, continuent de minimiser la dureté de la

dictature militaire mise en place entre 1964 à 1985, usant de comparaisons avec celles des pays voisins d'Amérique du Sud au même moment, occultant les arrestations arbitraires, les tortures et les assassinats, entre autres entorses aux droits civils et politiques fondamentaux, et entretiennent la propagande de l'époque présentant le coup d'État des militaires et leurs « actes institutionnels » consécutifs comme autant de mesures nécessaires pour contrer une supposée menace « communiste », que Bolsonaro et les siens continuent de brandir à tout bout de champ, qualifiant ainsi tout groupe ou personne osant critiquer son gouvernement.

De manière plus générale, le caractère extrêmement prédateur de l'expansion territoriale – encore en cours – du pays fait l'objet d'un déni collectif encore fortement répandu, comme en témoignent les nombreux hommages rendus aux *Bandeirantes*, littéralement « porteurs de drapeaux », qui ont œuvré violemment à la colonisation des terres intérieures à partir du XVI^e siècle. Un tel déni empêche de lutter contre les fortes inégalités entre et dans les États fédérés, et amène à criminaliser les mouvements sociaux qui tentent eux d'y remédier, tels que le Mouvement des sans-terre (MST) ou les organisations indigénistes, dont les représentants sont régulièrement assassinés par ceux qu'ils dérangent, grands propriétaires et trafiquants en tout genre. Ce refus d'envisager la source des disparités actuelles favorise également le maintien de discriminations très fortes, notamment de la part des habitants des États « riches » du Sud et du Sud-Est vis-à-vis de ceux, plus pauvres, du Nord et surtout du Nordeste, en particulier les « migrants de l'intérieur » qui ont pourtant construit les villes des premiers et continuent à les faire tourner en occupant une multitude d'emplois largement informels.

« Le système électoral favorise la multiplication de petits partis dont la seule fin, une fois conquis des postes électifs, consiste à se vendre littéralement aux grandes formations qui ont besoin d'une majorité. »

« Non content de laisser détourner les ressources publiques, Bolsonaro s'est entêté dans l'opposition à toute mesure de santé publique sensée contre la covid – confinement, port du masque ou vaccination – allant jusqu'à promouvoir un « kit-covid » constitué de traitements non seulement inefficaces mais dangereux »

De cette histoire coloniale, le pays a enfin hérité un système politique favorisant népotisme et corruption. Alors qu'à l'échelle locale, il n'est pas rare de voir des dynasties familiales accaparer les mandats représentatifs de maires, gouverneurs mais aussi de conseillers municipaux ou de députés étatiques ou fédéraux, le système électoral est ainsi fait qu'il favorise la multiplication de petits partis dont la seule fin, une fois conquis des postes électifs, consiste à se vendre littéralement aux grandes formations qui ont besoin d'une majorité. La cohérence idéologique devient ainsi accessoire, au point qu'il existe un mécanisme de « fenêtre partisane » permettant aux élus de changer de formation sans sanction durant une certaine période, à la manière des transferts de joueurs dans le sport professionnel. C'est justement sur la promesse de lutter contre cette corruption, et parce qu'il ne provenait pas lui-même d'un parti établi que Jair Bolsonaro, ancien capitaine renvoyé de l'armée pour conspiration, a été élu en 2018. Or, sous sa présidence, loin d'avoir été endiguée, cette corruption a au contraire prospéré, comme l'ont illustré tragiquement les détournements à grande échelle de fonds destinés à équiper les hôpitaux durant la pandémie de covid-19. Et de très forts soupçons, étayés dans plusieurs procédures judiciaires, planent quant aux sources de l'enrichissement de Bolsonaro lui-même et de sa famille – trois de ses fils occupant des charges politiques –, et notamment des liens qu'ils entretiendraient avec les milices, véritables mafias policières qui prospèrent, en particulier à Rio.

Non content de laisser détourner les ressources publiques, Bolsonaro s'est entêté dans l'opposition à toute mesure de santé publique sensée contre la covid – confinement, port du masque ►►

► ou vaccination – allant jusqu’à promouvoir un « kit-covid » constitué de traitements non seulement inefficaces mais dangereux. Résultat : avec plus de sept cent mille décès, le pays a été l’un de ceux qui ont payé le plus lourd tribut à la maladie, particulièrement les plus pauvres, indigènes et noirs, tandis que l’opposition aux vaccins a connu un essor sans précédent, alors même que le pays avait su au cours des décennies précédentes, grâce à une recherche en pointe sur le sujet et à son système unique de santé (SUS), permettre un accès aux soins jusque dans les territoires les plus reculés.

SANTÉ ET ÉDUCATION

Ces deux piliers essentiels ont été justement fortement fragilisés durant la présidence de Bolsonaro, à travers des coupes budgétaires drastiques. Les enseignantes et enseignants un tant soit peu critiques ou progressistes, donc qualifiés *illico*

« Derrière les clichés des plages paradisiaques, du carnaval de Rio, de la samba et du football, le pays affiche l’un des taux d’homicides et d’inégalités économiques parmi les plus élevés de la planète, mais aussi de fortes luttes mémorielles face à un passé qui ne passe pas. »

de « communistes », font quant à elles et eux l’objet d’une véritable chasse aux sorcières de l’école primaire à l’université sous la houlette d’un groupe dénommé Mouvement Brésil libre (MBL), l’un des nombreux bras armés (littéralement) du bolsonarisme. Si, contrairement à Trump, Bolsonaro a échoué à prendre le contrôle d’un grand parti – et se retrouve donc après plusieurs changements sous les couleurs du groupusculaire Parti libéral (PL) –, il a néanmoins œuvré à s’attirer le soutien des plus puissants groupes de pression désignés sous l’acronyme des 3 « B » – pour bœufs, balles et bible –, autrement dit l’agro-industrie, les partisans du port d’armes et les églises évangéliques. Chacun apporte ainsi un soutien électoral, symbolique et financier marqué à Bolsonaro et est choyé en

échange, qu’il s’agisse de laisser les premiers déforester massivement la forêt amazonienne pour y cultiver du soja ou élever des troupeaux et utiliser abondamment les intrants chimiques les plus polluants, d’alléger fortement les restrictions en matière de port d’armes pour les chasseurs, collectionneurs et tireurs sportifs, ce qui se traduit déjà par un déferlement d’armes vis-à-vis duquel des policiers ont ouvertement exprimé leur inquiétude, et enfin par le fait de laisser les évangéliques étendre leur emprise idéologique sur la population, tout en faisant fructifier leurs juteuses affaires, sur fond d’intolérance montante, singulièrement vis-à-vis des pratiquants des religions de matrice africaine. Avec l’aide de médias pour partie détenus par certains magnats de la religion, Bolsonaro et les siens ont également érigé la désinformation au rang d’art, disséminant les *fake news* jusque sur les réseaux sociaux, au point de contraindre les firmes opérant à prévoir des restrictions d’usage pour les seuls Brésiliens et Brésiliennes en vue du scrutin de 2022. Avec la nomination au ministère de l’Économie de Paulo Guedes, un « Chicago Boy », autrement dit l’un de ces étudiants sud-américains formés auprès de Milton Friedman et qui ont expérimenté pour certains les potions néolibérales les plus raides sous la dictature de Pinochet au Chili, Bolsonaro s’est aussi attiré la sympathie de nombreux dirigeants d’entreprise, au point que quelques-uns ont sérieusement envisagé de financer un coup d’État en cas de victoire de Lula, comme cela a été révélé plusieurs semaines avant le scrutin.

MACHISME, RACISME ET HOMOPHOBIE

Tels sont quelques-uns des éléments qui composent le terreau sur lequel a pu prospérer un individu aussi intellectuellement indigent que malhonnête. Attisant à longueur de déclarations la haine contre les femmes, les membres des minorités raciales et LGBTQI+, multipliant les agressions verbales, voire physiques, contre les journalistes, mais aussi certains juges du Tribunal suprême fédéral et du Tribunal suprême électoral qui ne vont pas dans son sens, Bolsonaro a réussi en seulement quatre ans de mandat à mettre le Brésil à feu et à sang. Littéralement. La déforestation en Amazonie, mais aussi au Pantanal, a atteint des niveaux records, résultat de politiques délibérées de démantèlement des organismes chargés de leur préservation ; plus de trente-trois millions de personnes souffrent de la faim,

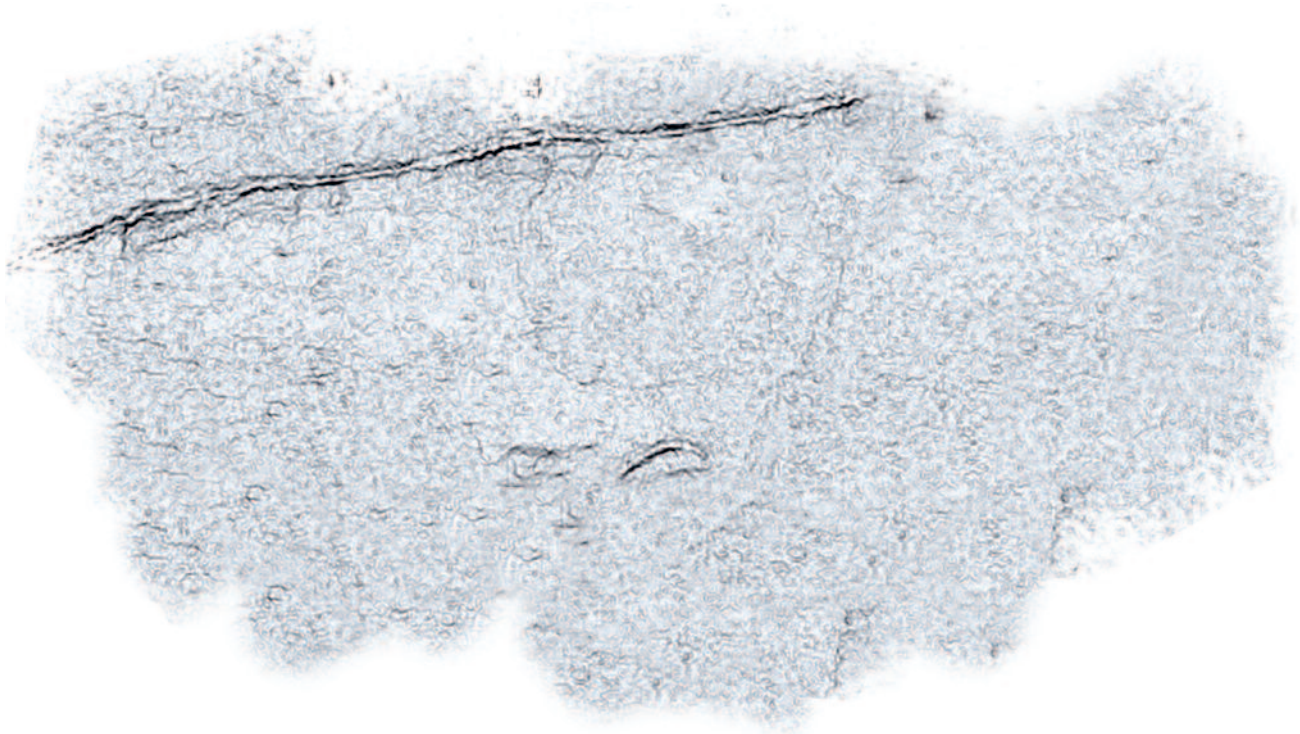
alors que celle-ci avait pratiquement été éradiquée sous les mandats de Lula et Dilma Rousseff, et l'on pourrait multiplier à l'envi les statistiques en ce sens.

Face à un tel bilan, il peut sembler étonnant que tant de Brésiliennes et de Brésiliens puissent encore soutenir Bolsonaro. Parmi ses partisans, on trouve des fanatiques, minorité très active et (très) violente, comme en témoignent tragiquement les attaques répétées pouvant aller jusqu'au meurtre de partisans de Lula, et qui se retrouvent dans son discours réactionnaire visant à défendre les privilèges de toutes sortes. Mais certains sont davantage idéologisés et revendiquent l'héritage d'une extrême droite nationale et nationaliste inaugurée par le mouvement intégraliste lancé en 1932 par le journaliste Plínio Salgado, fasciné par Mussolini, mais très opportuniste dans ses ralliements politiques. Il ne faut pas négliger enfin les nombreuses électrices et électeurs pris par l'anti-pétisme (mouvement politique d'opposition de plus en plus radicalisé, contre le Parti des travailleurs - PT) ambiant qu'alimentent les commentateurs publics bien au-delà des cercles bolsonaristes. Et les cadeaux électoraux attribués

par le président juste avant le scrutin, en toute illégalité, comme un revenu mensuel de base de 600 reais (autour de 120 euros) exceptionnel versé aux ménages les plus pauvres jusqu'à la fin 2022, baptisé *Auxílio Brasil* (en pratique, surtout un rhabillage de la *Bolsa Família* lancée par Lula), ou des facilités bancaires pour les femmes, public le plus éloigné de Bolsonaro, ont sans conteste beaucoup aidé à faire remonter sa cote de popularité à l'approche du scrutin, alors même que l'intéressé n'a cessé de faire des coupes dans les budgets sociaux au cours de son mandat au détriment de programmes pourtant cruciaux comme Faim zéro ou les pharmacies populaires.

À l'heure où ces lignes sont écrites, le résultat du scrutin présidentiel au Brésil n'est pas encore connu. Mais quoi qu'il en soit, même si, comme on l'espère, Bolsonaro sera renvoyé aux poubelles de l'histoire, et surtout devant les tribunaux comme il le mérite, une chose semble malheureusement certaine : compte tenu de ses racines sociohistoriques, le bolsonarisme, lui, a encore de sales jours devant lui. ■

Igor Martinache est politiste. Il est membre de la rédaction de *Cause commune*.



Le vote Rassemblement national, moins monolithique qu'il n'y paraît

L'analyse de l'électorat du Rassemblement national en progrès dans l'ensemble de la France révèle dans des départements comme le Pas-de-Calais et les Bouches-du-Rhône des différences liées en particulier à l'histoire et à la géographie de ces départements ainsi qu'aux caractéristiques sociologiques de leur population.

PAR ARNAUD HUC*

Depuis les élections législatives de 1988 qui marquèrent le premier bond du Front national à une élection d'envergure nationale (9,66% des suffrages exprimés), le vote pour ce parti a crû significativement (cf. graphique p. 48). En 2022, le bulletin Marine Le Pen a été choisi par 13 millions de Français au second tour de l'élection présidentielle, un résultat historiquement haut. Plus étonnamment, Marine Le Pen a bénéficié de 5 millions de voix supplémen-

jeunesse après la NUPES. Le RN a ainsi la capacité de fidéliser les électeurs d'hier mais également à attirer ceux pour qui l'élection présidentielle de 2022 était une première. Plus généralement, l'électorat RN d'aujourd'hui est une version « grossie » de celui d'hier. Il est toujours le premier parti des ouvriers, le second des employés derrière la NUPES et attire peu les cadres et les retraités. On retrouve également dans cet électorat de nombreux chômeurs, qu'on aurait plutôt attendus chez la NUPES du fait de son programme social bien plus favorable aux classes populaires. Enfin, le RN n'est pas le parti des métropoles, où son score est particulièrement faible. Il est au contraire plus implanté dans les zones rurales, le périurbain, voire dans les villes moyennes.

« Dans les Bouches-du-Rhône, le vote frontiste est davantage celui de classes populaires en quête de respectabilité. »

taires au second tour, alors que ce report n'avait été « que » de 2,9 millions en 2017. Le RN devient ainsi un parti suffisamment « légitime » pour attirer des électeurs qui auraient choisi un autre parti au premier tour, même s'il ne faut pas négliger le nombre d'électeurs qui ont surtout choisi de s'opposer à Emmanuel Macron.

Les différents sondages effectués lors de la séquence électorale 2022 permettent de dessiner les contours de l'électorat RN, bien qu'ils aient pour écueil de décrire un électorat bien plus monolithique qu'il ne l'est à l'échelle des territoires. Plutôt masculin, le vote RN séduit principalement les personnes âgées de 35 à 60 ans, tout en étant également le second parti de la

UNE COHÉRENCE PLUS IMPORTANTE À L'ÉCHELLE TERRITORIALE QU'À CELLE DE L'HEXAGONE

Voilà l'électorat RN brossé. Cette image d'Épinal du vote RN pourrait laisser croire que l'électeur-type RN de Loire-Atlantique est le même que celui du Pas-de-Calais ou celui du Var le même que celui de la Nouvelle-Calédonie. Certes, les électeurs RN se retrouvent autour d'un vote commun et de certaines valeurs. Cependant, le vote RN est une somme de votes dont la cohérence se dessine davantage à une échelle territoriale plus petite qu'à l'échelle de l'Hexagone. Tout comme le vote PCF n'a pas été qu'un vote ouvrier, le vote RN n'est pas qu'un vote des xénophobes « petits patrons » de l'arc méditerranéen.

Lors de notre travail de thèse effectué entre 2014

« Le vote RN des anciens territoires ouvriers du Nord de la France est celui d'un désarroi économique et social, véritable sentiment d'abandon qui répond à la désindustrialisation de ces territoires. »

et 2017 dans le Pas-de-Calais et les Bouches-du-Rhône, nous avons pu constater que les raisons du vote pour ce parti dans ces deux départements se contredisaient, alors que les bulletins Front national glissés dans les urnes de ces différents territoires portaient *in fine*, le même message. Si dans les départements ouvriers du nord de la France, l'électorat du RN est fortement populaire, précaire et globalement assez homogène, dans le sud l'électorat frontiste est plus divers et globalement moins précaire. Le vote RN des anciens territoires ouvriers du nord est celui d'un désarroi économique et social, véritable sentiment d'abandon qui répond à la désindustrialisation de ces territoires. Dans les Bouches-du-Rhône, le vote frontiste est davantage celui de classes populaires en quête de respectabilité. Propriétaires, ces populations sont néanmoins souvent limitées en ressources économiques, ce qui explique leur installation dans des communes périurbaines et leur volonté de se distinguer des autres classes populaires, notamment celles issues de l'immigration. N'appartenant pas tout à fait aux classes moyennes, les électeurs frontistes du sud de la France craignent de « retourner » dans la classe populaire et se plaignent régulièrement des taxes, des impôts et des personnes qui bénéficient des prestations de l'État-providence : les immigrés principalement. Le processus de distinction et de stigmatisation de l'immigré répond au clivage qu'avaient déjà décrits Norbert Elias et John L. Scotson dans *Logiques de l'exclusion* (Fayard, 1997). Si ces électorsats sont sociologiquement distinguables (soulignons qu'ils ne sont pas les seules

« Il existe bien au sein du RN une aile droite économiquement libérale mais clairement conservatrice au niveau des mœurs et une aile gauche davantage sociale et surtout moins marquée par un conservatisme moral. »

catégories que l'on peut identifier au sein du RN), ils partagent certaines conceptions politiques dont un rejet plus ou moins fort de l'immigration, le ras-le-bol des politiques en tant que personnes mais souvent également « du politique » en tant que monde, une envie d'être tranquille, en sécurité. Ils sont généralement éloignés de la politique, malgré le mouvement des gilets jaunes qui a aussi mobilisé des personnes attirées par un vote RN. Leur participation, tout comme leur vote RN, est d'ailleurs souvent intermittente.

Au-delà de ce socle idéologique commun, les références idéologiques que nous avons pu observer en discutant avec les électeurs « septentrionaux » étaient une version dégradée de celle qui avait prédominé dans les anciennes cités minières où ils habitent. Les électeurs RN y sont favorables à un État-providence redistributeur et à une augmentation du salaire minimum et ne se reportent quasiment jamais au second tour sur le candidat de droite mais plutôt sur le candidat de gauche quand ils ne s'abs-

tiennent pas. Il subsiste donc, dans cet électorat votant RN, une fibre sociale qui rend possible un « retour » vers la gauche (que souhaite par exemple François Ruffin) lorsque ces électeurs percevront que les partis de gauche prennent la défense de leurs causes et de leurs situations. Les électeurs « méditerranéens » que nous avons rencontrés dans les Bouches-du-Rhône ont quant à eux des positions parfaitement semblables à celles des électeurs de la droite classique. Ils sont ainsi favorables à une baisse des impôts, à un désengagement de l'État des affaires économiques, à une baisse des charges sur les entreprises et à la fin de « l'assistanat ». De même, là où les électeurs frontistes du nord se plaignent parfois du manque de lien social dans leur ville et la « mort » de leurs quartiers, leurs cousins du sud font le choix de vivre dans ces quartiers pavillonnaires pour leur tranquillité.

DES ÉLECTORATS DIFFÉRENTS IDÉOLOGIQUEMENT

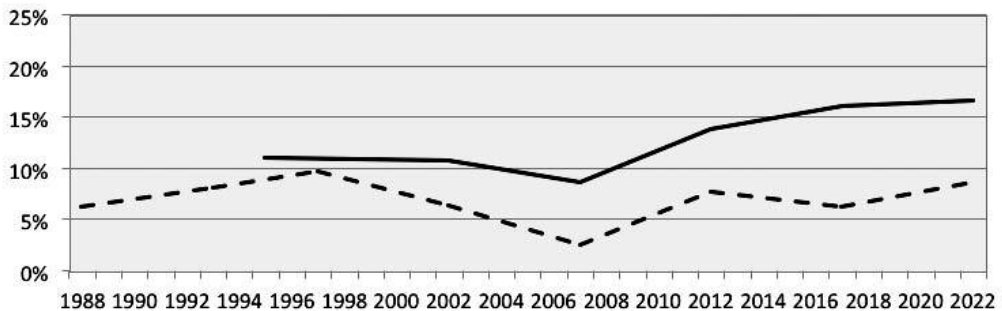
À cette opposition programmatique s'ajoute une opposition « philosophique ». En effet, les deux électorsats du Rassemblement national se ►►

►► caractérisent par des décalages cognitifs comparables mais différents. L'individualisme contemporain est en effet subi et clairement mal vécu dans le Pas-de-Calais. Les habitants du bassin minier ont dû en une génération « bricoler » un système de valeurs censé se substituer aux identités collectives ouvrières qui ont disparu. Ils sont confrontés à un décalage entre un modèle basé sur la réussite individuelle et un contexte socio-économique délabré qui leur interdit localement cette réussite. Il y a ainsi un clivage entre l'ancien paradigme culturel ouvrier et collectif, qui s'incarnait dans les syndicats, l'esprit ouvrier, les estaminets et dans une moindre mesure la religion catholique, et la réalité actuelle d'un

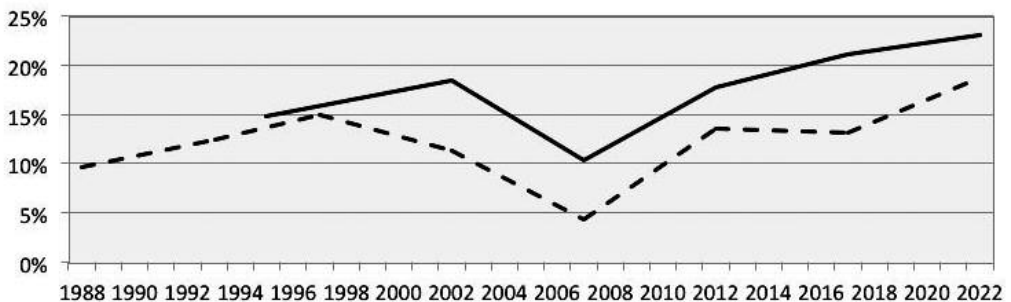
territoire sans référentiel collectif, les syndicats et lieux de sociabilisation ayant disparu. La rupture politique prend ici la forme d'un clivage intergénérationnel, la transmission de l'identité ouvrière s'étant rompue.

Dans les départements méditerranéens en revanche, le vote RN n'est pas la réponse à un problème d'identité collective aujourd'hui disparue. L'individualisme familial est assumé chez les électeurs du sud et ce n'est pas dans cet individualisme que l'on trouve un clivage cognitif. L'absence d'activité dans le quartier est vue de façon positive et entraîne un calme salutaire pour ces nouveaux habitants. Ces quartiers périurbains sont pour leurs habitants l'aboutis-

Évolution du score FN/RN aux premiers tours des élections présidentielles et législatives depuis 1988 en pourcentage de votes FN/RN par nombre d'inscrits



Évolution du score FN/RN aux premiers tours des élections présidentielles et législatives depuis 1988 en pourcentage de votes FN/RN par nombre de suffrages exprimés



— — Suffrages FN/RN par bulletins exprimés aux premiers tours des élections législatives
 — Suffrages FN/RN par bulletins exprimés aux premiers tours des élections présidentielles

sement de leur quête de l'exclusivité et du calme. On trouve néanmoins dans cet espace un décalage entre la volonté d'élévation dans la hiérarchie sociale, l'insécurité économique provoquée par les crédits contractés lors de l'achat d'un pavillon et le sentiment d'injustice face à d'autres classes populaires, d'origine immigrée notamment, à qui « l'État donnerait tout ».

Notons pour conclure que cette dualité sociologique existe également chez les cadres. Elle n'est certes pas aussi géographiquement marquée, mais il existe bien au sein du RN une aile droite économiquement libérale mais clairement conservatrice au niveau des mœurs et une aile gauche davantage sociale et surtout moins marquée par un conservatisme moral. Cette dualité aboutit régulièrement à des frictions voire à des scissions qui prennent la forme de conflits de

« Marine Le Pen a bénéficié de 5 millions de voix supplémentaires au second tour, alors que ce report n'avait été que de 2,9 millions en 2017. »

personnes mais dans lesquels transparaissent ces fractures idéologiques : scissions de Bruno Mégret, Florian Philippot, ainsi que l'émergence en 2022 de la candidature d'Éric Zemmour ayant rallié certains cadres de l'aile droite du RN. ■

*Arnaud Huc est docteur en science politique. Il est chercheur associé au centre d'études politiques et sociales de l'université de Montpellier.

Quelles résistances au Rassemblement national dans le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais

Une analyse du paysage social et politique du bassin minier permet de nuancer les différentes percées du Rassemblement national à l'élection présidentielle et dans les élections locales.

PAR **PIERRE WADLOW***

LA CHIMÈRE DE LA DROITISATION DES CLASSES POPULAIRES

Cela fait maintenant plusieurs années que l'on parle régulièrement d'une supposée « droitisation » des classes populaires. Ces classes populaires auraient largement délaissé la gauche pour se tourner vers l'extrême droite, cette droitisation se confondant ainsi souvent avec une « extrême droitisation ». Malgré son succès, cette théorie se confronte pourtant à plusieurs écueils à la fois historiques – il a toujours existé des classes populaires qui votent à droite – et aussi sociologiques – les classes populaires n'étant pas un tout homogène, plusieurs fractions de celles-ci continuent de voter à gauche. Enfin, les récentes analyses électorales montrent que le vote fron-

tiste se nourrit plus majoritairement d'anciens électeurs de droite que de gauche. Cette théorie vise donc à uniformiser un phénomène complexe dont les mécanismes diffèrent selon le territoire, l'offre politique, l'élection et le profil des habitantes et habitants.

Cependant, à la vue des résultats électoraux de ces dernières années, il semble indéniable qu'une

« Le RN semble séduire particulièrement des jeunes ou des populations nouvellement installées dans le territoire. »

partie de ces classes populaires vote maintenant régulièrement pour le parti de Marine Le Pen. En ce sens, le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais s'avère un terrain pertinent pour mieux comprendre ces processus. Ce territoire fortement populaire de 1 200 km² et de 1,2 million d'habitants, dirigé sans partage par la gauche pendant plus d'un siècle, fait maintenant face à des percées régulières du Rassemblement national. Alors comment analyser ces percées ? Ce territoire serait-il devenu un nouveau bastion de l'extrême droite ? Nous analyserons dans un premier temps le paysage social et politique du bassin minier, ce qui nous permettra de nuancer les différentes percées du RN. Puis nous essaierons de comprendre ce qui peut motiver les votes RN et les formes de résistance qui y existent.

UN PAYSAGE POLITIQUE ET SOCIAL CONTRASTÉ Un territoire populaire historiquement à gauche

Comme avancé précédemment, le bassin minier est un territoire qui concentre un grand nombre de difficultés sociales. Le taux de chômage y est de 19,7 %, dix points au-dessus de la moyenne nationale et le taux de pauvreté de 23,1 %, soit huit points au-dessus de la moyenne. Le niveau de formation est lui relativement bas. On observe une surreprésentation des non-diplômés, 20 à 30% dans le bassin minier contre 18% en France. Enfin, la proportion d'ouvriers est dix points plus élevée ici que dans le reste de la France. Ces difficultés sont en partie liées à la fermeture des mines dans les années 1990 puis à la délocalisation de plusieurs industries. Ces différentes évolutions sociales et économiques ont affaibli la gauche qui était jusqu'alors très fortement insérée dans ces mondes du travail. Le PCF et la

CGT étaient quasiment hégémoniques dans le monde de la mine, alors que le PS était plus présent dans les syndicats d'enseignants ou les amicales laïques.

Des percées frontistes à relativiser

Dès 2012, Marine Le Pen commence à faire de très bons scores dans le Nord (22 %) et dans le Pas-de-Calais (25,5 %). Ces scores ont continué de grimper en 2017. Dans le Nord, elle arrive devant Mélenchon avec 28,22 %, comme dans le Pas-de-Calais avec 35 % des suffrages exprimés. Ces résultats se font encore plus forts dans les communes du bassin minier. Dans son fief de Hénin-Beaumont, elle fait 46,5 % au premier tour, devant Mélenchon – 19,07 % – devançant lui-même Macron et ses 14 %. Ces résultats donnent à voir l'une des spécificités du paysage politique du bassin minier qui est la très faible présence de la droite traditionnelle. À la présidentielle, les candidats LR obtiennent des scores deux fois plus faibles que dans le reste du pays. On observe donc une polarisation des électeurs populaires du bassin minier entre l'extrême droite et la gauche, bien plus qu'une droitisation uniforme.

Mais, au-delà de l'élection présidentielle, le RN ne parvient pas à transformer l'essai à l'échelon local. Ainsi, sur les 251 mairies, 37 ont un maire PCF, 39 un maire PS et 41 un maire affiché comme divers gauche. Cela fait une mairie sur deux qui est dirigée par une ou un maire de gauche. Si l'on regroupe les différentes mairies en grandes familles politiques et en retirant les maires affichés « sans étiquette », on observe que 75% des communes du bassin minier ont élu un maire de gauche. Cela démontre des difficultés du RN à s'implanter localement dans ce territoire. À Avion, alors que Marine Le Pen est créditée de 39% au premier tour de la présidentielle de 2022, le RN n'a pas réussi à présenter de liste lors des dernières municipales.

Enfin, l'abstention est un autre facteur permettant de nuancer les résultats du RN. Elle est toujours plus élevée dans le bassin minier que dans le reste de la France.

ANALYSE DES VOTES RN ET DE SES RÉSISTANCES

Analyses sociologiques du vote FN

La question des ressorts sociologiques du vote FN est relativement bien abordée par les sciences sociales. Nous retiendrons ici deux analyses qui

« Au-delà de l'élection présidentielle, le RN ne parvient pas à transformer l'essai à l'échelon local. Le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais n'est pas forcément voué à devenir l'un des bastions du Rassemblement national. »

« À Lens, il semble que les électeurs et électrices historiques de la gauche soient restés en grande partie fidèles à leurs orientations politiques ou qu'ils se soient réfugiés dans l'abstention plutôt que vers le RN. »

peuvent se vérifier dans le cas du bassin minier. Les travaux fondateurs du Britannique Richard Hoggart sur les classes populaires (*La Culture du pauvre*, 1970) ont mis assez tôt l'accent sur le lien entre représentations du monde social et rapport à la politique. Il y développe une vision populaire du monde social clivée entre un « eux » et un « nous ». Cette vision, s'organisant autour d'interactions dans la famille, au travail ou avec des proches, tendait vers une politisation à gauche de ces classes populaires. Cependant, Olivier Schwartz et Paul Pasquali (« *La Culture du pauvre* : un classique revisité », *Politix*, 2016) ont noté une érosion de cette (di)vision du monde social au profit d'une conscience sociale devenue plus « ternaire » que « binaire ». Elle serait caractérisée par l'apparition d'un « ils » incarné par les fractions les plus précarisées des classes populaires. Cette nouvelle division pourrait favoriser un vote pour l'extrême droite qui cristalliserait la critique des « élites » et de « l'assistanat ».

L'autre élément qui se vérifie plutôt bien à Lens est le succès du vote frontiste chez les populations les moins insérées localement. Ainsi, si on regarde en détail les résultats par bureau de vote et selon les données sociodémographiques fournies par l'INSEE, on observe certaines différences entre l'électorat du RN et celui de gauche. L'élément marquant est le « faible » score de Marine Le Pen dans les bureaux de vote où se concentrent les ouvrières et ouvriers ou les retraités et retraitées peu diplômés vivant à Lens depuis plus de dix ans. C'est au contraire la gauche qui fait souvent ses meilleurs scores dans ces bureaux. Le RN réalise quant à lui ses meilleurs scores dans les bureaux de vote où se concentrent les populations les plus récemment installées à Lens. Il semble ainsi que les électeurs et électrices historiques de la gauche soient restés en grande partie fidèles à leurs orientations politiques ou qu'ils se soient

réfugiés dans l'abstention plutôt que vers le RN. Quant au RN, il semble séduire particulièrement des jeunes ou des populations nouvellement installées dans le territoire.

Exemples de victoires pour la gauche

Pour conclure, revenons sur deux victoires électorales de la gauche sur le RN. D'abord, la réélection du maire socialiste sortant à Lens lors des municipales de 2020, sur une liste d'union avec le PCF. Celui-ci a été élu dès le premier tour à 56% contre le candidat RN qui ne récolte que 23% des suffrages. Malgré le contexte spécifique lié à la covid, cette élection illustre bien les difficultés pour le RN à s'implanter localement. Le parti d'extrême droite a présenté un candidat né à Marseille et formé à Paris, alors que le candidat de la gauche est né et a grandi à Lens. Situation similaire lors des législatives de 2022 avec l'élection de Jean-Marc Tellier comme député de la troisième circonscription du Pas-de-Calais, celle de Lens. Originaire du bassin minier, le candidat du PCF, élu sous l'étiquette de la NUPES, a battu le candidat du RN, de même que lors des municipales, au deuxième tour. L'écart de voix y était cependant beaucoup moins grand, la victoire s'étant jouée à soixante-dix voix près.

« 75% des communes du bassin minier ont élu un maire de gauche. »

Ces deux campagnes victorieuses ont en point commun d'avoir mis l'accent sur le local. Cela s'est incarné à plusieurs niveaux. Les deux candidats de la gauche avaient implanté leur local de campagne au cœur du centre-ville et ils étaient ouverts tous les jours. Au contraire, le RN n'en avait pas pour les législatives et celui des municipales n'était pas accessible au public. Quant aux tracts, ceux de la gauche ont mis l'accent sur des figures locales aux dépens de personnalités nationales. Jean-Marc Tellier avait par exemple mis en avant les douze maires de la circonscription qui le soutenaient et la figure de Jean-Luc Mélenchon était quant à elle absente. Le RN a fait le choix inverse en nationalisant au ►►

► maximum ces élections, Marine Le Pen était présente sur chacun des tracts. La différence de résultats entre ces deux élections et les bons résultats du RN à la présidentielle démontrent l'importance de l'ancrage territorial pour les élections locales ainsi que la volatilité d'une partie de l'électorat frontiste.

Nous pouvons tirer plusieurs leçons de l'étude du bassin minier. Tout d'abord, le fait que l'ensemble des classes populaires ne se sont pas tournées vers le RN. Une partie d'entre elles, les plus insérées dans leur région entre autres, conti-

nent de se tourner vers la gauche. Nous avons aussi vu qu'une partie de l'électorat du RN ne se mobilise pas pour le parti d'extrême droite à chacune des élections. De plus, avec les récentes victoires de la gauche au niveau local, on peut voir que les percées de l'extrême droite ne sont pas irrémédiables et que le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais n'est pas forcément voué à devenir l'un de leurs bastions. ■

*Pierre Wadlow est sociologue. Il est doctorant en sociologie à l'université de Lille.

L'extrême droite dans l'Hérault

La montée de l'extrême droite héraultaise serait-elle l'illustration de la France des villes contre celle des campagnes ? La conclusion est tentante mais inexacte.

PAR NICOLAS COSSANGE*

L'Hérault est un département coupé en deux. L'ouest et ses trois circonscriptions ont toutes basculé dans le Rassemblement national (RN), l'est et ses six circonscriptions sont partagés entre la France insoumise et la majorité présidentielle.

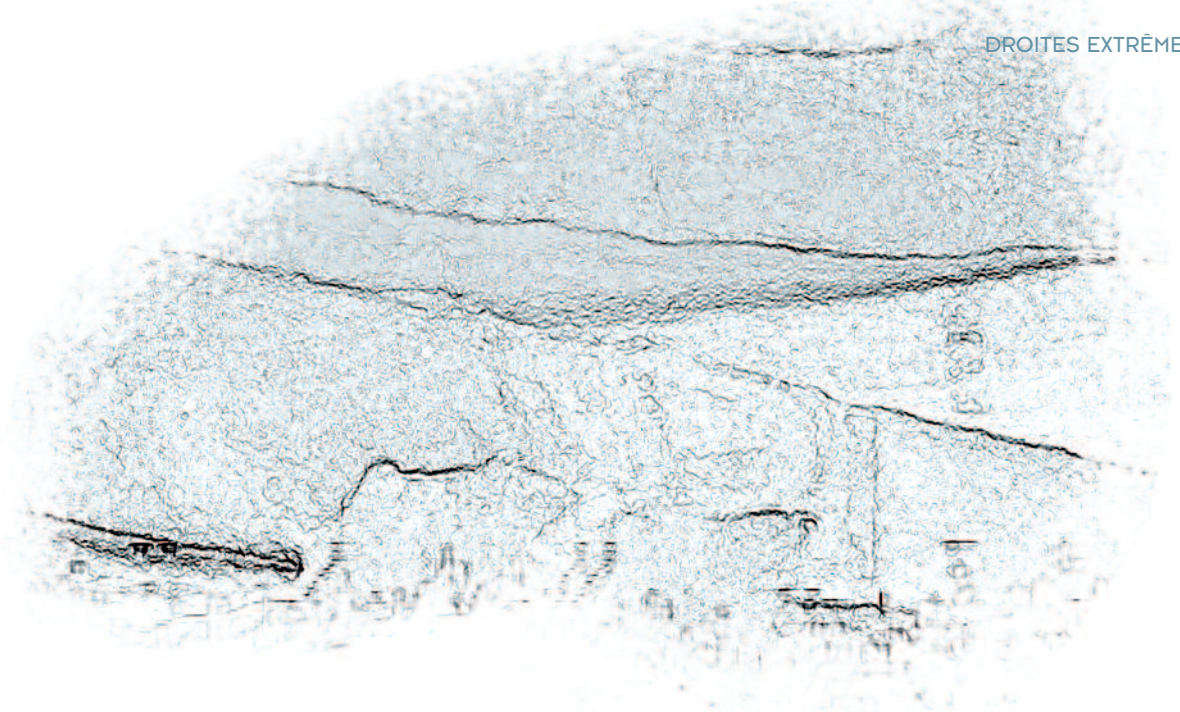
Il s'agit d'un découpage politique, social et économique. À l'ouest, l'Hérault rural, péri-urbain, les anciennes places fortes de l'industrie (Béziers-Sète) et de la viticulture. À l'est également, du rural et du péri-urbain, des zones viticoles en souffrance aussi mais surtout le poids démographique, économique et social de la métropole de Montpellier.

Dans le montpelliérain, le RN n'est présent au second tour « que » dans deux circonscriptions (4^e et 8^e). Il y est battu de justesse par LFI. En revanche, il manque de peu la qualification pour le second tour dans deux autres circonscriptions remportées par les candidats macronistes (1^{er} et 9^e) où c'est le score important des candidats de Zemmour qui l'élimine. Au premier tour, sur ces deux circonscriptions comprenant des parties significatives de Montpellier et de nombreux quartiers populaires, l'extrême droite cumulée est la première force politique. Pourtant aux municipales de 2020, elle ne dépassait pas les 5% à Montpellier.

AGGRAVATION DES CONDITIONS DE VIE, TERRE D'INÉGALITÉS

La cartographie du vote RN (et Zemmour) se calque sur celle de l'abstention et celle de l'aggravation des conditions de vie. C'est dans les quartiers de Montpellier et leurs alentours où prédomine la classe moyenne que le vote d'extrême droite progresse, s'amplifiant au fur et à mesure que l'on s'éloigne de la métropole. Dans les quartiers populaires, l'abstention est majoritaire avec l'émergence d'un vote antiraciste sur les candidats LFI, vote réflexe face à l'irruption surmédiatisée des thèses d'Éric Zemmour. Vote

« Nous devons avoir une analyse dialectique de la situation, de l'état réel de la lutte des classes et faire les choix politiques qui en découlent pour nous donner les leviers de battre cette extrême droite. »



y compris relayé par les mosquées et, bien qu'il ne faille pas limiter ce vote à un réflexe religieux dénué de vote de classe, il existe et la situation mérite d'être analysée sérieusement.

À l'ouest, le double phénomène d'abstention massive des classes populaires et de vote RN des classes moyennes est exacerbé par l'explosion des inégalités sociales et le déclasserement de la population.

À l'image du bassin minier ou de la Lorraine, c'est un territoire frappé de plein fouet par une profonde destruction de son économie entre la fin des années 1980 et les années 2000. L'agriculture, notamment la viticulture, et les poches industrielles (Béziers, bassin de Thau) qui ont fait l'économie héraultaise, ne représentent plus aujourd'hui qu'un emploi sur dix. Pour la viticulture, c'est une baisse de 35% sur la période ! La tertiarisation à outrance, en particulier le tout-tourisme, est directement responsable de l'effondrement de l'économie locale et de la moyenne de 25% de chômage sur le territoire.

La comparaison avec le nord et l'est s'arrête au fait que le territoire a connu une forte poussée démographique sur la période, due à plusieurs facteurs parmi lesquels l'explosion des résidences secondaires, dans le développement pavillonnaire (souvent sur les vignes arrachées) pour les classes moyennes et les retraités quittant les villes, souvent issus d'autres régions. Ces territoires sont aussi le fief d'une très riche bourgeoisie composée de grandes et anciennes familles, souvent héritières des fortunes du vin et de l'in-

« Le double phénomène d'abstention massive des classes populaires et de vote RN des classes moyennes est exacerbé par l'explosion des inégalités sociales et le déclasserement de la population. »

dustrie, ou de « nouveaux riches » de l'industrie touristique. C'est une terre d'inégalités, marquées territorialement, visibles et palpables dès le plus jeune âge.

EFFACEMENT DE LA DROITE

La droite a d'abord bénéficié politiquement de ce cocktail mêlant vieillissement de la population et ghettoïsation des classes sociales : Béziers, Agde, Sète ont toutes basculé entre 1995 et 2001. L'extrême droite l'a remplacée progressivement par un phénomène de glissement engagé dès 1998 aux élections régionales où l'UDF s'est alliée au FN pour conserver la région à droite, avant que cette logique ne prenne la tournure d'une véritable fuite en avant. ▶▶

►► Pour la droite, le constat est sans appel. Même dans ses bastions locaux (Agde, Sète, quelques villages dans le Biterrois), elle est systématiquement laminée à toutes les élections nationales et régionales. Pire, aux élections municipales de 2020, elle n'a pas fait 5 % dans la ville de Béziers qu'elle a pourtant gérée pendant dix-neuf ans. Elle n'avait aucun ancien élu sur sa liste... à la différence de celle de Robert Ménard !

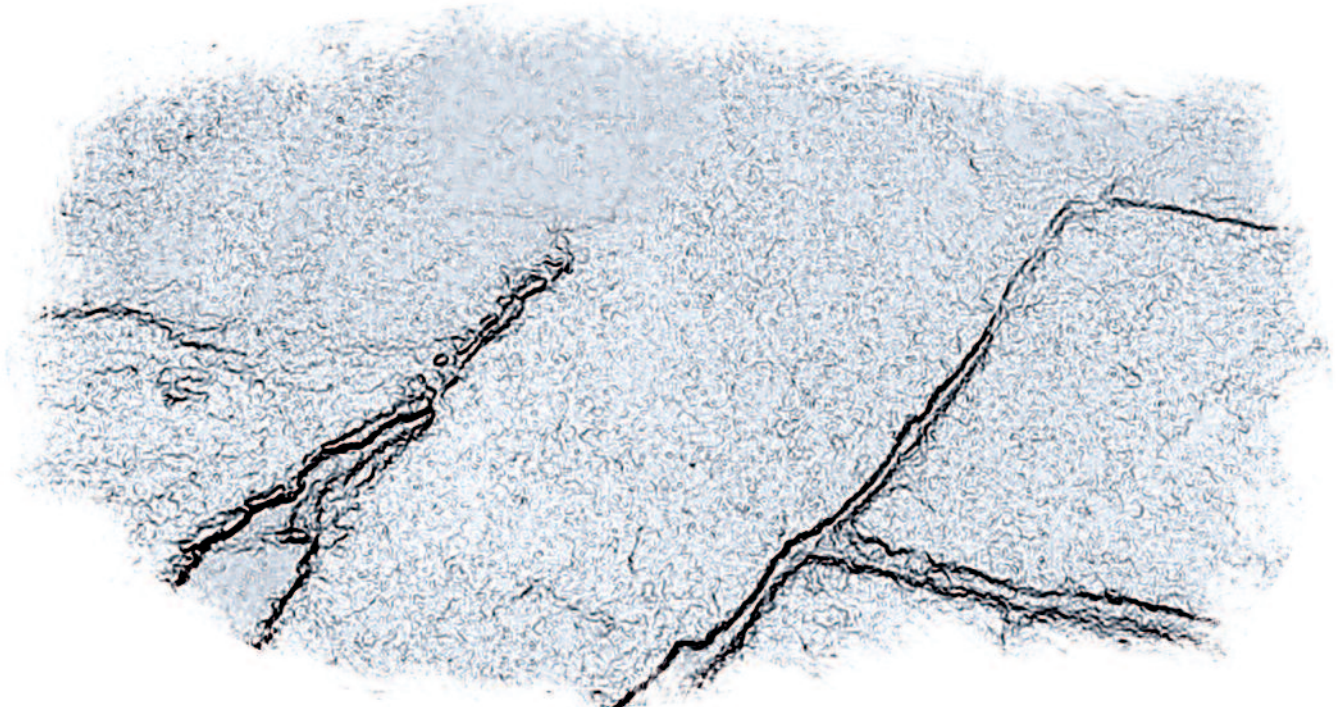
Pour autant, l'extrême droite n'échappe pas aux contradictions qui sont inhérentes aux particularités de la composition de son socle électoral. Elle prospère sur des inégalités qu'elle ne peut résorber et est portée par un personnel politique issu d'une petite bourgeoisie qui a accompagné les néfastes évolutions de la société héraultaise ; changer de braquet irait contre ses intérêts !

En dépit de notre récente incapacité à empêcher les circonscriptions de Sète où de l'Ouest-Hérault à tomber dans les mains du RN, l'extrême droite marque un coup d'arrêt depuis peu dans les élections locales. Les municipales, les régionales et les départementales furent un sérieux revers pour le RN et Robert Ménard dans l'Hérault, incapables de gagner des positions. C'est là où la logique des « blocs » montre ses limites, plusieurs électeurs ont voté Ménard aux municipales, Delga aux régionales et Macron ou Mélenchon à la présidentielle !

« Électoralement, la gauche est capable de gagner quand elle porte un projet de progrès social mais aussi paradoxalement quand la droite républicaine se maintient politiquement. »

Électoralement, la gauche est capable de gagner quand elle porte un projet de progrès social mais aussi paradoxalement quand la droite républicaine se maintient politiquement. La récente et forte irruption des thèses portées par Éric Zemmour (entre 5 et 9%) comme l'abstention record démontrent l'importance de mener la bataille idéologique, de ne rien céder mais surtout de ne rien leur abandonner. Nous devons avoir une analyse dialectique de la situation, de l'état réel de la lutte des classes et faire les choix politiques qui en découlent pour nous donner les leviers permettant de battre cette extrême droite. ■

***Nicolas Cossange** est secrétaire de la fédération de l'Hérault et membre du conseil national du PCF. Il est conseiller municipal et communautaire de Béziers.



Rassemblement national et classes populaires dans le bassin minier : témoignage militant

Crise de l'engagement, volonté de dédagisme, isolement, désespérance sociale... autant de mots qui traduisent l'état d'esprit des électeurs.

PAR **KAMEL BEN AZOUZ***

Ce qui caractérise d'abord ce territoire, c'est l'abstention. Les habitants expriment une forte défiance à l'égard de la politique. Ils peuvent signer nos pétitions, nous reconnaître pour telle ou telle action concrète, mais ils n'iront tout de même pas voter. Cette désaffection concerne toute forme d'engagement : autant les partis que les associations ou les syndicats. Ce n'est pas une crise des partis, c'est d'abord une crise de l'engagement, une conséquence de l'isolement et de la désespérance sociale. D'où nos actions concrètes pour redonner confiance en l'action collective.

« Fermetures d'usine, déclassement social, abstention populaire très forte... le RN prospère sur ces terreaux. »

Les électeurs du Rassemblement national que nous rencontrons justifient leur vote en disant : « Eux, on ne les a pas encore essayés. » La question du racisme est présente mais le vote RN renvoie d'abord à une guerre des pauvres. Smicards, titulaires du RSA, chômeurs, précaires : tous se regardent et se comparent. La culture du bassin minier, liée à l'histoire des mines, atténue ces tensions et ces divisions, mais elle ne suffit pas à produire un engagement électoral.

Ce qui est très présent, c'est le dédagisme, le « Tout, sauf Macron » qui peut conduire à voter Mélenchon comme Le Pen.

Dans le Pas-de-Calais, depuis de nombreuses années, nous vivons avec un RN à un très haut niveau. La stratégie a été de faire de Hénin-Beaumont un laboratoire, en y mettant les moyens, en surinvestissant le local par du national (venue de Marine Le Pen et de nombreux cadres). Nous sommes au cœur des enjeux de classe. Fermetures d'usines, déclassement social, abstention populaire très forte... le RN prospère sur ces terreaux. Ici, ils ne tiennent pas le même langage que dans le Sud par exemple.

Ce qui permet de contrebalancer ces dynamiques nationales favorables au RN, et qui permet de reconquérir des circonscriptions qui lui étaient acquises, c'est le réseau militant, la fine connaissance des gens, acquise grâce aux actions en dehors des périodes électorales. La candidature de Fabien Roussel, de ce point de vue, a été utile. Cette parole a été entendue et explique le bon accueil que nous avons eu pendant la campagne des législatives.

Plus largement, la distance entre Paris et la province, et le fait que beaucoup de décideurs politiques soient en Île-de-France posent un problème à la gauche. Les préoccupations d'une partie des classes populaires sont très loin de leur quotidien. D'où le risque que les appareils ne comprennent plus la base électorale qu'ils visent. ■

*Kamel Ben Azouz est trésorier de la fédération PCF du Pas-de-Calais.

La crise de régime en Grande-Bretagne et le fractionnement de la bourgeoisie

L'instabilité politique qui a frappé les différents gouvernements conservateurs depuis le Brexit est révélatrice des difficultés du capitalisme financier à restabiliser ses mécanismes de domination.

— PAR VINCENT BOULET —

La crise majeure que traverse le gouvernement de Liz Truss en Grande-Bretagne mérite une analyse. Ce qui se passe au sein des classes dirigeantes britanniques est en effet très important pour comprendre les divisions à l'œuvre entre les différentes fractions du capital à l'échelle internationale. Bien évidemment, cela ne revient pas à nier les particularités de la crise d'État en Grande-Bretagne, de ses médiations politiques. La crise est sociale : 20 % des Britanniques sont des travailleurs pauvres. Elle frappe en outre le projet national : la question irlandaise connaît une actualité nouvelle, qui ouvre la perspective de changements constitutionnels importants pouvant mener, à terme, à un référendum de réunification. La question écossaise, qui est assez différente, peut également connaître de nouveaux développements au cours des prochaines années. Ces crises se combinent avec une crise structurelle de régime qui reflète le fait que les différentes fractions du capital, jusqu'au sein même du capital financier, n'ont plus de projet commun pour restabiliser leurs mécanismes de domination.

LE BREXIT

Il convient de revenir sur un moment clé : le Brexit. Les dynamiques ultra-libérales et autoritaires à l'œuvre dans la partie de la bourgeoisie qui en a été le fer de la lance chez les conservateurs révèlent la tentation d'instaurer un nouveau régime d'accumulation du capital. Une partie de la finance, structurée autour des fonds d'investissement et des *hedge funds* (fonds spéculatifs), et non plus réellement autour des banques et des assurances, et pour qui absolument tout est source de profit, jusqu'à l'environnement et au corps humain, voyait l'Union européenne, produit de la phase néolibérale de la mondialisation capitaliste, non plus comme un allié mais comme un obstacle à la mise en place du nouveau régime d'accumulation auquel elle travaille. Elle a recherché des alliances du côté de l'extrême droite et d'un projet nationaliste de « *Britishness* ». Cela explique qu'aujourd'hui les forces sociales d'extrême droite n'ont à l'heure actuelle plus besoin d'un outil politique spécifique, tel que le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP), mais sont intégrées dans les franges les plus radicales du parti conservateur. L'European Research Group, par exemple, est l'expression de cette nouvelle synthèse droitiste. Il compte au sein du cabinet Truss neuf portefeuilles, dont la vice-Première ministre (Therese Coffey), la ministre de l'Intérieur (Suella Braverman), le ministre des Affaires étrangères (James Cleverly) et le Lord Chancelier, c'est-à-dire le ministre de la Justice (Brandon Lewis). Par ailleurs, la fragmentation de la mondialisation capitaliste n'est absolument pas pour elles un problème, mais une opportunité qu'elles saisissent, de même que les tensions militaires croissantes. Un phénomène semblable se déroule au sein du parti républicain étatsunien, ce qui explique pourquoi le trumpisme n'est pas un accident, mais le révélateur d'une évolution majeure dans une fraction de la bourgeoisie américaine.

L'INSTABILITÉ POLITIQUE

Cela ne se fait pas sans ouvrir de nouvelles crises. L'instabilité politique qui a frappé les différents gouvernements conservateurs depuis le Brexit, que ce soient les crises successives des gouvernements de Theresa May, ou

encore les multiples remaniements depuis la victoire conservatrice aux élections de décembre 2019, sous Boris Johnson et désormais sous Liz Truss, reflète ces fractionnements au sein de la bourgeoisie britannique. L'ambiance y est désormais crépusculaire. La dernière crise en date est la démission du chancelier de l'Échiquier, deuxième personnage du gouvernement britannique, Kwasi Kwarteng. La Grande-Bretagne en a ainsi compté quatre différents depuis juillet 2022. C'est inédit depuis Pitt le Jeune et la crise politique qui a accompagné la défaite de la Grande-Bretagne face à la révolution américaine, qui avait conduit à terme à une véritable refondation de l'État britannique au cours des décennies suivantes. Les modalités de cette chute sont également révélatrices : le « mini-budget » de Truss prévoyait des coupes sombres dans le budget de l'Etat par des réductions d'impôts massives pour les entreprises, comprenant la suppression du taux marginal d'imposition de 45 %, mais aussi une diminution drastique du financement de la sécurité sociale, déjà exsangue. C'est alors la fraction néolibérale de la bourgeoisie, proche de la Banque d'Angleterre, qui a donné la charge, portée par *The Economist*, opposé depuis le début au Brexit et aux différents gouvernements conservateurs.

UNE CRISE MAJEURE

La crise est donc majeure. Elle secoue l'ensemble du bloc bourgeois britannique dont la place dans le capitalisme mondial, si elle a beaucoup décliné, n'en reste pas moins importante. Tout ce qui fait point d'accord entre les différentes fractions du capital est donc d'autant plus important. Ici, il s'agit de la guerre. Depuis le début de l'invasion russe en Ukraine, le gouvernement britannique est, avec la Pologne, le principal pilier du soutien militaire du gouvernement ukrainien en Europe. Boris Johnson fut le premier chef d'État du G7 à se rendre à Kiev le 9 avril. Sa visite a marqué un changement de la position de Zelenski, la fin de pourparlers à Istanbul et la première mention de la « victoire » militaire ukrainienne comme condition pour des pourparlers de paix. Le gouvernement britannique est le premier fournisseur d'aide militaire en Europe, totalisant 2,3 milliards de livres sterling (chiffres de septembre 2022). Encouragé par Washington, le gouvernement britannique utilise la question de la guerre pour rétablir son influence en Europe et peser sur les orientations de l'UE en la matière, avec l'appui des gouvernements polonais et baltes. Londres redevient donc un acteur majeur de l'évolution des rapports de force au sein de l'UE à l'œuvre depuis le mois

de février. C'est dans ce contexte qu'il faut placer les tensions renforcées avec la France, y compris sur les questions de la pêche, mais aussi sur les questions militaires. L'annonce, le 14 octobre, de la constitution d'un « bouclier antimissile européen » autour de l'Allemagne, avec la participation de la Grande-Bretagne et structurellement lié à l'OTAN, sans la France, en est le dernier épisode en date. Autrement dit, l'évolution du gouvernement britannique manifeste le fait qu'une fraction du capital est prête à assumer que la guerre soit un débouché de la crise.

MOBILISATIONS SOCIALES ET ALTERNATIVE POLITIQUE

Dans ce contexte, il convient de souligner que le mouvement populaire et ouvrier ne demeure pas inerte, face à l'inflation qui atteint 10 % et à la flambée des tarifs de l'énergie. Les mobilisations sociales de l'été sont inédites depuis trente ans. Les dockers du plus grand port de fret britannique, Felixstowe, dans le Suffolk, ont fait grève pour la première fois depuis trois décennies. Le mouvement est puissant également chez les cheminots, et même chez les avocats. Le congrès annuel des syndicats (Trades Union Congress, TUC) a été reporté du 18 au 20 octobre. Cela sera un moment très important pour les prochaines étapes de la mobilisation sociale qui repose d'une manière nouvelle la question du débouché politique. La situation de la gauche britannique est en effet très contradictoire. Keir Starmer et la direction actuelle du parti travailliste ont tourné le dos au manifeste de 2019 de Jeremy Corbyn. Le discrédit profond des conservateurs place les travaillistes trente points devant le parti conservateur dans les sondages. Mais la question est : sur quelle orientation politique ?

La question politique que pose le mouvement social en Grande-Bretagne n'est pas de mener une politique d'aménagement, mais de rompre avec une orientation libérale générale incapable d'assurer un niveau de vie décent à une grande partie de la population britannique, incapable de lutter contre la pauvreté, contre l'inflation et d'augmenter les salaires. Autrement dit, cela revient à poser la question d'une alternative politique et de ses outils, de ses médiations politiques, afin de constituer une majorité sociale et politique autour du salariat. La manière dont la gauche britannique pourra répondre à cette question dans les prochaines semaines et les prochains mois sera déterminante pour l'avenir du pays et du peuple britannique, mais aussi pour l'ensemble de l'Europe. ●

Texte écrit le 16 octobre 2022.

Droite vs woke, ou dérives vs obsession

Le wokisme, un adversaire caricatural et idéal qui fracturerait l'unité républicaine !

— PAR GÉRARD STREIFF —

Depuis des mois, *Le Figaro* multiplie les papiers polémiques contre la « pensée woke ». Le journal consacre à ce thème une place invraisemblable, ses plumes commentent à n'en plus finir tout signe de dérive identitaire. Ce faisant, le quotidien en exagère manifestement l'importance. C'est un peu comme si ce sujet représentait pour lui l'adversaire caricatural et idéal.

« Ainsi fonctionne en boucle la pensée de la droite macronienne, nostalgique d'un monde d'avant, d'avant 68, d'avant Marx et Freud aussi. »

Responsable de la rubrique idéologique, Eugénie Bastié mène la charge contre cette « radicalisation venue d'Amérique » et parle de « nouvelle trahison des clercs », thèmes qu'elle reprend dans son livre *La Guerre des idées* (Laffont, 2021). Anne de Guigné, de la rubrique économique du même journal, publie un essai sur *Le Capitalisme woke* (Éditions de la Cité, 2022) dans lequel elle détaille et fustige « les dérives des entreprises tentées de s'aventurer sur le terrain des valeurs (woke) ». Au palais du Luxembourg, le groupe LR impose un débat sur « le wokisme qui a traversé l'Atlantique pour devenir une bannière sous

laquelle des militants tentent de fracturer l'unité républicaine ». Le très réactionnaire Max Brisson somme le gouvernement de « réagir fermement à la repentance perpétuelle, aux déboulonnements de statues et à l'écriture inclusive qui se vulgarise dans l'enseignement supérieur ». Pur délire, dira-t-on, alors que le même sénateur doit admettre que 90% des Français « disent ne jamais en avoir entendu parler ». Le président Macron lui fait cependant répondre, *via* sa secrétaire d'État à la Jeunesse, qu'il garde un œil sur « la menace du wokisme qui vient des USA » !

QU'EST-CE QUI SE CACHE DERRIÈRE CETTE PSEUDO-INDIGNATION DE LA RÉACTION ?

La droite croit-elle vraiment que le wokisme menacerait la civilisation ? Des éléments de réponse se trouvent sans doute dans les textes du colloque qui s'est tenu, début janvier, à la Sorbonne, intitulé assez pompeusement : « Après la déconstruction : reconstruire les sciences et la culture » et consacré (comme cet intitulé ne le dit peut-être pas) à la pensée woke. L'initiative, financée par le ministère de l'Éducation, s'est déroulée en présence de l'ex-ministre Jean-Michel Blanquer. Elle a réuni une soixantaine d'universitaires, conviés par Pierre-Henri Tavoillot, président du Collège de philosophie, avec pour partenaire le Comité Laïcité République et l'Observatoire du décolonialisme en la personne de son rédacteur en chef Xavier-Laurent Salvador. Répartis en trois sections et douze tables rondes, les intervenants ont pu dire tout le mal qu'ils pensaient de la « déconstruction »,

concept qui chapeaute, englobe, recouvre désormais à leurs yeux la pensée woke.

L'ex-ministre Blanquer est longuement intervenu à l'ouverture des travaux. Une intervention faite à la va-vite, genre : « Il s'agit de re-républicaniser l'école car l'école de la République est une école de la République (*sic*, tous les discours sont consultables sur le site de l'Observatoire du décolonialisme). Certains cherchent à ringardiser l'approche française de la laïcité, à nous dire qu'elle serait un concept spécifiquement français, incompréhensible ailleurs. Je prétends totalement le contraire. Il y a d'autres pays que le nôtre qui ont connu ou qui connaissent la laïcité, à commencer par la Turquie ou l'Uruguay... » Mais on comprenait vite qu'à ses yeux, pour reprendre une formule d'Élisabeth Roudinesco, les partisans de la pensée woke « ne seraient qu'un ramassis de néo-féministes, d'islamo-gauchistes, de déboulonneurs de statues, de LGBTQIA+, adeptes de la "culture de l'annulation" (*cancel culture*), tous complices des attentats contre *Charlie Hebdo* et Samuel Paty. Ils auraient ainsi "gangrené" l'université française pour la transformer en un vaste campus américain ».

Dans le sillage du ministre, on entendit ainsi Mathieu Bock-Côté, gourou de l'ultradroite zemmourienne ; Pierre-André Taguieff qui qualifia Derrida de chef « d'une secte intellectuelle internationale hostile à

l'homme blanc » et assimila le wokisme à un « ethnocide » ; l'historien Pierre Vermeren expliquant que tout cela était la faute de la « décomposition dramatique et sanglante de l'Algérie française », que la France était devenue en somme une colonie africaine dominée par trois « déconstructionnistes » venus d'Algérie : Derrida (encore), Althusser et Hélène Cixous ! Des dérives (woke) d'un côté, des outrances de l'autre : quel étrange colloque qui se proposait pourtant de « reconstruire les sciences et la culture ».

Mais le propos le plus étonnant, le plus révélateur peut-être, fut tenu par l'hôte de ce symposium, Pierre-Henri Tavoillot, du Collège de philosophie. Il expliqua qu'il y avait déconstruction et déconstruction et théorisa dans un long exposé sa conception de l'histoire de la philosophie moderne : il y a eu trois temps, dit-il, trois âges dans le processus de déconstruction : une déconstruction positive en quelque sorte, celle initiée par Descartes, Spinoza, fondateurs de la raison et de l'humanisme ; puis vint une déconstruction un peu plus bancal, en tout cas plus radicale, « à coup de marteau », celle de Schopenhauer, de Nietzsche, de Freud, de Marx. Enfin est arrivé le troisième temps, celui des méchants, les vrais méchants, Derrida, Foucault, Lacan, Bourdieu et cie, ligüés à leur manière contre la République, la laïcité et la démocratie. Le problème des susnommés, c'est qu'ils déconstruisaient pour le pur plaisir de déconstruire ; ce sont eux qui auraient exporté leurs thèses aux États-Unis qui nous reviennent à présent sous la forme de la *french theory* ou wokisme, avec toute sa rhétorique sur les dominations de race, de genre, de religion, ses prétentions à l'intersectionnalité, ses idées que tout est domination, que le colonialisme européen est le pire du pire, que les décolonisations sont des illusions, tout comme le féminisme, etc. Ce troisième temps est celui de la « pensée 68 », le temps de l'anti-humanisme », de l'antidémocratie si parfaitement décrit par Luc Ferry et Alain Renaut dans leur essai (*La Pensée 68. Essai sur l'antihumanisme contemporain*, 1985), insiste Pierre-Henri Tavoillot qui nous ressert sans vergogne les thèses de ces deux auteurs. Ainsi fonctionne en boucle la pensée de la droite macronienne, nostalgique d'un monde d'avant, d'avant 68, d'avant Marx et Freud aussi. Sa dénonciation (facile) d'outrances identitaires lui permet de justifier son monde, inégalitaire, autoritaire et dur aux non-alignés. ●

CHAQUE GÉNÉRATION...

On sait que les revendications identitaires, qui travaillent la société occidentale, sont nées d'un phénomène de repli sur soi postérieur à la chute du mur de Berlin. Et s'il est vrai que les chercheurs qui les théorisent souvent de manière outrancière s'inspirent aujourd'hui, au moins en partie, des penseurs français des années 1970, cela ne signifie pas que les uns et les autres soient coupables d'un « ethnocide » (Taguieff) anti-occidental. À cet égard, les universitaires réunis dans ce conclave devraient, en vue de leur prochain colloque, réviser leur copie : on ne combat pas des dérives en faisant la guerre à l'intelligence.

Élisabeth Roudinesco,
Le Monde, 21 janvier 2022.

Marxisme et psychologie : l'exemple d'Henri Wallon

Au cours du XX^e siècle en France, des psychologues et des philosophes ont essayé de faire marcher ensemble la psychologie et la pensée de Marx, selon deux directions complémentaires : adopter un modèle marxiste (dialectique et matérialiste) pour la compréhension de la psychologie et de sa méthode ; faire de la psychologie et de la formation des personnalités individuelles un objet d'étude de première importance pour le marxisme.

— PAR **BENOÎT LÉPINAT*** —

UNE RELATION COMPLEXE

Rapprocher la psychologie de la pensée marxiste ne va pas de soi. Si la psychologie est l'étude de la personnalité individuelle et de ses formations psychiques, le marxisme est une philosophie de l'histoire et une analyse économique des rapports de production inhérents à une certaine formation sociale. De même, la psychologie cherche à comprendre la particularité des caractères, les déterminants qui pèsent sur les conduites individuelles, la genèse des subjectivités, quand le marxisme raisonne à partir des classes sociales et de leurs dynamiques et qu'il semble ramener les comportements individuels à la position occupée dans la division sociale du travail et donc dans le processus de valorisation du capital. Enfin, alors que la psychologie affirme son indépendance théorique vis-à-vis des autres disciplines en posant un domaine d'objets réservé et une

méthodologie propre, le marxisme semble bien partir du primat du matérialisme historique et de l'analyse des structures économiques et considère dès lors que les théories niant ce primat ont une fonction idéologique (souvent inaperçue) de défense des intérêts de l'ordre bourgeois. L'histoire du marxisme français au XX^e siècle est, à cet égard, marquée par l'opposition forte entre les tenants d'un

« humanisme marxiste » qui retrouvent dans le Marx des *Manuscrits de 44* une philosophie de l'homme, de sa liberté et de son essence, et les tenants de « l'antihumanisme théorique » qui, dans le sillage de Louis Althusser, identifient chez Marx une « coupure épistémologique » après laquelle la référence à l'homme ou à l'aliénation disparaît pour laisser la place à une analyse écono-

« L'émotion est l'occasion pour Wallon de donner à voir les intrications fondamentales entre les structures organiques de l'individu et les ensembles sociaux dans lesquels il évolue. »

mique des rapports de production – analyse pour laquelle l'échelle individuelle n'est plus pertinente pour comprendre ce qui se joue.

UNE FÉCONDITÉ INESPÉRÉE

Et pourtant, malgré ces nombreux obstacles, il a existé au cours du XX^e siècle en France des psychologues et des philosophes qui ont essayé de faire marcher ensemble la psychologie et la pensée de Marx, selon deux directions complémentaires : adopter un modèle marxiste (dialectique et matérialiste) pour la compréhension de la psychologie et de sa méthode ; faire de la psychologie et de la formation des personnalités individuelles un objet d'étude de première importance pour le marxisme.

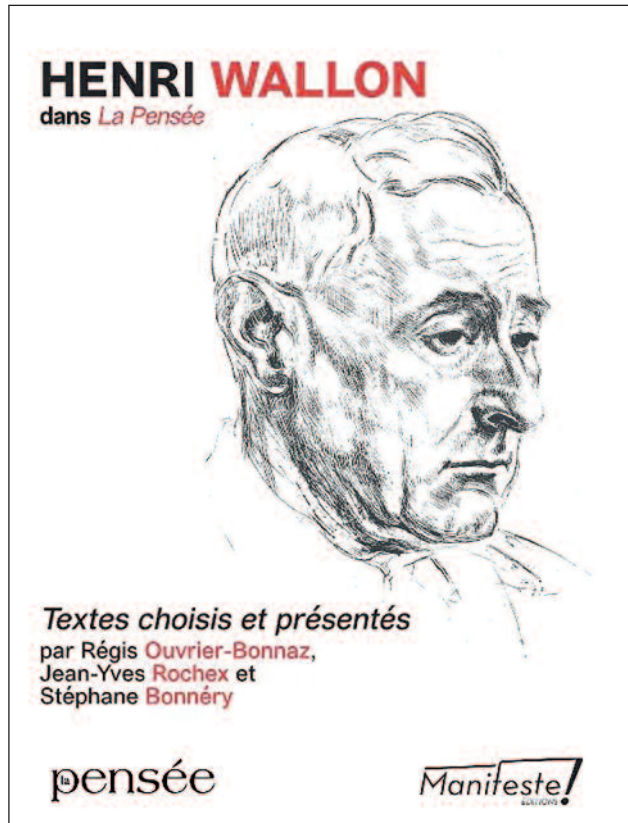
Dans la première moitié du XX^e siècle, ces penseurs ont d'ailleurs été aidés par la situation institutionnelle de la psychologie qui n'est pas encore strictement séparée de la philosophie, cette séparation n'intervenant que progressivement après la Seconde Guerre mondiale. Henri Wallon, Ignace Meyerson ou encore Georges Politzer et, plus tard, Lucien Sève ou Philippe Malrieu, voilà autant de penseurs, philosophes et psychologues, qui ont essayé, à des degrés variés et avec des perspectives différentes, de penser une articulation possible entre théorie psychologique et pensée marxiste.

Henri Wallon (1879-1962), grand psychologue de l'enfant et « rival » de Jean Piaget, est sans doute celui qui, en France, incarne de la manière la plus affirmée cette tentative. Wallon qualifie lui-même sa théorie de « psychologie génétique », puisqu'il étudie la genèse de la personnalité individuelle chez le petit humain, de la naissance à l'adolescence. Cette approche génétique le rend particulièrement sensible aux différents processus de formation des

fonctions psychologiques et l'amène à concevoir un modèle *dialectique* pour la psychologie : « La psychologie est postée au confluent des actions réciproques qui s'exercent entre l'organique et le social, entre le physique et le mental, par l'intermédiaire de l'individu. Cette conception activiste de la réalité

est celle qui a reçu le nom de dialectique » (*La Vie mentale*, 1938). Deux points importants de sa psychologie donnent à voir la manière dont psychologie et marxisme s'articulent dans sa compréhension de la formation du psychisme : l'« impérite » du nouveau-né et la théorie des émotions. ►►

« La situation d'impérite caractérise la manière d'être au monde du nouveau-né, puisqu'il est placé dans une situation d'extrême dépendance vis-à-vis de son milieu, de son entourage immédiat. »



» LA NOTION D'IMPÉRIE

La situation d'impérite caractérise la manière d'être au monde du nouveau-né, puisqu'il est placé dans une situation d'extrême dépendance vis-à-vis de son milieu, de son entourage immédiat. La totalité de ses activités physiques et de ses expressions corporelles est donc tournée vers l'extérieur et vers les personnes dont il doit obtenir l'assistance pour se nourrir, pour déplacer son corps ou pour être soigné et réconforté. Ce premier état par lequel débute toute existence humaine doit avoir, selon Wallon, une importance décisive pour la compréhension du développement psychologique. Il ne suffit plus de parler d'influence du milieu ou des structures sociales sur l'individu au sens d'un ordre extérieur qui viendrait agir sur la trajectoire individuelle, il faut au contraire penser l'interaction du milieu et de la personnalité, avant même que les premiers éléments de cette personnalité soient formés. C'est ce qui fera dire à Wallon que l'humain est un être « génétiquement social » : son existence s'ouvre avec le milieu ambiant et sa participation à ce milieu avant de progressivement s'en détacher. Mais dans la mesure même où ce « détachement » se fait toujours *par rapport* à ce milieu et *dans* les relations multiples et complexes qui ont été tissées avec lui, alors le « social » est toujours présent dans l'individuel, sur un autre mode. C'est à partir de cette théorie de l'impérite que Wallon s'opposera en psychologie à Piaget et en philosophie à Bergson. L'enfant n'est pas une entité fermée sur elle-même, d'abord incapable d'entrer en contact avec le monde extérieur et qui parviendrait à la connaissance objective en laissant progressivement entrer, dans sa subjectivité radicale, le monde extérieur et ses objets. De même, la conscience personnelle et l'intériorité sont des constructions tardives et fragiles et pas du tout des « données immédiates ». Il faut donc, en psychologie, redéfinir l'individualité psychique et les milieux avec

« Deux éléments de la psychologie wallonienne, la notion d'impérite et la théorie des émotions, montrent que l'hybridation du marxisme et de la psychologie est possible et fructueuse. »

lesquels elle entre en symbiose. Pour Wallon, c'est la théorie de Marx qui donne la meilleure assise philosophique à cette révolution psychologique.

UNE THÉORIE DES ÉMOTIONS

On retrouve également cette dynamique à l'œuvre chez Wallon avec sa théorie de l'émotion que nous contenterons ici d'esquisser. À propos des émotions et de leur rôle, Wallon écrit : « Par elles, l'individu appartient à son milieu avant de s'appartenir à lui-même. Sur le plan psychologique, c'est une sorte de communisme primitif. Et c'est là sans doute la première phase par où passe la conscience de l'enfant » (« L'étude psychologique et sociologique de l'enfant », 1947). Comme pour l'impérite, l'émotion est l'occasion pour Wallon de donner à voir les intrications fondamentales entre les structures organiques de l'individu et les ensembles sociaux dans lesquels il évolue (l'émotion prend son sens en étant perçue par d'autres humains). Si elle exprime d'abord le ressenti de son propre corps par le petit humain, elle a en fait une fonction expressive : la contagiosité extrême de l'émotion d'un individu à l'autre assure une forme de socialité première, prélangagière, qui permet la communication quand les autres voies font encore défaut. Mais précisément, toutes ces caractéristiques de l'émotion la rendent problématique dans un stade ultérieur du développement psychique : elle devient au contraire ce qui entrave la rationalité et la communication lan-

gagière. Comprendre comment la nature apparemment contradictoire de l'émotion s'explique par son rôle dans le développement global du psychisme, c'est donc nécessairement en donner une explication dynamique et dialectique que Wallon, à nouveau, place sous l'égide de Marx. Ces deux éléments de la psychologie wallonienne montrent que l'hybridation du marxisme et de la psychologie est possible et fructueuse. On l'a dit, Wallon n'est pas le seul à l'avoir tentée. Il y a là non seulement un ensemble de théories originales à (re)découvrir mais aussi une autre histoire des idées à arpenter. ●

*Benoît Lépinat est philosophe. Il est doctorant à l'université Paris-1 Panthéon-Sorbonne.



Robert Dussart, une histoire ouvrière belge

La vie de Robert Dussart représente un siècle de luttes sociopolitiques.

À partir d'un cas concret dans un espace délimité (la plus grande usine de Charleroi), nous plongeons dans le passé du Parti communiste belge (PTB) et de la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB), ce qui permet de bien saisir la relation souvent houleuse entre le grand syndicat de gauche et les communistes.

— PAR **ADRIAN THOMAS*** —

Robert Dussart a grandi parmi les Chevaliers du travail. C'est un petit syndicat de mineurs et de métallos radicaux et autonomes du Parti ouvrier belge, l'ancêtre du Parti socialiste. La plupart sont concentrés au cœur du bassin industriel de Charleroi. Le Pays noir a longtemps tiré l'économie belge grâce à ses charbonnages et à sa métallurgie. En son centre se trouvait le fleuron national de l'électromécanique : les Ateliers de constructions électriques de Charleroi (ACEC). Fondés en 1881, les ACEC fabriquaient de tout, comme du matériel ferroviaire et des câbles (repris aujourd'hui par Alstom et Nexans). Les chemins de fer, les centrales électriques, l'armée et la sidérurgie s'y sont longtemps équipés. Les ACEC, joyau du plus grand trust belge, la Société générale de Belgique, ajouteront à leur maison-mère de Charleroi (dix mille travailleurs) des usines dotées chacune d'un gros millier d'ouvriers à Herstal, à Gand et à Ruysbroeck (située en périphérie bruxelloise), c'est-à-dire aux quatre coins de la Belgique.

Les Chevaliers du travail sont mal à l'aise parmi des sociaux-démocrates trop conciliants et beaucoup rejoignent le petit parti communiste, surtout à l'occasion d'une grève très dure de mineurs en 1932. C'est lors de ce mouvement presque insurrectionnel que le père de Robert, comme d'autres de ses camarades Chevaliers, est exclu du pilier socialiste, qui place alors en bloc les syndicats, les mutuelles et les coopératives sous la tutelle du parti. C'est un traumatisme qui marque le jeune Dussart, âgé de 11 ans. Quatre ans plus tard, peu après

la grève du joli mois de mai 1936, Robert quitte l'école et entre aux ACEC. Il y restera cinquante ans.

Le patronat des ateliers, très antisyndical, n'aura aucun scrupule à se couler dans la collaboration durant la guerre. Son directeur-général aide en décembre 1940 la Gestapo à arrêter et inculper des grévistes de son usine d'Herstal. Treize ouvriers sont déportés. Seul Louis Neurey, leur meneur communiste, reviendra. En 1943, le personnel des ACEC fait grève contre le service du travail obligatoire en Allemagne, comme dans bien d'autres ►►

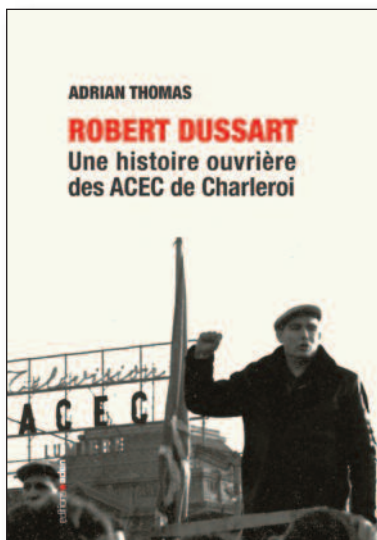
« Robert Dussart incarne un certain idéal type du syndicaliste communiste ouest-européen. Durant trente ans, il a été le dirigeant syndical emblématique d'une grande usine et un responsable politique national du PCB. »

► entreprises. Dussart est toutefois relégué à Leipzig dans un atelier ferroviaire. Maintes actions de résistance sont menées aux ACEC durant son exil, comme des sabotages.

LE TRAVAIL POLITIQUE DE LA CELLULE COMMUNISTE DE L'USINE

De retour à la Libération, Dussart ne s'engage pas au PCB, bien qu'il en soit sympathisant. Les communistes sont alors au faîte de leur gloire : 12,7% aux élections de 1946 (21% en Wallonie), quatre ministres (1944-1947), des postes clés à la tête de la FGTB et 88 000 adhérents (contre 10 000 pendant la guerre). Dussart veille surtout à ce que les anciens Chevaliers du travail, chassés en 1932, retrouvent leur place au sein de la maison du peuple de leur quartier de Dampremy à Charleroi.

Dans le même temps, les travailleurs des ACEC se radicalisent, surtout à partir de 1947 quand revient l'offensive sociale, et ils se tournent vers les syndicalistes communistes. Alors qu'ils sont chassés partout ailleurs de leurs responsabilités éphémères à la FGTB, à la suite de leur départ du gouvernement et de l'exacerbation de la guerre froide, les communistes deviennent hégémoniques au sein de la délégation syndicale des ACEC, jusqu'à occuper dès 1950 sa présidence. Cet essor, à rebours de la marginalisation rapide du PCB, est le fruit du travail politique de la cellule communiste de l'usine,



fondée lors de la grève de 1943. Dès lors, le personnel des ACEC devient la locomotive régionale du mouvement ouvrier. C'est pourtant l'exception qui confirme la règle car presque partout ailleurs les socialistes règnent sans partage sur les sections de la FGTB.

Cette tension, inconfortable pour des syndicalistes tiraillés entre syndicat socialiste omnipotent et petit parti communiste raidi par l'époque, éclate aux ACEC en 1954 lors d'une grève pilotée sans tact par le PCB. L'appareil socialiste de la FGTB-Charleroi tente d'isoler les syndicalistes des ouvriers. Sortis du conflit bredouilles mais sans trop de casse, les communistes des ateliers reconsidèrent l'approche rigide de leur travail syndical.

« Robert Dussart a construit son assise syndicale, certes originale et participative, sur une nette autonomie, envers son patron bien sûr mais aussi à l'égard des instances de la FGTB et même du PCB. »

Délégué syndical depuis 1951, Robert Dussart pousse ses camarades à plus de finesse. Leur introspection se conjugue vite au XI^e congrès du PCB (Vilvorde, décembre 1954) qui aboutit à un renouvellement complet de sa direction et à une orientation plus légaliste, consensuelle, mettant de côté une série de notions léninistes (dictature du prolétariat, parti d'avant-garde...). Surpris, Étienne Fajon, l'envoyé du PCF et du Kominform, grince des dents mais décide de ne pas leur en tenir rigueur. Dussart prend dès lors graduellement jusqu'en 1960 le relais de son prédécesseur, malade mais aussi en désaccord avec le tournant de Vilvorde, à la tête de la cellule du parti aux ACEC et de la délégation syndicale. Il est élu en 1960 au comité central du PCB.

Encore peu connu en dehors de son usine, Dussart va acquérir une certaine notoriété lors de la grande grève de l'hiver 1960-1961. La mémoire collective retiendra surtout son rôle clé de dirigeant local pendant ce mouvement qui paralyse le pays durant un mois contre un projet gouvernemental austéritaire (Loi unique). Cette grève, sans doute la plus importante de l'histoire belge, n'avait rien d'évident : le sommet de la FGTB est divisé quant à la stratégie à prendre et tempore, laissant le syndicat des services publics partir seul à la bataille. Sentant une grande colère ouvrière vis-à-vis de cette inconsistance, le PCB parvient alors à précipiter la grève en l'initiant dans ses derniers bastions industriels simultanément à la grève des services publics, y compris aux ACEC. De plus, des grévistes sont envoyés aux portes des usines voisines pour porter la bonne parole. Telles des dominos, les entreprises basculent dans la grève, qui se répand comme une traînée de poudre. La direction de la FGTB est forcée de suivre. Fort de son coup d'éclat pour tout le Pays noir, Dussart incarne le meneur syndical, entretenant la mobilisation par des manifestations presque quotidiennes. C'est



Manifestation à Bruxelles, le 3 janvier 1961.

Collectie / Archief : Fotocollectie Aneflo Reportage

à cette occasion que sont tissés de solides liens avec la CGT de Jeumont-Schneider (Maubeuge, Nord). À peine trente-cinq kilomètres séparent les deux usines du baron Empain. La délégation syndicale, menée par Ambroise Périn, récolte des fonds pour les grévistes belges. Cette solidarité financière leur sera rendue en octobre 1964 lors d'une grève locale à Jeumont et leur camaraderie perdura. De même, *Liberté*, le quotidien communiste du Nord-Pas-de-Calais, se rend aux ACEC et publie le 25 décembre 1960 un reportage de terrain bien documenté. *L'Humanité* et *Liberté* suivent attentivement le conflit. L'aide matérielle et morale du PCF et de la CGT aux grévistes belges sera substantielle.

La grève s'achève en demi-teinte mais connaît une troisième mi-temps : le patronat tente de se venger en licenciant abusivement les grévistes. Dussart affronte une double attaque : d'abord inculpé de vandalisme, il est pressé par sa direction de renoncer à son mandat

« Robert Dussart va acquérir une certaine notoriété lors de la grande grève de l'hiver 1960-1961. »

syndical pour répondre à la justice sans entacher l'entreprise. Il refuse et est mis à la porte. Mais la réaction rapide et massive du personnel des ACEC oblige le patron à renoncer à son coup de force. Après cette première victoire, Dussart est ensuite innocenté au tribunal. Ce franc succès dope l'engouement à son égard et renforce le regain de popularité du PCB. Les communistes recrutent toute une génération de syndicalistes

dans la métallurgie wallonne. Aux ACEC, la cellule connaît des sommets, passant de cent neuf membres (1960) à deux cent quarante-deux (1965). Dussart pousse son avantage au sein de la délégation syndicale, mais aussi grâce à son implication sincère dans un petit journal de prêtres-ouvriers. Certains sociaux-chrétiens, dont de jeunes ouvriers chrétiens, rejoignent ainsi le PCB. La cellule profite également de son engagement pacifiste à travers une section dynamique de l'Union belge pour la défense de la paix dans l'usine. Enfin, les communistes accompagnent le premier mouvement régionaliste wallon, qui apparaît d'abord comme le ciment unitaire des grévistes de 1960-1961. Sa dissidence envers le Parti socialiste accentue son intérêt, même si le PCB y reste à la marge. La cellule s'appuie sur *Dynamo*, sa feuille d'usine, sûrement la plus pérenne de Belgique, qui connaît un grand tirage. Le lecteur trouvera en ligne des descriptions détaillées de cette cellule dans ►►

►► un article publié dans le numéro 20 de la revue *Lava* (« Quarante ans de cellules communistes aux ACEC », 2021) et du rapport de Dussart au syndicalisme chrétien dans le numéro 18 de la revue du Centre d'animation et de recherche en histoire ouvrière et populaire (CARHOP).

LA VICTOIRE DES 36 HEURES

AUX ACEC

À partir de 1971, Dussart est appelé à jouer un rôle plus important, en intégrant l'exécutif régional de la FGTB et en entrant au bureau politique du PCB. Cette double ascension est extraordinaire. Pareille reconnaissance syndicale envers un dirigeant communiste de premier plan est un gage de respectabilité rarissime de la part des socialistes, pourtant jamais menacés dans leur hégémonie sur les bassins industriels wallons. Dussart va toutefois se concentrer en priorité sur le conflit social aux ACEC, confrontés à partir de 1975 au péril d'une dislocation. Il mobilise presque sans répéter les travailleurs des ateliers pour préserver l'emploi, avec un certain succès, mais bataille en vain pour doter les ACEC d'un statut de régie nationale comme Renault. Il change son fusil d'épaule en ciblant un autre type d'acquis social : la réduction du temps de travail. Fort de son élection au Sénat en 1977 (le seul ouvrier de l'hémicycle), Dussart assure ses arrières syndicaux en se présentant à la présidence de la FGTB-Charleroi. Un score insuffisant mais honorable lui permet d'obtenir carte blanche de son rival. Pesant assez lourdement dans le rapport de force, il lance en 1979 une grève pionnière pour les 36 heures hebdomadaires de travail aux ACEC, la plus longue que les ateliers aient connue (treize semaines). Dussart parvient à garder soudé le personnel face à un patronat arc-bouté sur ses positions et le force *in fine* à négocier. Les ACEC passent en quelques mois de 40 heures à 36 heures par semaine. C'est alors une victoire sans égal en Europe occidentale.

« À partir de 1971, Robert Dussart est appelé à jouer un rôle plus important, en intégrant l'exécutif régional de la FGTB et en entrant au bureau politique du PCB. »

La Vie ouvrière, la revue de la CGT, y consacre un reportage élogieux et prend en modèle cette avancée pour presser Mitterrand de tenir à l'avenir sa promesse de campagne en faveur de la réduction du temps de travail.

Vieilli, Dussart tente de maintenir les acquis sociaux et l'unité de la délégation syndicale, mais le patronat est décidé à disloquer les ACEC, en vendant ses meilleurs morceaux au plus offrant. Dussart repousse constamment son départ à la retraite car il sait que sa présence dissuade la direction d'un nouveau bras de fer. Mais peu après son départ en 1986, les vagues de licenciements commencent et ne s'arrêteront plus, jusqu'à achever le démantèlement en 1989. Les ACEC auraient pu connaître le sort de Philips ou de Siemens mais leurs actionnaires en ont décidé autrement.

Dussart entreprend ensuite une dernière mission impossible : sauver le PCB, comme dernier président francophone. Privé de députés en 1985, réduit à cinq mille membres, le PCB est asphyxié par la division inextricable entre le courant eurocommuniste de sa direction et les tendances soviétophiles de ses bastions ouvriers wallons. Dussart est toujours parvenu à se tenir au-dessus de la mêlée, ajustant à peu de chose près sa ligne politique à celle de Georges Marchais en France. La similitude du début de leur itinéraire laisse d'ailleurs songeur : le STO, l'allégorie du cadre thorézien (le métallo promu par le PC pour son syndicalisme). Mais le constat d'échec est sans appel. En 1990, fatigué, Dussart

renonce. Le PCB disparaît au profit d'un spectral PC Wallonie-Bruxelles. Retraité pour de bon, Robert Dussart consacra ses derniers efforts à conseiller les syndicalistes combattifs de l'usine de Caterpillar à Charleroi, avant de mourir en 2011.

Dussart incarne un certain idéal type du syndicaliste communiste ouest-européen, sur une très longue période. Durant trente ans, il a été le dirigeant syndical emblématique d'une grande usine et un responsable politique national du PCB. C'est une longévité rare en Belgique, mais aussi en France : par exemple, Roger Linet et Claude Poperen, les deux grands secrétaires généraux de la CGT à Renault-Billancourt, ne sont restés en fonction que dix ans, avant d'être appelés à d'autres tâches. Dussart a construit son assise syndicale, certes originale et participative, sur une nette autonomie, envers son patron bien sûr mais aussi à l'égard des instances de la FGTB et même du PCB. Son parcours appelle à des comparaisons plus fines avec d'autres dirigeants syndicaux et communistes, dans une démarche prosopographique internationale. La trajectoire de Dussart permet cependant de constater la durabilité d'une pratique syndicale axée sur la lutte des classes et guère marginale dans un espace-temps dépourvu de grand parti communiste (le PCB a compté huit mille à dix-neuf mille membres et 5 à 9% des électeurs en Wallonie de 1952 à 1981). ●

*Adrian Thomas est historien.

Le Défenseur des droits : une institution au service de la protection des droits fondamentaux des citoyens et des libertés

Créé en 2011, le Défenseur des droits est chargé de défendre les droits et les libertés individuelles. *Cause commune* a interrogé **Jacques Toubon***, Défenseur des droits de 2014 à 2020, sur le rôle de cette institution qui gagne à être connue par nos concitoyens.

— PROPOS RECCUEILLIS PAR **AURÉLIEN BONNAREL** —

© **Pourriez-vous revenir sur la genèse du Défenseur des droits. Quand et comment a-t-il été créé ?** Le Défenseur des droits est né de la fusion de quatre institutions qui ont préexisté. Depuis les années 1970, plusieurs institutions se sont progressivement développées en France afin de faire respecter un certain nombre de droits et libertés fondamentaux en dehors du mécanisme de la justice de droit commun. Clas-

parallèle, d'autres types d'institutions visant à faire respecter les droits des citoyens. Ainsi, en 1973 a été créé le médiateur de la République pour améliorer les relations entre les citoyens et l'administration. Par ailleurs, la convention internationale des droits de l'enfant de 1989 a exigé des États qui l'ont ratifiée que soit désigné un organisme ou une personne responsable de la protection des droits de l'enfant.

Chirac. Progressivement s'est construit un paysage varié avec différentes institutions de protection des droits fondamentaux.

Pour autant, c'est la révision constitutionnelle de 2008, à la suite du rapport Balladur, qui a consacré à l'article 71-1 de la Constitution de la V^e République une institution dénommée le Défenseur des droits.

© **En tant qu'institution, le Défenseur des droits a-t-il de réels pouvoirs ? Quels sont-ils ?**

Le Défenseur des droits est chargé de veiller au respect des droits et libertés par les administrations de l'État, les collectivités territoriales, les établissements publics. Le Défenseur des droits est nommé par le président de la République pour un mandat de six ans non renouvelable. Il s'agit de la seule autorité administrative indépendante (AAI) inscrite dans la Constitution, les autres AAI relèvent de lois organiques. Malgré certaines craintes de la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE) ►►

« Le Défenseur des droits a condamné la méthode dite "de la nasse" qui est une pratique illégale. »

siquement, lorsqu'un droit n'est pas respecté, un tribunal est saisi. Le tribunal va dire le droit et rétablir le droit violé mais le processus judiciaire est très coûteux, long et hasardeux, d'où l'idée de mettre en place, en

À cela se sont ajoutées la Commission nationale de déontologie de la sécurité en 2000 ainsi que la Haute autorité de lutte contre les discriminations, créée en 2004 à la suite d'une promesse électorale de Jacques

► et de la Défenseure des enfants de l'époque d'être absorbées par le Défenseur des droits, la loi organique de 2011 a décidé que le Défenseur des droits allait reprendre les compétences des quatre institutions existantes précitées : la HALDE, la Commission nationale de la déontologie de la sécurité, le médiateur de la République et le Défenseur des enfants. En juin 2011, Nicolas Sarkozy a nommé le premier Défenseur des droits en la personne de Dominique Baudis. Avec Richard Senghor en qualité de secrétaire général du Défenseur des droits, ils ont fabriqué l'architecture du Défenseur des droits, son organisation et son fonctionnement.

Le Défenseur des droits a désormais onze ans d'existence. À la suite de Dominique Baudis, mort prématurément, c'est moi-même qui ai exercé la fonction de juillet 2014 à juillet 2020. L'actuel titulaire du poste est Claire Hedon.

Le Défenseur des droits est donc une institution constitutionnelle dotée de pouvoirs vis-à-vis de l'administration. Il peut donner des avis, des injonctions ou saisir la justice administrative ou judiciaire.

Le Défenseur des droits travaille beaucoup avec les parlementaires, donne des avis sur des textes de loi. Il est auditionné au Sénat et à l'Assemblée nationale par les commissions des lois, notamment celle des affaires sociales, pour donner son avis.

Il produit un rapport annuel qui comporte des données très importantes sur l'état des droits et des libertés dans notre pays (11^e rapport).

En plus des quatre compétences d'origine, depuis l'an dernier lui a été confiée la mise en œuvre de la directive sur la protection des lanceurs d'alerte. Ainsi le Défenseur des droits protège les lanceurs d'alerte contre un licenciement, s'ils ont dénoncé des agissements graves de leur employeur ou d'une administration.

🕒 Comment intervient le Défenseur des droits concrètement dans les différents domaines d'action relevant de sa compétence ?

Comment faut-il le saisir ?

Sur les cent dix mille réclamations traitées chaque année par le Défenseur des droits, 80 % relèvent de la médiation. Nos concitoyens peuvent s'adresser aux cinq cents délégués du Défenseur des droits présents dans l'ensemble des départements. Pour illustrer cette action de médiation, prenons un exemple. Une mère de famille monoparentale, qui considère qu'elle devrait toucher 800 euros d'allocations familiales et pas 500 euros, si elle n'arrive

la discrimination ou pour un appui au dépôt de plainte et tenter d'obtenir réparation. Il y a aujourd'hui dans la loi vingt-cinq cas de discrimination illicite en France, dont celui de discriminer les personnes du fait de leur accent.

🕒 Plus précisément, sur les discriminations, comment intervenez-vous ?

Le Défenseur des droits prend des décisions, rend des avis, adresse des lettres de mise en demeure. En l'absence de rétablissement de la situation, il peut faire un signalement au procureur de la République s'il considère que la situation dénoncée relève d'un délit. Pour caractériser

« Le Défenseur des droits est une institution constitutionnelle dotée de pouvoirs vis-à-vis de l'administration. Il peut donner des avis, des injonctions ou saisir la justice administrative ou judiciaire. »

pas à faire valoir son droit auprès de la CAF peut s'adresser au Défenseur des droits pour qu'il intervienne. Le délégué du Défenseur des droits va alors engager une démarche auprès de la CAF et, dans 75 % des cas, le Défenseur des droits obtient satisfaction et le droit de la mère de famille est rétabli.

Quant au travail de lutte contre les discriminations, il couvre le champ de l'ensemble des discriminations : le handicap, les femmes, les personnes d'origine étrangère ou qui ont une couleur de peau différente, etc. Par exemple, si une personne noire se voit refuser la location d'un logement du fait de sa couleur de peau. Il est possible de faire intervenir le Défenseur des droits pour faire cesser

la discrimination, le Défenseur des droits s'appuie sur les SMS et les mails qui laissent des traces des comportements illicites.

En cas de procédure devant les tribunaux, le Défenseur des droits peut venir en soutien de la victime ou du demandeur en formulant des observations devant la juridiction. Ces observations sont un appui de poids pour la personne qui tente de faire reconnaître une discrimination.

🕒 Au regard des enjeux en matière de relation entre la police et la population, la compétence du Défenseur des droits est importante mais son action est-elle efficace ?

L'action en matière de déontologie

de la sécurité est difficile. Lorsqu'un membre des forces de l'ordre agit contre les règles déontologiques qui s'appliquent à lui, à savoir agir avec calme, avec discernement, utiliser son arme de façon conforme, le Défenseur des droits peut être saisi en dehors des cas où une infraction pénale a été commise. Il s'agit d'« infra-droit ». Sur la déontologie des forces de sécurité, le Défenseur des droits est parfois en conflit avec les pouvoirs publics. Trente à quarante fois par an, le Défenseur des droits sollicite une sanction en répression des manquements des forces de l'ordre aux règles déontologiques mais en général aucune sanction n'est prononcée par l'autorité disciplinaire de la police ou de la gendarmerie. C'est un point à améliorer.

© Concernant les problématiques de maintien de l'ordre et d'entrave au droit de manifester qu'on a pu observer durant les derniers mouvements sociaux (loi travail, gilets jaunes, mouvement contre la réforme des retraites) comment le Défenseur des droits s'est-il positionné ?

À la suite des grandes manifestations de l'automne 2018, beaucoup de dossiers ont été soumis sur des comportements individuels problématiques de policiers et de gendarmes. Au niveau collectif, le Défenseur des droits a pris des positions sur la doctrine du maintien de l'ordre, la nécessaire identification des policiers lors des contrôles d'identité et en faveur d'un maintien de l'ordre avec retenue. Le Défenseur des droits a condamné la méthode dite « de la nasse » qui est une pratique illégale. La nasse ne consiste pas à maîtriser l'ordre public mais conduit à entraver le droit de manifestation. Face au durcissement du maintien de l'ordre, le Défenseur des droits est intervenu dans le débat public pour dénoncer

« Nos concitoyens peuvent s'adresser aux cinq cents délégués du Défenseur des droits présents dans l'ensemble des départements. »

ces dérives. Cela a conduit à la modification par le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin, il y a deux ans, du règlement national de maintien de l'ordre pour tenir compte des recommandations du Défenseur des droits.

© S'agissant de l'action du Défenseur des droits en matière de protection des droits de l'enfant et des lanceurs d'alerte, quels sont les sujets qui vous préoccupent ?

S'agissant de la protection des droits de l'enfant, le Défenseur des droits a pris position pour l'interdiction de la fessée et des châtimements corporels, ce qui a eu un retentissement médiatique et a fait l'objet de débat au sein de la société. Par ailleurs, le Défenseur des droits porte une attention particulière aux enfants placés, aux enfants en difficulté.

En ce qui concerne la protection des lanceurs d'alerte, il s'agit d'une nouvelle prérogative du Défenseur des droits. Il est intervenu dans quelques dossiers pour les protéger contre le licenciement mais on a encore peu de recul sur ce sujet.

Le cœur de la fonction du Défenseur des droits réside dans la protection des droits fondamentaux et dans la défense du principe d'égalité. Le Défenseur des droits défend l'égalité de tous devant les droits.

© Après onze ans d'existence, quel bilan tirez-vous de l'action du Défenseur des droits ?

Le Défenseur des droits a essentiellement un pouvoir oral. Ses avis comptent dans le débat public et politique mais cela dépend de la person-

nalité du Défenseur des droits et de sa visibilité médiatique, ce qui est sans lien avec ses prérogatives juridiques.

De ces onze ans d'existence, je tire un bilan positif de cette action. Les pouvoirs publics ont deux attitudes possibles vis-à-vis du Défenseur des droits : le considérer comme un empêcheur de tourner en rond et essayer d'entraver son action ou le considérer comme un auxiliaire pour enrichir la démocratie et renforcer le lien entre le peuple et les dirigeants. C'est dans cette conception que je me situe. On ne peut pas dire que les pouvoirs publics se sont défiés du Défenseur des droits mais je dirais qu'on pourrait l'utiliser davantage pour renforcer les liens démocratiques. Le Défenseur des droits a acquis une certaine crédibilité en peu de temps.

© Quelles sont les limites actuelles de son action que vous identifiez ? Faut-il doter le Défenseur des droits de pouvoirs nouveaux ?

Pour renforcer l'efficacité de l'action du Défenseur des droits, il faudrait qu'il soit doté de pouvoirs effectifs c'est-à-dire le pouvoir d'arrêter la mise en application de telle décision ou d'obliger une administration ou une entreprise à prendre telle décision. Ces pouvoirs devraient être exercés sous le contrôle du juge car le Défenseur des droits n'est pas un juge mais il faudrait lui donner un pouvoir plus effectif. ●

Jacques Toubon est ancien ministre.

Qu'est-ce qu'un *data scientist* ?

L'auteur, agrégé de mathématiques, a travaillé dans un magasin de cycles et est l'accompagnateur technique de cyclistes professionnels : aujourd'hui *data scientist* pour une équipe cycliste, il nous parle de son nouveau métier.

— ENTRETIEN AVEC **OLIVIER MAZENOT*** —

© D'abord, qu'est-ce qu'un *data scientist* ? Quelle différence y a-t-il avec un *data manager* ou un *data analyst* ? Et y a-t-il des mots français (ou en québécois) pour désigner ces métiers ?

Le *data scientist* a pour rôle de collecter, trier, analyser des données et de les rendre visuelles et compréhensibles à l'aide de graphiques. Ceci se fait grâce à un panel d'algorithmes et d'outils de programmation informatiques. L'analyse des données est effectuée notamment à l'aide de modèles statistiques qui demandent des connaissances approfondies en mathématiques. Un bon *data scientist* doit aussi connaître son domaine de travail, ici le cyclisme et la physiologie du sportif. Ces dernières connaissances, je les ai acquises à travers ma vie de sportif, mais aussi par les lectures d'articles scientifiques spécialisés. L'intelligence artificielle dont on entend souvent parler dans les médias repose en partie sur le traitement de gros volumes de données par des algorithmes sophisti-

qués, mais je n'en fais pas encore dans mon travail, ce n'est pas la priorité. Cela pourra changer à l'avenir.

Le terme *data scientist* est générique mais, dans les grandes entreprises, il existe des métiers plus segmentés, comme le *data manager* dont le rôle est de créer et d'organiser les bases de données pour les mettre à la disposition de ses collègues, ou le *data analyst* qui se concentre sur l'analyse et

l'exploitation décisionnelle des données. Ce sont des métiers qui requièrent moins de compétences transversales que celui de *data scientist*, qui est en quelque sorte le couteau suisse de la science des données.

Pour ces nouveaux métiers très « internationaux », on utilise très peu l'équivalent français « scientifique des données », qui ne sonne pas très bien, je trouve, et même les Québécois emploient le terme *data scientist*. Par contre, on parle plus volontiers de « science des données », comme le montre l'article consacré sur Wikipédia.

« Il s'agit de travailler mieux pour progresser, et pour cela les *data scientists* ont un rôle positif à jouer. »

© Tu n'es pas informaticien à l'origine. Il fallait donc une formation complémentaire, laquelle ?

Je suis professeur de mathématiques de formation, mais j'avais un profil très orienté vers l'informatique avant ma reconversion, car j'ai fait une licence maths-informatique à Lyon et j'ai toujours aimé programmer, ce qui n'est

« Aujourd'hui, grâce à une approche scientifique de l'entraînement, les coureurs roulent moins de kilomètres qu'avant et une attention toute particulière est mise sur leur santé. »

pas toujours le cas chez les professeurs de maths. Surtout, j'ai continué à coder après mes études, en particulier pour résoudre des problèmes de maths et d'algorithmique, donc la reconversion n'a pas été difficile. Cependant, pour devenir *data scientist*, il faut acquérir des connaissances sur les algorithmes utilisés dans l'analyse de données et savoir comment les implémenter (les coder) en utilisant les bonnes bibliothèques en langage informatique. Je voulais une formation courte et m'y mettre à 100%, et j'ai trouvé ce qui me correspondait. La formation était à la fois théorique grâce aux cours et pratique à travers les projets concrets à réaliser. Je bénéficiais d'un mentor avec qui j'avais une séance hebdomadaire en visio-conférence pour faire le point sur l'avancée de mes projets, ce qui était parfait pour moi durant le début de la pandémie de covid-19.

© Comment l'entraînement des coureurs cyclistes a-t-il évolué depuis vingt ou trente ans, avec les capteurs, les oreillettes, le suivi médical, etc. ? A quels types d'informations as-tu accès ?

Il y a trente ans, les coureurs parcouraient plus de kilomètres qu'aujourd'hui à l'entraînement, mais celui-ci était moins « qualitatif », c'est-à-dire comportait moins de travail spécifique, notamment à haute intensité.

Aujourd'hui, tous les entraînements sont à thème et structurés : on fait de l'intervalle *training*, des sprints, du travail en force ou au contraire en vélocité avec modification de la fréquence de pédalage. Ils misent aussi beaucoup sur les phases de récupération avec des sorties plus tranquilles et même des phases de quelques jours sans rouler. Tout cela est planifié de manière cohérente en fonction des objectifs, des caractéristiques et de l'état de forme du sportif. Pour résumer, on peut dire que les coureurs roulent moins mais mieux qu'avant.

Les données que j'exploite sont principalement celles des compteurs GPS, qui donnent une quinzaine de variables toutes les secondes. Les données les plus importantes pour nous sont les puissances (en watts) qui sont acquises grâce à des capteurs présents dans les pédaliers, mais aussi la cadence de pédalage (en tours par minute), la fré-

quence cardiaque et le positionnement (altitude, coordonnées GPS).

© Quel est ton jour type ? Que fait un *data scientist* au quotidien dans une équipe cycliste ?

Mon jour type ressemble à celui d'un développeur en informatique, avec le sport en plus, car au sein d'une équipe cycliste il est parfaitement légitime d'aller rouler avec les collègues entre midi et deux ! J'ai plusieurs projets en parallèle qui s'inscrivent dans la durée. Depuis que je suis arrivé dans l'équipe, je développe principalement des outils d'analyse de suivi des entraînements et des courses à destination des entraîneurs, et je fais des analyses statistiques des caractéristiques des coureurs comme le pédalage. 90% de mon temps se passent donc devant un ordinateur à écrire du code. Pour le moment je ne procède pas à des acquisitions de données sur le terrain, mais cela pourra évoluer à l'avenir.

© Les coureurs deviennent-ils des robots, des êtres humains « augmentés » ? Ces suivis très scientifiques ne font-ils pas perdre au sport sa poésie ?

Il est certain que le cyclisme d'aujourd'hui n'est plus celui d'il y a trente ans ou plus. Aujourd'hui, un coureur qui s'échappe seul en début d'étape a très peu de chances de gagner car les équipes sont très bien organisées. Mais on ne peut ►►

« Les données sont devenues incontournables pour le suivi d'un athlète et constituent un outil précieux pour l'entraîneur. »

► pas dire que les coureurs sont devenus des robots pour autant, les courses restent indécises et les scénarios sont variés et intéressants à suivre. Ceux qui gagnent sont évidemment très forts mais ce sont aussi ceux qui « sentent » bien la tactique de course, qui savent gérer leur effort et à la fois « débrancher le cerveau » au bon moment. Et débrancher le cerveau ne veut pas dire calquer sa course par rapport à son compteur et ses données, mais au contraire savoir s'affranchir des données pour pouvoir dépasser ses limites. Notre coureur David Gaudu qui

ont un aspect ludique également. Chaque coureur connaît ses propres records de puissance sur différentes durées et c'est un événement lorsqu'il bat l'un de ses records.

© Avec toutes les données à ta disposition, peux-tu savoir si un coureur est dopé et avec quoi ?

Pour le moment, la biologie reste maîtresse concernant le dopage et je pense que ce sera encore le cas pour les années à venir. Pour développer des méthodes de recherche de dopage repo-

sont plus intéressés que d'autres, mais globalement, si la présentation des données est claire, oui ils sont plutôt demandeurs et les résultats sont très utiles pour eux. Le plus intéressant pour moi, c'est de pouvoir discuter avec ceux qui ont la fibre scientifique, comme l'un des nôtres, Valentin Madouas, qui est aussi ingénieur et qui aura un avis intéressant sur la partie technique de l'analyse des données.

© De façon plus générale, penses-tu que les data scientists peuvent aider à l'amélioration des conditions de travail ou qu'au contraire ils les aggravent ? Et cela pas seulement pour les sportifs.

Pour répondre à cette question, on peut faire le parallèle avec les nouvelles technologies qui apparaissent dans notre société. Toute nouveauté peut amener le pire comme le meilleur selon ce qu'on en fait. Les recherches sur la radioactivité et le nucléaire ont mené aux appareils d'imagerie médicaux modernes, mais aussi aux bombes nucléaires. Il en va de même pour la télévision, Internet et toutes les technologies de notre quotidien : il en ressort le meilleur comme le pire, tout dépend de ce qu'on en fait. Aujourd'hui, grâce à une approche scientifique de l'entraînement, les coureurs roulent moins de kilomètres qu'avant et une attention toute particulière est mise sur leur santé. Il ne s'agit pas de travailler plus pour gagner plus, mais de travailler mieux pour progresser, et pour cela les *data scientists* ont un rôle positif à jouer. ●

*Olivier Mazenot est *data scientist* pour l'équipe Groupama-FD.

Propos recueillis par Pierre Crépel et Louis Devillaine

« Le *data scientist* a pour rôle de collecter, trier, analyser des données et de les rendre visuelles et compréhensibles à l'aide de graphiques. »

a terminé quatrième du Tour de France cette année le dit très bien dans une vidéo dans laquelle il raconte son tour sur Internet. À certains moments clés, il ne s'agit plus de calculer !

Les données sont aujourd'hui devenues incontournables pour le suivi d'un athlète et constituent un outil précieux pour l'entraîneur. Elles permettent d'avoir une rigueur indispensable à la réussite et de réaliser un suivi minutieux de la progression, de mettre le doigt sur d'éventuelles faiblesses. Par exemple, un œil expert remarquera certainement qu'un coureur pédale trop en force, ne tourne pas assez vite les jambes, et les données permettront de quantifier et de préciser dans quelles conditions il peut améliorer sa cadence de pédalage.

Pour le coureur, les données sont un moyen d'analyse supplémentaire en plus de ses propres sensations, et elles

sant sur les données, il faudrait réaliser de coûteuses études scientifiques incluant de nombreux coureurs non dopés et dopés (à l'aveugle), et encore je ne sais pas si cela pourrait donner des résultats suffisamment solides scientifiquement pour être mis en pratique. En revanche, je pense que l'exploitation des données peut fournir une indication sur les coureurs à cibler. Il faudrait pour cela que les instances aient accès à des données fiables des coureurs à l'entraînement et en compétition. Là encore, ça me paraît difficilement faisable car les données sont aisément modifiables.

© Les coureurs sont-ils demandeurs de ces algorithmes ou les subissent-ils ?

Ils ont accès aux résultats statistiques donnés par ces algorithmes à travers les analyses de leur entraîneur. Certains

DU CÔTÉ DES REVUES...



» **Économie & politique**, n° 816-817, juillet-août, 2022
Amplification de la guerre en Ukraine, inflation grandissante alors que le CAC 40 est au plus haut, méga-feux et sécheresse, pénurie énergétique... les événements de l'été ont révélé la profondeur des crises en cours qui contribuent à développer une crise multiforme d'une ampleur inédite.

L'heure est à prendre la mesure du rôle décisif que joue le capital dans cette crise qui vient pour mieux la conjurer, résister à l'union des droites qui s'organise et poursuivre la construction d'une France des Jours heureux.
<https://www.economie-et-politique.org/2022/09/06/numero-814-815-juillet-août-2022>



» **Carnets rouges**, n° 26, octobre 2022
L'accélération ces cinq dernières années d'une politique néolibérale déjà bien installée a montré une vraie porosité entre une droite gouvernementale et une extrême droite de plus en plus autorisée à avancer ses pions en toute impunité.

Les dernières élections l'illustrent si c'était nécessaire.
<http://reseau-ecole.pcf> • <https://carnetsrouges.fr>



» **Recherches internationales**, n°122, octobre-décembre 2021
Même si les formes de la guerre ont pu changer, un continent que l'on croyait définitivement épargné a fini par rejoindre la zone des tempêtes. L'enjeu n'est plus idéologique et social même si certains veulent faussement nous y renvoyer en agitant le spectre d'un affrontement entre démocraties et dictatures.

Il s'agit de conquête de l'hégémonie mondiale avec classiquement un tenant du titre et un aspirant à cette position avec toutes les combinaisons qui peuvent en découler : affrontement violent (à l'ère nucléaire), coopération, ou partage d'influence sous forme d'un condominium.

<https://www.recherches-internationales.fr/>



» **Cahiers d'histoire**, n° 155, avril-mai-juin 2022
Sept articles passionnants qui donnent à réfléchir sur la convergence entre histoire sociale et histoire maritime.
<https://journals.openedition.org/chrhc/18619>



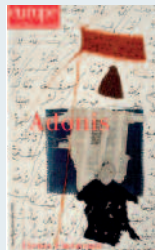
» **La Pensée**, n° 409, janvier-mars 2022
Les profits capitalistes montent en flèche alors même que la crise économique, sanitaire et sociale a frappé durement l'emploi, et que les revenus de la plupart des salariés ont décroché par rapport au coût de la vie. Aujourd'hui comme il y a plusieurs décennies, ces profits bénéficient massivement à la grande

bourgeoisie, parce que celle-ci détient, souvent discrètement, des leviers du pouvoir, économique, politique et idéologique.
<https://gabrielperi.fr/librairie/revues/la-pensee/la-pensee-n409-le-pouvoir-discret-de-la-bourgeoisie/>



» **Les Lettres françaises**, n° 46, Octobre 2022
Au sommaire Edvard Munch par Philippe Reliquet, Julio Gonzalez et Picasso par Itzhak Goldberg, Eugène Durif par Jean-Pierre Han, Jean-René Huguenin par Christophe Mercier et beaucoup d'autres textes sur les Lettres, les Savoirs, les Arts, le Cinéma, le Théâtre...

<http://les-lettres-francaises.fr/>



» **Europe**, n°1123-1124, novembre-décembre 2022
D'une force peu commune et d'une ampleur considérable, l'œuvre d'Adonis se détache au premier plan de la poésie arabe contemporaine. Placée sous le signe des métamorphoses et d'un renouveau permanent du souffle, ses accents visionnaires se mêlent à

ceux d'une intransigeante soif de liberté. Auteur d'une œuvre protéiforme, Denis Guénoun embrasse à la fois les domaines du théâtre, de la philosophie et de la littérature. Mais tous les « chantiers » dans lesquels il s'est engagé s'étendent aussi à la réflexion politique, à la théologie et au récit autobiographique.

<https://www.europe-revue.net/>

Une opinion partagée

La neuvième vague du baromètre IFOP « Être de gauche aujourd’hui », à l’initiative du journal *L’Humanité* (septembre 2022), présente des résultats contradictoires. D’un côté, elle contredit plutôt le discours dominant sur la droitisation de la société. Ainsi 88% de l’opinion estiment qu’« il faut que les richesses du pays ne soient pas accaparées par une minorité » ; pour 88% également, « les aides publiques doivent être accordées aux entreprises mais avec des contreparties environnementales et sociales » ; 81% enfin jugent que « les très grands profits réalisés par les entreprises au moment de la crise de la covid devraient être taxés ». Bref, des positions résolument de gauche. Comme l’écrit Frédéric Dabi, directeur général de l’IFOP, « l’enquête montre que la défaite électorale ne veut pas dire défaite sur le plan des idées car les Français expriment une adhésion très forte à une série de propositions de la gauche ».

Toutefois, sur un certain nombre de sujets (immigration, dette, sécurité par exemple), les Français dans leur ensemble se montrent plutôt conservateurs. Ils sont 61% à ne se sentir en sécurité nulle part, et autant à penser qu’« il faut que l’État donne plus de liberté aux chefs d’entreprise ». On retiendra notamment l’évolution de l’opinion sur l’« assistanat ». 67% des sondés pensent que « les chômeurs pourraient trouver du travail s’ils le voulaient vraiment ». Certes, l’opinion de gauche est plus réservée mais majoritairement (55%) elle dit la même chose. Soit 11% de plus qu’en 2014, lors du lancement du baromètre IFOP.

Commentaire de Frédéric Dabi : « Avec la petite musique des emplois non pourvus, les chômeurs sont invisibilisés, alors que le sentiment d’injustice se porte davantage sur le fait d’avoir un travail qui paie mal. » ●



*** Il faut que les richesses du pays ne soient pas accaparées par une minorité :**

90 % des personnes de gauche ;
88 % des Français.



*** Les aides publiques doivent être accordées aux entreprises mais avec des contreparties environnementales et sociales :**

90 % des personnes de gauche ;
88 % des Français.



*** Les très grands profits réalisés par les entreprises au moment de la crise de la covid devraient être taxés :**

81 % des personnes de gauche ;
79 % des Français.



*** Tous les étrangers résidant en France depuis plusieurs années devraient avoir le droit de vote aux élections municipales :**

65 % des personnes de gauche ;
48 % des Français.



*** L’immigration rapporte plus à la France qu’elle ne lui coûte :**

53 % des personnes de gauche ;
38 % des Français.



*** Les chômeurs pourraient trouver du travail s’ils le voulaient vraiment :**

55 % des personnes de gauche ;
67 % des Français



*** Il faut que l’État donne plus de liberté aux chefs d’entreprise :**

48 % des personnes de gauche ;
61 % des Français.

— PAR FANNY CHARNIÈRE —

Négociations en entreprises : vive les syndicats !

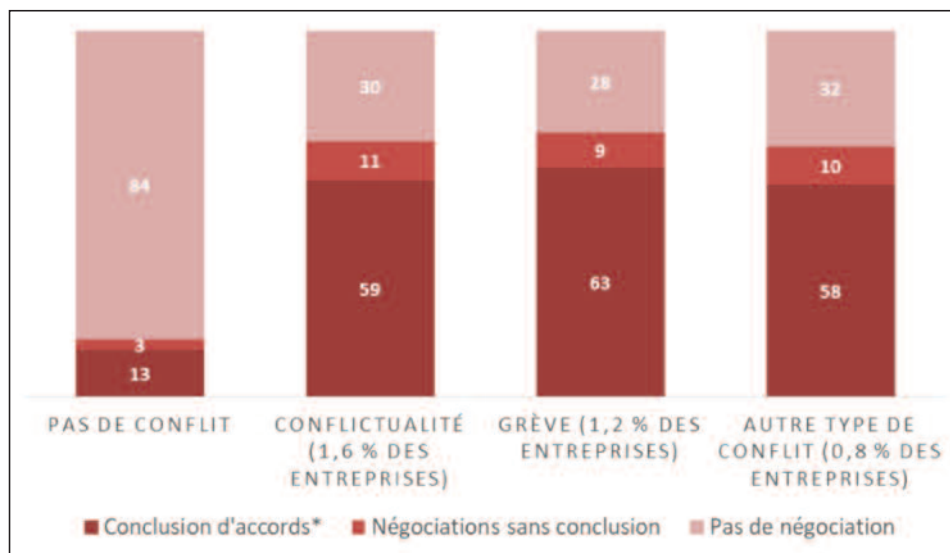
Et si faire grève était le plus sûr moyen d'obtenir satisfaction ? C'est ce que semble montrer une récente étude du ministère du Travail faisant le bilan des négociations collectives lors de l'année 2020. Si la conflictualité concerne une minorité d'entreprises (1,6 % des entreprises), il existe une corrélation très forte entre la signature d'un accord d'établissement, d'entreprise, d'unité économique et sociale (UES) ou de groupe et la conflictualité dans l'entreprise : en effet, 70 % des entreprises ayant connu au moins un conflit du travail, quelle que soit sa forme, ont engagé des négociations. C'est le cas de 72 % de celles qui ont déclaré une grève et 68 % de celles qui ont connu une autre forme de conflit (rassemblement, pétition...), contre seulement 16 % des entreprises n'ayant connu ni conflit ni grève. Parmi les entreprises ne déclarant pas de conflit, 13 % ont conclu au moins un accord en 2020 ; contre 59 % pour celles ayant connu un conflit, 63 % si le conflit a pris la forme d'une grève, 58 % s'il a pris une autre forme.

Mais le lien entre négociations, signature d'accord et conflictualité dans l'entreprise n'est pas si mécanique : les capacités de mobilisation et de négociation des salariés supposent la présence de syndicats dans l'entreprise pour organiser collectivement les travailleurs, élaborer avec eux des revendications et mener les négociations.

L'étude montre notamment que c'est dans le domaine des primes et des salaires que la présence de délégués syndicaux a l'influence la plus décisive sur la tenue de négociations : 84,9 % des entreprises qui en sont pourvues ont négocié sur ce thème en 2020, contre 34,3 % de celles qui ne disposent que d'élus. Une nouvelle démonstration que l'organisation et la mobilisation collective sont toujours plus que nécessaires, bien loin des fables sur le « dialogue social » ! ●

Pour davantage d'informations, lire Mathilde Pesenti, « La négociation collective d'entreprise en 2020. » *DARES Résultats*, n° 33, juillet 2022.

NÉGOCIATIONS ET CONFLICTUALITÉ EN 2020



*d'établissement, d'entreprise, d'UES ou de groupe.

Lecture : parmi les entreprises ne déclarant pas de conflit, 12,7 % ont conclu au moins un accord en 2020.

Champ : entreprises de dix salariés ou plus du secteur privé non agricole ; France (hors Mayotte).

Source : DARES, Enquête Acemo « Dialogue social en entreprise ».

Anthropocène, capitalocène ou écocommunisme ?

L'urgence écologique s'impose ; le GIEC en analyse les causes « anthropologiques ». Dans la crise globale de nos sociétés, le mot est bien trop vague. Or le marxisme analyse la société : le marxisme est-il utile à l'écologie, l'écologie au communisme ? Opposition ou convergence ?
Quelles passerelles entre les deux ?

— PAR JEAN-CLAUDE CHEINET* —

UN PROBLÈME À PARAMÈTRES MULTIPLES

À la différence des animaux qui cueillent, butinent, les humains produisent pour se nourrir et, ce faisant, transforment le monde. Mais les logiques de production induites par le capitalisme conduisent à des prédatations, ou des pollutions.

Est-ce soutenable pour la vie sur terre, la planète ? La question se pose dans le capitalisme, mais aussi pour le communisme dont le but est « de chacun selon ses besoins », et le mot d'ordre théorique « abolir le capitalisme » n'évite pas la gestion immédiate du réel avec ses obstacles.

Car les besoins augmentent. Peut-on nourrir, par exemple, une population mondiale en corrigeant les inégalités, en aidant les pays pauvres à vaincre la faim avec une agriculture traditionnelle seulement ? Comment apporter à tous un accès à l'eau potable ? Ces inégalités s'ajoutent à celles croissantes dans les pays dits riches où des millions subissent pauvreté et précarité.

L'urbanisation bétonnée, la surpêche ravage les océans, la déforestation restreint les espaces naturels, mettant en contact humains et organismes vivants invasifs (zoonoses et pandémies). On évoque un effondrement de la biodiversité comparable à celui de l'ère secondaire. Les phénomènes extrêmes deviennent répétitifs. L'ensemble impressionne sur le moment mais ne provoque pas d'actions suivies dans le temps et ne pourra être ensuite réduit qu'au bout de longs siècles.

Le capitalisme, crispé sur ses propres logiques

de développement, semble incapable d'aborder de front tous ces défis. La pandémie a révélé au grand jour ses contradictions sociales et environnementales. Nos modes dominants de production et de consommation sont en cause. La démocratie stagne ou est en recul ainsi que l'approche rationnelle des choses, alors que se pose la question d'inventer de nouvelles formes de relations sociales pour dépasser crises écologique et sociale. Le mode de production capitaliste arrive ainsi à ses limites.

L'ANALYSE MARXISTE EST-ELLE DISQUALIFIÉE ?

Pourtant les tenants de l'écologie politique déclarent les marxistes disqualifiés d'avance car ils

« Faire surgir du communisme et dépasser le capitalisme, c'est rassembler sur des buts concrets contrôlables, c'est aller vers un élargissement de la démocratie à tous les niveaux, avec une attention particulière à l'environnement en "produisant autrement". »

seraient « productivistes ». On peut rappeler que le productivisme se caractérise lorsque la valeur d'usage d'un produit (un bien, un espace...) est négligée pour d'autres objectifs. Dans les pays de mode capitaliste de production, elle s'efface devant la valeur marchande qui permet plus-value et profits au mépris des conséquences.

Or les humains produisent et marquent les milieux où ils déploient leurs activités en une sorte de « métabolisme » (Karl Marx) avec la nature. Cette empreinte sur le réel ainsi que les transformations des espaces traduisent des rapports de classes (David Harvey ou Razmig Keucheyan). Quartiers populaires dégradés et pollués opposés aux quartiers chics verdoyants, zones industrielles face aux zones touristiques, exportation sans vergogne de déchets bruts vers l'Afrique ou la Cisjordanie, champs immenses traduisant l'exode rural.... On est dans le productivisme.

En face, il est vrai qu'au XX^e siècle l'État soviétique s'est construit sous la férule de Staline et sa politique de « rattrapage à marche forcée » des pays industriels. Les pays dits « socialistes », négligeant les influences sur l'environnement, ont développé une production de masse, certes nécessaire, mais en ratant la prise en compte de l'écologie. Ces questions ont taraulé l'ex-URSS avec accidents industriels, prises de risques (mer d'Aral, Tchernobyl) et pollutions. Du reste, après 1991, les dignitaires de l'ex-nomenklatura, devenus oligarques, ont conservé les mêmes logiques productivistes.

Or, dans le contexte de cette époque de guerre froide et de répression, le mouvement ouvrier dans son ensemble a hérité trop longtemps d'une solidarité aveugle avec cette réalité et donc négligé lui aussi l'importance de l'écologie. Pourtant, Marx est très clair : « La force productive principale, c'est l'homme », c'est-à-dire un citoyen responsable et épanoui dans un cadre démocratique. Alors est-il trop tard ?

Quand on perçoit la façon dont, après sa grande peur de 1968, la bourgeoisie a cherché à remodeler la production des biens, cassant les collectifs de travail et rompant la transmission de l'expérience ouvrière, combinant délocalisations, chômage, répression syndicale et régressions du Code du travail, tout en renonçant à traiter les questions écologiques au niveau où elles se posent, on ne peut qu'en déduire que les aspects sociaux et écologiques de la crise sont entremêlés et que les résoudre est devant nous.

« Le capitalisme, crispé sur ses propres logiques de développement, semble incapable d'aborder de front tous ces défis. La pandémie a révélé au grand jour ses contradictions sociales et environnementales. Nos modes dominants de production et de consommation sont en cause. »

L'URGENCE ÉCOLOGIQUE BOUSCULE LA DONNE

Les avancées techniques peuvent être utilisées par telle ou telle classe sociale et dans tel ou tel sens. Pollutions, guerres, externalités, organisation des chaînes de production, *greenwashing*, consumérisme, modes et ostentation ont un sens de classe. Le capitalisme sait proposer des solutions techniques.

Le « principe de précaution » est invoqué ou évacué selon les cas en fonction des intérêts politiques ou économiques en jeu (cf. le glyphosate...). Et dans une société où la formation rationnelle recule et la vulgarisation scientifique est sacrifiée au sensationnel, on est loin des débats citoyens nécessaires.

Pour utiles qu'elles puissent être comme moyens d'éducation ou de sensibilisation, les démarches individuelles ne donnent jamais la cohérence, la continuité et l'ampleur comparables à une efficacité collective. Le rôle des États et des lois reste la clef.

Le marxisme se présente comme cherchant un développement rationnel d'une production durable et solidaire dans une démarche démocratique. Il s'agit d'établir un équilibre entre les besoins des humains, la biodiversité et les ressources disponibles dans la durée. Ce qui signifie dépasser les logiques du capitalisme en résolvant aussi la question de l'urgence écologique.

Certains espaces, des « biens », des objets connus sous le vocable de « communs » sont traditionnellement gérés selon des règles admises collectivement ; est-ce une limite au capitalisme ? La protection des « communs » reste souvent très ▶▶

► défensive. Pierre Dharréville, député des Bouches-du-Rhône, donne une autre perspective par une proposition de loi afin de mettre les communs sous protection collective (sous l'égide du Conseil économique et social (CESE) avec des comités citoyens communaux chargés de penser cette protection. Ce qui introduit une dynamique dans la définition même des « communs » et permet de les étendre à la production.

« Le marxisme se présente comme cherchant un développement rationnel d'une production durable et solidaire dans une démarche démocratique. Il s'agit d'établir un équilibre entre les besoins des humains, la biodiversité et les ressources disponibles dans la durée. »

L'air, l'eau potable et des fleuves, l'assainissement, le traitement des déchets, les forêts sont ainsi susceptibles d'être pris en compte. Surgit vite la question des rapports sociaux de production à réorganiser, ramenant aux questions antérieures. Lucien Sève a par ailleurs mis en avant ce qu'il désignait comme le « déjà là » de communisme dans la société actuelle : une coopération mondiale s'esquisse dans le cadre de l'ONU et de ses agences ; localement s'inventent des relations de production de forme non capitaliste, des circuits courts (AMAP, etc.) ; si le mouvement coopératif apparaît comme une issue lors de fermetures d'entreprises, l'ensemble de l'économie sociale et solidaire représente un poids certain. Ces formes nouvelles sont actuellement « dominées » par le cadre du capitalisme et minoritaires. Montrant que la capacité d'organisation de la société n'est pas l'exclusivité du capital, elles peuvent, leur but affiché n'étant pas le profit, intégrer plus facilement des critères écologiques de gestion. Les nouvelles s'accumulent : en France, soixante-trois ultra-riches polluent autant que 50% des ménages, les pays riches auraient besoin de plusieurs planètes. De multiples mouvements poussent pour conjuguer justice sociale et environnementale. Transformation sociale et écologique, même combat !

L'ENVIRONNEMENT, UN TERRAIN

POUR LA DÉMOCRATIE ET LA PROXIMITÉ

Il y a là un véritable défi à répondre à la fois à l'urgence écologique, au défi démographique et à un capitalisme en crise incapable de faire autre chose que d'aggraver l'existant. Les luttes écologiques combinent nécessairement perspectives globales et actions locales contrôlables par les citoyens.

Or la parenté est évidente dans les démarches : lier le local au global de l'écologie et d'autre part lier les luttes ponctuelles et locales à la perspective de dépassement du capitalisme. C'est un terrain, qui, sous des formes nouvelles, renouvelle les luttes anciennes.

Faire surgir du communisme et dépasser le capitalisme, c'est rassembler sur des buts concrets contrôlables, c'est aller vers un élargissement de la démocratie à tous les niveaux, avec une attention particulière à l'environnement en « produisant autrement ».

Les luttes pour la sûreté industrielle rassemblent salariés et riverains, syndicats et associations, dépassant ainsi les oppositions entre emploi et environnement, pour imposer une production propre dans des actions de proximité facilement contrôlables. Dans ces conditions on pourra alors élaborer les contours d'une sobriété nouvelle. Ce débat citoyen concerne alors l'ensemble d'un salariat diversifié, en refusant la conception selon laquelle seuls les plus pauvres seraient des révolutionnaires par déterminisme social.

Avec les recompositions politiques en cours resurgissent des débats anciens. Des démarches réductrices et ouvriéristes conduisent vite au « solo funèbre » que Marx déplorait pour les ouvriers français de 1848. Antonio Gramsci relevait plus tard que « les forces sociales ne peuvent se construire si elles ne produisent pas un bloc historique », ce qui revient à la nécessité de rassembler. Car les classes intermédiaires (cadres, fonctionnaires...) peuvent avoir intérêt à soutenir des projets nouveaux en terme d'alliance de classes ou de rassemblement dans la diversité des expériences et des démarches. N'est-ce pas aussi faire surgir du communisme à travers les contradictions de la société et du coup donner du sens à la vie de chacun ?

SUR LE BUT ET LES MOYENS D'Y PARVENIR

Au XVIII^e siècle, Jean-Jacques Rousseau a développé les idées de démocratie directe et de proximité dans la cité, mais il pensait impossible de

l'instaurer dans un grand pays. Les nouvelles techniques de communication permettent sans doute d'envisager des consultations plus larges que par le passé. Par la suite au cours de la Révolution française, l'Arlésien Pierre-Antoine Antonelle, bien moins connu, a le premier élaboré le concept de « démocratie représentative » combinant, étonnante modernité, représentation nationale et vie démocratique locale intense : on est au cœur des débats actuels.

Plus tard, vers 1909, Jean Jaurès réfléchissait pour la France à « une évolution révolutionnaire », anticipant ainsi sur les réflexions de Maurice Thorez qui, dans une interview au *Times* en 1946, indiquait comment « il serait possible d'aller au communisme par d'autres voies que celles suivies par les révolutionnaires russes », grâce aux poussées du mouvement populaire. Ces réflexions indiquent les pistes d'un dépassement du capitalisme vers un développement durable, solidaire, et placent donc les luttes écologiques au même niveau que les luttes sociales.

L'approche transformatrice n'annule pas pour autant la question de la distorsion besoins/ressources dans le contexte de défi démographique et d'urgence climatique. Au lieu d'en rester à Malthus et au partage d'un gâteau, il s'agit de produire autrement. Par des débats éclairés, il s'agit d'élaborer démocratiquement les règles d'une adaptation aux changements. La question des limites du développement ne cessera de se poser et ne pourra qu'être sinon résolue, du moins recevoir des réponses toujours provisoires et ajustables en responsabilité selon les avancées des connaissances. La question climatique en est l'exemple, mais le problème est le retard à mettre en œuvre les préconisations et donc de repérer les freins.

PRODUIRE AUTREMENT, LIMITES ET SENS

Au-delà de mots ambigus comme « décroissance » ou « sobriété », dont le contenu demanderait à être précisé pour avancer dans les débats, les luttes actuelles donnent le sens de la construction du « produire autrement ». On peut avancer quelques axes.

D'abord faire « décroître » les dépenses inutiles (armements, publicité, luxe...). Avancer rapidement sur les nouvelles mobilités, les transports collectifs, des services nouveaux à la personne, la réduction des pollutions, la fin de l'obsolescence programmée, l'amélioration de l'environnement et de la santé, l'isolation des logements, l'adaptation de l'urbanisme, les circuits courts et la relo-

calisation de la production... Les besoins de commun et de services publics renforcés et renouvelés sont énormes.

Obliger les firmes à lever la propriété intellectuelle sur des brevets utiles à tous (vaccins par exemple), échanges d'expériences, coopérations internationales pour la reforestation ou des grands travaux (au lieu des rivalités voire des guerres pour l'eau sur les grands fleuves, etc.). Les chantiers ne manquent pas pour développer des relations délivrées de l'hypothèque des profits et de la domination. Si les luttes immédiates assurent l'ancrage dans l'action, leur sens global ne vient que par la perspective dans lesquelles on les place, à savoir le dépassement du capitalisme. Les luttes actuelles donnent le sens de la construction du « produire autrement ». C'est aller vers une « production circulaire » où les sous-produits des uns servent de matières premières pour les autres. La production capitaliste est capable de ce type d'organisation sur des segments courts de la production mais par nature pas à l'échelle de la société, dévoilant ainsi les limites du capitalisme.

La mise en responsabilité et l'engagement des citoyens à l'égard des générations futures sont étrangers à tout positionnement de type positiviste, scientiste où des « sachants », ingénieurs ou dirigeants politiques, délivrent leur vérité, fût-elle fondée. Malgré les difficultés, la démocratie est la condition pour être compris, entraîner des actes de chacun. Le débat public sur le nucléaire civil en est une illustration : si le recours au nucléaire sera nécessaire, devant des réticences de la société, c'est la vulgarisation scientifique et le débat citoyen qui doivent l'emporter contre les peurs et les intérêts privés. On est au carrefour des débats idéologiques : manipulations de l'opinion ou prise de conscience de masse en fonction des intérêts des uns ou des autres.

C'est là le rôle d'une organisation politique. En menant ce débat, le marxisme permet ainsi de dépasser craintes et refus. Il féconde la démarche écologique en lui permettant d'aller au bout car abordant les questions de la production des biens. Nul doute que les marxistes contestés comme porteurs de valeurs écologiques ne soient à même de poser les véritables enjeux de la transition écologique et sociale vers une société non capitaliste de valeur supérieure. ●

Jean-Claude Cheinet est membre de la commission Écologie du PCF.



Travail et lutte de classe

Au premier tour de l'élection présidentielle entre 27 % et 33 % des employés et des ouvriers se sont abstenus (source Ipsos, *Présidentielle 2022. Profil des abstentionnistes et sociologie des électors*). Parmi ceux qui ont déposé un bulletin dans l'urne, 36 % ont choisi celui de Marine le Pen, un taux plus important que l'ensemble accordé par la classe laborieuse à la gauche. C'est autour de cette réalité préoccupante que François Ruffin développe sa réflexion quant à l'état et l'avenir de la gauche dans son dernier livre, *Je vous écris du front de la Somme* publié aux Liens qui libèrent en septembre 2022. Au fil des cent quarante-cinq pages de l'ouvrage, François Ruffin dresse le constat amer, sans détour, que ce front « vient de craquer » (p. 9). Le député, qui s'impose politiquement dans un territoire conquis par l'extrême droite, se voit comme l'une des rares exceptions qui confirment la règle. La gauche a abandonné puis perdu les ouvriers et les employés hors des métropoles ; la stratégie est à revoir au plus vite.

UNE STRATÉGIE À REVOIR

Cinq chapitres thématiques constituent l'armature du livre autour de laquelle les pensées de François Ruffin viennent se fixer. Le premier chapitre éponyme du livre pose le diagnostic : le front est brisé. Le deuxième, « Les dégâts du grand trauma », identifie la source : l'abandon historique de la lutte des classes et l'hécatombe de la désindustrialisation. « Au nom de la "valeur travail" » éclaire les projets destructeurs du capital et de ses représentants politiques pour la précarisation de l'emploi. Les effets néfastes sur le temps de travail sont ensuite précisés dans « Coups de pression ». En guise de leçons à tirer et d'espoir lointain, Ruffin termine son livre par sa vision du « faire-ensemble » : le travail collectif et émancipateur vers un horizon commun. Transcendant cette structure thématique, trente et une notes et réflexions numérotées, comme autant d'entrées d'un journal politique, précisent les réflexions de l'auteur.

À la suite des propos de Fabien Roussel sur « la gauche

du travail » à la Fête de l'Humanité, François Ruffin a voulu clarifier ses positions. Dans un billet de blog (F. Ruffin, « Ruffin-Roussel, même combat ? », *Médiapart*), il affirme d'abord qu'il est d'accord sur le diagnostic, qu'il prend d'ailleurs le temps de creuser dans son livre. Les fractions populaires de la classe des travailleuses et des travailleurs ne se reconnaissent plus dans la gauche d'aujourd'hui. Les conséquences en sont désastreuses : une abstention massive et une extrême droite aux portes du pouvoir. Le député qui se pose en « anti-Terra Nova » (p. 25), du nom de ce *think tank* social-libéral qui avait prôné l'abandon des classes populaires (B. Jeanbart & O. Ferrand [2011] *Gauche, quelle majorité électorale ?*

Rapport de Terra Nova, Paris), veut retourner cette tendance. Mais comment parler aux classes populaires aujourd'hui et les convaincre ?

RASSEMBLER « LE PEUPLE »

Aux yeux de François Ruffin, l'horizon serait de rassembler « le peuple » dans son ensemble, les travailleurs et les privés d'emplois, les ouvriers et ceux dont la survie dépend aujourd'hui des allocations. Cela passerait par le dépassement des tensions entre allocataires et le monde du travail avec une solution par le haut, que « la gauche [renoue] avec des droits universels. Des droits pour tous. Des droits sans conditions, sans obligation de misère... » (p. 52). Nous ne saurions être qu'en accord pour briser ces murs institutionnels entre précaires et travailleurs, division dont le peuple se fait le reflet malgré lui. Pour contrer l'emprise de l'extrême droite, François Ruffin conseille une deuxième piste. Aux droits universels s'ajoute l'offensive contre les grandes fortunes : la tâche « essentielle pour nous de ramener à cette injustice à majuscule, aux hyper-riches sur leur Olympe » (p. 50). Cette vision de l'inégalité comme abstraction économique, comme seule question de justice, n'est pas à la hauteur. La question de l'inégalité des revenus et du patrimoine n'est pas séparée de celle du travail ; au contraire, elle en émane. Les richesses de Bernard Arnault sont la concentration de la

À propos de
*Je vous écris
du front de
la Somme*
de François Ruffin

— PAR Alec Desbordes* —

plus-value des travailleurs de LVMH que François Ruffin a lui-même dépeinte dans son documentaire *Merci Patron* (F. Ruffin *Merci Patron*, 2016, Mille et une productions, Les Quatre Cents Clous). La question n'est pas celle de la redistribution après coup, mais c'est plutôt l'appropriation collective et à la source des richesses produites, donc au niveau de l'entreprise. Pas l'entreprise qui, au service du capital, presse les salaires, arrose les actionnaires de dividendes et fracture l'outil industriel mais l'entreprise qui, sous gestion sociale des travailleurs et des usagers, génère de l'emploi, investit dans la collectivité, et redonne de la dignité au travail. La question de justice fiscale découlera de la lutte pour l'entreprise, car Bernard Arnault, sans LVMH, n'est rien.



« La question de l'inégalité des revenus et du patrimoine n'est pas séparée de celle du travail ; au contraire, elle en émane. »

la Fête de *l'Humanité*, en modifiant en profondeur le sens de nos phrases, faisant d'une contrainte que dénonce le secrétaire

national du PCF un choix dont certains abuseraient – la phrase originelle de Fabien Roussel était « Retrouver le plaisir d'aller au travail. [...] Ce sont à ces Français-là que je m'adresse. Ceux qui préfèrent vivre avec un travail et un salaire plutôt que de devoir courir après du RSA, des allocations chômage ». *Le Figaro* l'a transformée ainsi : « C'est à ces Français-là que je m'adresse plutôt qu'à ceux qui partent à la chasse aux allocations-chômage. » La division dont nous serions les agents n'est donc autre que la déformation de nos discours. Nous aussi « constatons », avec nos mots, la fracture au sein du monde du travail. Nous aussi prônons l'union d'une « gauche qui redevienne le camp du travail » (p. 8).

Il y en a du travail, et donc, car c'est là l'essentiel, de l'emploi. Le député le dit : « L'économie de guerre climatique réclame du travail, beaucoup de travail » (p. 117). Nous ne pourrions être qu'en accord : alors que les services publics et les chantiers de la transition énergétique sont les victimes de sous-effectifs humains abyssaux, il est possible, nécessaire, de travailler tous. Cela même en travaillant moins, la réduction du temps de travail (RTT) est une forme caractéristique de la lutte et de la construction d'une émancipation hors du travail. Il nous faut continuer ce combat, de la réduction du travail hebdomadaire aux 32 heures à la conquête des congés payés, en passant par la retraite à 60 ans. Travailler tous, travailler mieux, travailler moins, ces mots d'ordre se complètent.

« La droite redéfinit nos paroles pour faire comme si nous opposions les individus et non des projets de société. »

Ces deux pistes évoquées par Ruffin vont dans le bon sens, mais s'arrêtent à mi-chemin. Elles pointent toutes deux vers une conclusion : l'union des classes populaires autour d'un programme de gauche se fera autour d'un projet du travail démocratiquement déterminé. Le rassemblement passe aussi et surtout par le travail, « le travail *pour tous*. Le travail digne, qui donne une dignité », comme le dit François Ruffin (p. 55). Que la gauche se réapproprie le travail est une lourde tâche. Quand nous pointons du doigt « la gauche des allocations », c'est pour dépasser cette impasse. Et nous le faisons avec la même intention que François Ruffin qui fait le procès de ceux qui, dans notre famille, ont abandonné la lutte des classes, et ce depuis les années 1980 jusqu'au rapport Terra Nova.

LA VISION HÉGÉMONIQUE QUE PORTE LA DROITE

Mais la droite n'hésitera pas à protéger sa vision hégémonique de la valeur travail, celle qui passe par la concurrence, le surmenage et la précarisation des travailleurs dans le but de renforcer l'accaparement capitaliste et la concentration des richesses. Cette droite va redéfinir nos paroles pour faire comme si nous opposions les individus et non des projets de société, allant jusqu'à inventer des propos de toutes pièces dans *Le Figaro* le lendemain de

ARTICULATION DE LA SÉCURITÉ EMPLOI/FORMATION AVEC LA VISION DE FRANÇOIS RUFFIN

Au Parti communiste, notre projet se nomme la sécurité d'emploi ou de formation (SEF), un système apte à éradiquer le chômage, et par extension le marché du travail. Cet objectif peut être atteint en construisant sur tout le territoire une planification sociale et écologique alimentée par les acteurs du monde du travail et les usagers. Une planification des investissements d'un côté, de l'emploi et de la formation de l'autre. Un système apte à permettre ►►

- ▶ à chacun de travailler pour un salaire digne ou de bénéficier d'une formation aussi longue que nécessaire, payée autant que son dernier salaire, et garantissant un emploi à son terme (D. Durand, « Plein-emploi ou sécurité de l'emploi et de la formation », *Économie et politique*, n° 816/817, 2022).

Nous articulons ce projet comme une alternative à la vision de François Ruffin qui évoque un « grand relevé, par Pôle emploi ou autres, comme vous voudrez [...] Tous au travail. Tous en service civique. Tous apportant leur écot de labeur. Mais tous recevant de quoi vivre » (p. 118). Plus que le service civique et l'État comme employeur en dernier ressort auquel François Ruffin fait allusion, nous proposons un système où toutes les forces productives, le prolétariat mais aussi les entreprises guidées par la planification, sont mobilisées conjointement et sous la gestion démocratique du premier. Un système où personne n'est décrété incapable de participer au bien commun, tout en mettant en œuvre une meilleure division du temps de travail, de meilleurs salaires, et des pouvoirs aux travailleurs.

Ce livre nous donne envie de plus, plus de conversations, plus de réflexions, plus de débats collectifs sur la question

« La question n'est pas celle de la redistribution après coup, mais c'est plutôt l'appropriation collective à la source des richesses produites, donc au niveau de l'entreprise. »

du travail et de la reconquête des classes populaires très justement posée dans ce livre de François Ruffin et popularisée par Fabien Roussel lors de la Fête de l'Humanité. Le député nous assure qu'il a un plan, « un ouvrage sur la valeur travail [...] pour que la gauche redevienne le camp, plus clairement, du travail, de la dignité par le travail et par les droits qui vont avec » (p. 8). Nous ne pouvons qu'encourager cette volonté pour qu'ensemble nous puissions renforcer la gauche, réunir les travailleuses et les travailleurs, et enfin franchir les portes du pouvoir. ●

*Alec Desbordes est membre du secteur Économie du PCF.



CRITIQUES



Machiavel. Le peuple, la politique, l'expérience

La Pensée, n° 406, 2021

PAR RAPHAËL CHARLET

Il y a près d'un demi-millénaire, le penseur et homme politique florentin Nicolas Machiavel publiait chez les Giunta son célèbre *Art de la guerre*, qui lui valut les compliments de la

quasi-totalité de la classe politique italienne de son époque. Cinq cents ans après sa disparition, les écrits de l'ancien secrétaire à la seconde chancellerie de la République florentine demeurent d'une actualité politique criante.

C'est pour cette raison que s'est réuni à la fin du mois de mars 2021 un colloque, coorganisé par la revue *La Pensée* et par le Groupe d'étude du matérialisme rationnel (GEMR), rassemblant plusieurs spécialistes de la pensée machiavélienne, au cours duquel ont été abordées différentes thématiques par le prisme des analyses et des écrits de Machiavel. La notion de peuple et son

rôle, la question institutionnelle, le rapport d'un certain nombre d'acteurs politiques postérieurs au Florentin à sa pensée sont autant d'objets d'étude sur lesquels se sont penchés ces experts.

Le dossier constitué par la revue *La Pensée* se fait la synthèse de ces réflexions. La diversité des analyses proposées permet au lecteur d'envisager la philosophie machiavélienne sous différents angles, mais rappelle systématiquement son importance dans la construction politique de nombre de régimes qui lui ont succédé. Du *Prince* à *La Mandragore* en passant par les *Discours* ou *L'Art de la guerre*, la pensée du Florentin, indissociable de son propre vécu politique, doit, pour être comprise, être considérée comme un tout. Si *Le Prince* demeure un ouvrage de référence dans le monde de la réflexion politique, restreindre comme cela est souvent le cas la philosophie de Machiavel à ce traité sur la manière pour un chef d'État, et plus précisément un monarque, de se maintenir au pouvoir, conduit à d'importantes mésinterprétations de son raisonnement global. Par les débats et les questions qu'il peut faire émerger, ce numéro de *La Pensée* participe à l'indispensable travail de décloisonnement de la réflexion machiavélienne, et élargit les perspectives de ses possibles interprétations. ●



Pour que jeunesse se fasse

Le Temps des Cerises, 2022

LÉON DEFFONTAINES

PAR LÉO GARCIA

« C'est dur d'avoir 20 ans en 2020 », expliquait Emmanuel Macron au milieu de la crise sanitaire. Deux ans plus tard, Léon Deffontaines, livre une réponse qui ne souffre d'aucune discussion : il est dur d'avoir 20 ans dans un système capitaliste, et cela bien avant la crise.

C'est en effet à un examen minutieux des rouages du capitalisme et de ses conséquences sur la jeunesse que s'attèle le secrétaire général du Mouvement jeunes communistes de France. Sont ainsi abordées les questions d'éducation, d'emploi, d'accès aux loisirs, au logement ou encore aux transports.

Afin d'illustrer ce « malheur d'être jeune », dont parlait déjà en 1935 Paul Vaillant-Couturier, alors directeur de *L'Humanité*, l'ouvrage donne à voir une galerie de jeunes touchés par la précarité, la sélection et l'isolement. On y fait ainsi la rencontre de Sarah, étudiante en droit, dont les rêves de devenir avocate se sont heurtés à la difficulté à combiner étude et travail, de Maxime, menuisier en Picardie, enchaînant les emplois précaires, ou encore de Thomas, étudiant lillois victime de Parcoursup.

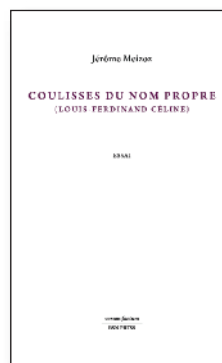
Documenté, précis, l'ouvrage ne se contente pourtant pas d'égrener les difficultés rencontrées par la jeunesse aujourd'hui. La conclusion de l'ouvrage par une « Lettre à un jeune de ma génération » montre l'ambition première du livre : être un outil utile au combat qui vient, alors que s'ouvre un nouveau quinquennat placé sous le signe de la « sobriété » et des restrictions.

Au fil des pages, Léon Deffontaines déroule les propositions des Jeunes communistes pour conquérir un système éducatif qui permette « la réussite de toutes et tous », un droit au travail « qui permette à chacun de s'épanouir tout en étant utile à l'ensemble du pays » ou encore un véritable « statut social de la jeunesse » garantissant l'accès aux droits fondamentaux que sont la culture, le sport, les transports ou le logement. Au-delà des revendications immédiates, l'ouvrage pose la nécessité d'un système politique et économique radicalement transformé au profit d'une nouvelle société : le communisme.

Porte-parole de Fabien Roussel lors de la campagne de l'élection présidentielle, le secrétaire général du MJCF

sait aussi user du verbe et du sens de la formule lorsqu'il s'agit de montrer les contradictions, parfois au sein même de la gauche, sur des sujets essentiels, comme l'environnement. Ainsi fustige-t-il « les libéraux qui veulent céder au marché notre énergie », mais aussi « certains écologistes qui veulent nous contraindre à la « sobriété » à cause de leur refus du nucléaire ».

Jamais à vocation polémique, le propos, lorsqu'il se fait incisif, vise à alimenter le débat à gauche pour qu'enfin les questions de la jeunesse soient saisies à bras-le-corps car, pour citer l'auteur : « Il est temps de ne plus voir la jeunesse comme un problème, mais comme la solution, pour construire ensemble une nouvelle société. » ●



Coulisses du nom propre (Louis-Ferdinand Céline)

Éditions verum factum, 2021

JÉRÔME MEIZOZ

PAR MATHIEU MENGHINI

« Les extrêmes se rejoignent »... On connaît l'antienne ! Une bien faible antienne à la vérité – tant elle fait l'impasse sur les finalités propres à chaque pôle de l'échiquier politique. Philosophie de

comptoirs, celle-ci a néanmoins cours dans les cénacles européens où semble admise – sous la catégorie de « totalitarisme » – l'équivalence du communisme et du fascisme. Une lecture classiste de l'évolution sociohistorique de même qu'un rappel des bases internationalistes du marxisme peuvent utilement nourrir la répartition ; celle-ci, toutefois, ne saurait nous préserver de sonder les arcanes idéologiques de la pensée brune.

De ce fait, voir un sociologue de la littérature s'emparer du « continent Céline » doit nous intéresser (*a fortiori* quand l'auteur – par ailleurs écrivain lui-même – se réclame de grands aînés, comme Annie Ernaux et Pierre Bourdieu). Lire Céline permet de questionner les catégories du « peuple » (au sens du latin *plebs*) et de la « littérature prolétarienne ». Tel n'est cependant pas l'unique ni le premier intérêt de *Coulisses du nom propre (Louis-Ferdinand Céline)*. Examinant la pseudonymie, la « posture auctoriale » et la « scène de parole » que l'écrivain de Meudon modèle méticuleusement, Jérôme Meizoz interroge la cohérence entre les choix de genres, de style, de Céline et ses positionnements nationalistes et racistes. On est loin, avec Meizoz, de cette tradition consistant à distinguer les dimensions idéologique et esthétique des œuvres pour aboutir à l'opposition de deux Céline : d'un côté, celui – remarquable – des romans ; de l'autre, l'abject pamphlétaire. Pour Meizoz, le style n'est pas pur jeu formel ;

Céline lui-même ne considère-t-il pas que « l'écriture française repose sur un substrat biologique aryen dont les juifs seraient privés » ?

Dans ses récits, l'auteur du *Voyage au bout de la nuit* cherche à « faire peuple » ; il *oralise, vocalise* sa prose, adopte un « parler de classe », souscrit au point de vue des dominés. Parallèlement, il renonce à son nom légal – Destouches – pour échapper à la connotation aristocratique de la particule et s'accorder mieux avec le profil des narrateurs de ses romans. D'extraction petite-bourgeoise, Destouches n'a pourtant pas vécu l'enfance misérable qu'il prétend. Reste le fait de n'avoir pas été lycéen – un motif claironné : le lycée – affirme Céline – « tuant tout tempérament littéraire », tout accès aux émotions vraies.

Meizoz décompose avec clarté les effets des postures adoptées par l'écrivain. Élargissant l'analyse à Vallès et Ramuz notamment, il émaille son essai de sensibles notations relatives à la somatisation de la domination, à l'habit populaire, etc. À un auteur qui se vantait de « pénétrer le système nerveux » de ses lecteurs il oppose une lecture raisonnée. Lecture éthiquement et politiquement nécessaire. ●



Les Raisons de la guerre en Ukraine. Pour une sécurité humaine globale

Éditions de l'Humanité, 2022

PATRICK LE HYARIC

PAR **BRUNO ODENT**

La guerre étend ses ravages depuis plus de six mois sur l'Ukraine, avec son cortège de sang, de destructions et de souffrances.

Comment en est-on arrivé à cette sinistre réminiscence en Europe ? Peu se sont risqués à en disséquer les raisons pour donner à comprendre ce qui se joue, alors que déferle un flot de commentaires, confondant analyse et propagande de guerre. Patrick Le Hyaric fait œuvre utile en se risquant sur ce terrain. Dans son dernier ouvrage, l'ancien directeur de *L'Humanité*, député au Parlement européen entre 2009 et 2019, dissèque le conflit et ses racines systémiques. La responsabilité du capitalisme est à tous les étages, démontre-t-il, mettant en exergue cette observation de Jaurès : « Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage. »

Les motivations de l'agresseur, Vladimir Poutine, s'en laissent déduire. L'auteur met en relation sa fuite en avant dans un nationalisme « grand-russe », au moment où s'aggrave la crise d'un système russe parmi les plus

prédateurs de la planète. Le choix de tout centrer sur l'exploitation des hydrocarbures, si lucrative pour les oligarques, pénalise le développement général. Une pauvreté endémique ravage le pays. Pour donner le change, « le tsar », écrit Patrick Le Hyaric, va pratiquer une surenchère identitaire et nationaliste si proche des thèmes des droites extrêmes européennes. S'il convoque souvent le souvenir de la puissance du soviétisme, il déploie un antibolchevisme à toute épreuve quand il reproche à Lénine et aux siens d'être à l'origine d'une république soviétique ukrainienne qui heurte aujourd'hui ses prétentions territoriales.

Mais la guerre illustre aussi un choc des empires. Les États-Unis et leurs alliés ont renié l'engagement donné à Gorbatchev, à la chute du mur en 1989, de ne pas étendre le périmètre de l'OTAN. Ce qui n'a pas manqué de nourrir la fièvre du Kremlin. Joe Biden s'est saisi de la réplique à Poutine comme d'une aubaine pour réhabiliter l'interventionnisme de l'hyperpuissance dont il proclama au début de son mandat qu'elle avait vocation à « régir le monde ». Il impulse une course au surarmement, y compris nucléaire, comme instrument de la réhabilitation d'une suprématie US contestée au sein d'une mondialisation en crise.

Le très puissant lobby militaro-industriel états-unien est comblé. Les alliés européens de l'OTAN s'alignent et lui achètent, comme l'Allemagne, une profusion d'armes sophistiquées. Et le conflit ukrainien sert de banc d'essai à une guerre en puissance avec la Chine, l'ennemi qu'il faut terrasser pour que l'impérialisme US retrouve tous les leviers de commande.

L'Ukraine présente, au passage, l'intérêt de receler dans son sous-sol, outre d'immenses réserves de gaz, du lithium, du cobalt, du titane et nombre de ces métaux rares, si stratégiques dans les productions de matériaux numériques ou de batteries. De quoi alimenter toutes sortes de convoitises.

Comment arrêter ces engrenages potentiellement destructeurs du genre humain ? Patrick Le Hyaric plaide l'instauration d'un « pacte mondial pour une sécurité humaine globale ». Il avance le besoin « d'une révolution civilisationnelle » pour « dépasser le capitalisme » et ses travers mortels. L'Europe, relève l'ancien député européen, peut tourner le dos aux tambours de la compétition et de l'affrontement. Elle possède les moyens de s'engager contre la loi du roi dollar, cette autre arme de destruction massive des États-Unis. Il en va de la réussite des transitions à mettre en œuvre d'urgence pour la paix comme pour le climat et la justice sociale. Une démocratie poussée bien plus loin qu'elle ne l'a jamais été, un communisme d'autant plus actuel et opérant qu'il existe déjà dans nombre de conquêtes, fournissent le moyen de cette vitale subversion. ●

ORGANISEZ DES DÉBATS !



avec les membres de l'équipe de votre revue autour d'un des thèmes des dossiers ou des livres c'est possible !

Contactez-nous au 01 40 40 13 50



Claude Saligny

ou au 01 40 40 12 30



Monique Renault

Mail :

redaction@causecommune-larevue.fr



Cause ★ commune
est sur Facebook

[Facebook.com/CauseCommunepcf](https://www.facebook.com/CauseCommunepcf)

..... L'ÉQUIPE DE LA REVUE



Guillaume Roubaud-Quashie
Directeur



Sabrina Royer
Rédactrice en chef



Jean Quétier
Rédacteur en chef



Élodie Lebeau-Fernandez
Rédactrice en chef



Gérard Streiff
Rédacteur en chef
(Controverses/
Sondages)



Sébastien Thomassey
Mise en page



Frédo Coyère
Mise en page
et graphisme



Noëlle Mansoux
Secrétariat
de rédaction



Chantal Guerre
Secrétariat
de rédaction



Marine Miquel
(Critiques/Lire)



Vincent Boulet
(Chronique
européenne)



Aurélien Bonnarel
(Droit)



Maëva Durand
(Féminisme)



Igor Martinache
(Féminisme)



Baptiste Giron
(Histoire)



Nicolas Tardits
(Grand entretien)



Aurélien Aramini
(Philosophiques)



Jean-Michel Galano
(Philosophiques)



Victor Blanc
(Poésies)



Nicolas Lambert
(Production
de territoires)



Pierrick Monnet
(Réactions)



Hoël Le Moal
(Regard)



Pierre Crépel
(Sciences)



Fanny Chartier
(Statistiques)



Michaël Orand
(Statistiques)



Claudine Périllaud
Relecture



Dorian Mellot



Mathieu Menghini



Constantin Lopez
Réseaux sociaux



Julien Rossi
Débats



Saliha Bousseadra



Florian Gulli
Université permanente

PROCHAINS NUMÉROS

Le travail
Les GAFAM



Prix : 10€